



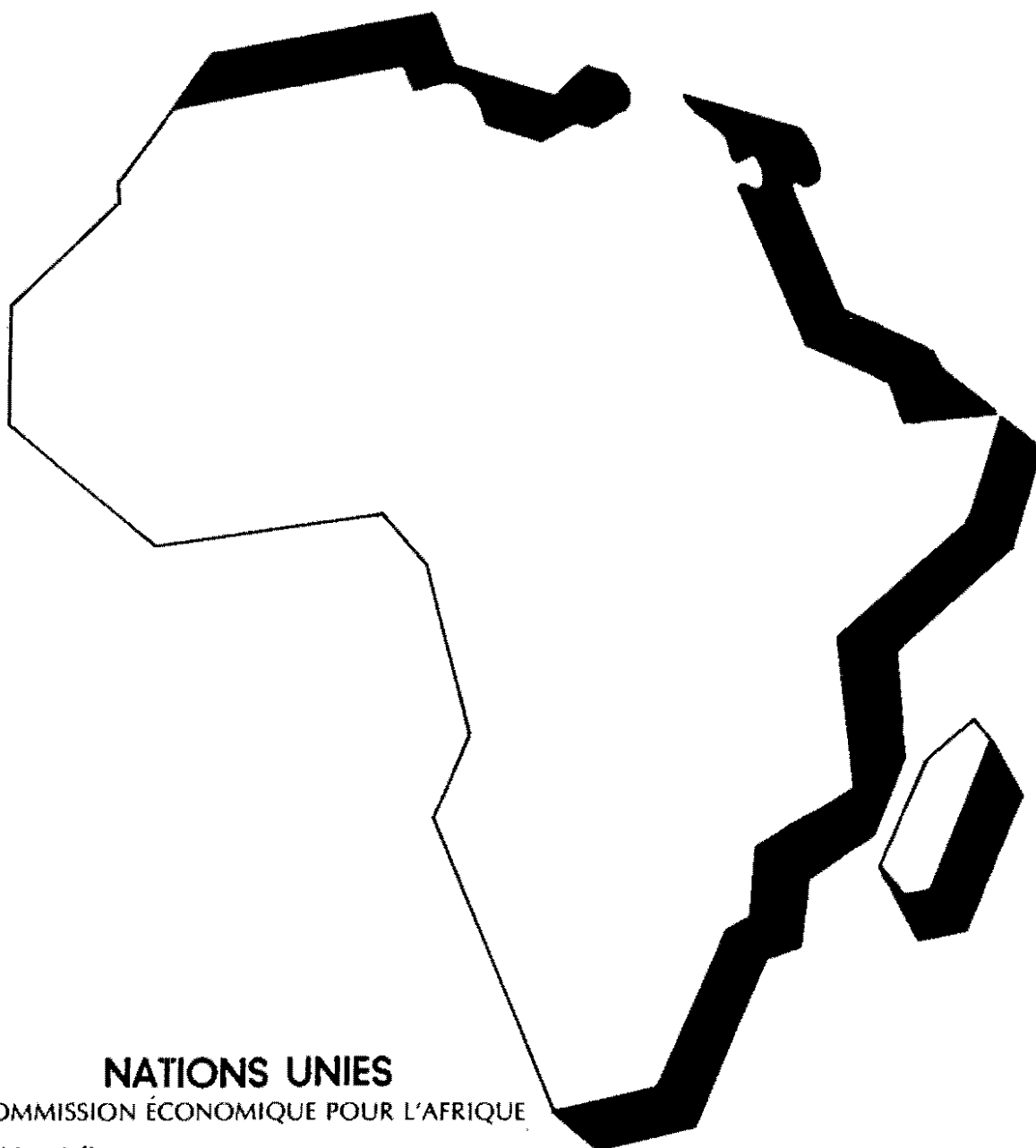
**APPLICATION
DES DONNEES ET DE
L'ANALYSE DEMOGRAPHIQUES
A LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT**

**SERIE
DES ETUDES
SUR
LA POPULATION
AFRICAINES,
No. 1**

NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Addis-Abéba

1973





NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Addis-Abéba 1973

S E R I E D E S E T U D E S
S U R L A P O P U L A T I O N A F R I C A I N E ,

N^o 1

T A B L E D E S M A T I E R E S

Avant-propos - page iv

| <u>Chapitre</u> | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| I RAPPORT DU CYCLE D'ETUDES - - - | 1 |
| II PRINCIPES D'APPLICATION DES DONNEES ET DE L'ANALYSE DEMOGRAPHIQUES A LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE - - - - - - | 27 |
| III CONTENU DEMOGRAPHIQUE DES PLANS DE DEVELOPPEMENT AFRICAINS - - | 71 |
| IV ORGANISATION ET PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT - - - - - | 93 |

J'ai le plaisir de présenter encore une fois une publication de la CEA sur les questions de population, Etudes sur la population en Afrique, qui a essentiellement pour but d'appuyer l'un des principaux objectifs du Programme de population de la CEA, qui est de faire prendre conscience en Afrique de la situation de la population dans cette région.

La création du Centre des programmes de population au sein de la CEA a eu pour origine la résolution 2211(XXI) adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Tout en reconnaissant dans cette résolution la souveraineté des nations eu égard à la formulation et à la mise en œuvre de leur propre politique démographique, l'Assemblée générale a invité l'Organisation des Nations Unies et ses commissions économiques régionales à prêter leur concours, lorsqu'il est sollicité, afin de développer et de renforcer davantage les moyens nationaux et régionaux de formation, de recherche, d'information et de consultation dans le domaine démographique en tenant compte du fait que les problèmes démographiques diffèrent selon les pays et les régions et des besoins qui en découlent.

La diffusion d'informations sur la situation de la population en Afrique a déjà commencé grâce à la publication d'Informations sur la population en Afrique et aux échanges de renseignements entre les gouvernements, les organisations multilatérales, les institutions bénévoles et les particuliers qui travaillent dans le domaine démographique. La série des études sur la population en Afrique servira à diffuser les résultats des recherches effectuées au secrétariat de la CEA ou pour le compte de cet organisme et à publier les rapports des conférences, des séminaires et les réunions d'experts chargés d'examiner les faits marquants de l'évolution démographique dans la région.

Le premier numéro de cette publication comprend le rapport du Cycle d'études sur l'application des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement, organisé par la CEA en 1969, ainsi que certains des documents présentés à cette réunion. Ce cycle d'études a marqué, à notre avis, un tournant dans les activités de la CEA en matière de population en ce sens que, sous la direction des organes délibérants et permanents de la Commission, le secrétariat a cessé d'exécuter ses travaux sur les statistiques démographiques pures pour mettre l'accent sur l'interdépendance des facteurs démographiques, économiques et sociaux. La publication de ces documents s'impose peut-être depuis longtemps; mais étant donné l'attention particulière actuellement accordée au thème du Cycle d'études, notamment dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale sur la population et de l'Année mondiale de la population, je suis convaincu que cette documentation est encore valable et que la présente publication est utile et opportune.

J'ai l'espoir que l'important message du Cycle d'études, présenté dans ce volume, au sujet du rapport de l'accroissement et de la structure de la population au développement économique et social sera diffusé dans toute la région. A cette fin, les lecteurs sont invités à distribuer ces études de manière à ce qu'elles puissent profiter non seulement aux chercheurs, mais encore aux cadres de direction, aux planificateurs et aux administrateurs chargés d'assurer le développement économique et social des pays africains.

Le Secrétaire exécutif

H.K.L. Gardiner

CHAPITRE I

RAPPORT DU CYCLE D'ETUDES

INTRODUCTION

1. Le Cycle d'études sur l'application des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement a été organisé par la Commission économique pour l'Afrique à son siège, à Addis-Abeba, du 2 au 9 juin 1969, en coopération avec la Division de la population de l'ONU et le Bureau de la coopération technique. Des participants provenant des Etats membres suivants de la Commission économique pour l'Afrique y ont assisté: Algérie, Burundi, Cameroun, Congo (République du), Ethiopie, Lesotho, Madagascar, Maurice, Nigéria, République arabe d'Egypte, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Tchad, Tunisie et Zaïre. La Division de la population et le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et le Centre régional de recherche et de formation démographiques du Caire étaient également représentés. Les Gouvernements de l'Inde, de la République fédérale d'Allemagne, de la Suède, de l'URSS et de la Yougoslavie ont envoyé des observateurs de même que l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population, la Fédération internationale pour le planning familial et le Population Council.

2. Le Cycle d'études a été ouvert par M. Prosper Rajaobelina, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique, au nom du Secrétaire exécutif. Dans son allocution, le secrétaire exécutif adjoint a attiré l'attention sur la déclaration faite par le Secrétaire exécutif à la neuvième session de la CEA, selon laquelle la prochaine phase des activités de la Commission devra être orientée vers la synthèse et l'application des résultats de ses recherches. Il a souligné que l'on constate déjà dans leurs plans nationaux de développement, que les pays africains reconnaissent la nécessité d'un changement de leur structure économique et sociale et que la population est à la fois l'agent et le bénéficiaire du progrès économique et social: le facteur population doit donc faire partie intégrante du processus de planification. Il a fait remarquer qu'il arrive souvent qu'une partie importante de l'accroissement envisagée pour le revenu national, même s'il se réalise effectivement, n'a pour résultat que le maintien du même revenu par habitant, phénomène qui a été présenté dans un plan africain de développement dans ces termes saisissants: courir, simplement pour faire du sur place. Il a également attiré l'attention sur le problème de l'amélioration de la main-d'oeuvre et par conséquent de la "qualité" de la population en général. Les taux d'accroissement actuels et futurs de la population totale et de la population urbaine, qui sont très élevés, ont amené un certain nombre de pays africains à incorporer des mesures relatives à la population dans leurs plans de développement. Il a exprimé l'espoir que les délibérations de ce cycle d'études permettraient de dégager les principes directeurs dont les pays africains ont besoin.

3. Au nom de la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies, M. John V. Grauman a souligné l'importance des cycles d'études régionaux de ce genre et a rappelé qu'un cycle d'études inter-régional sur le même sujet doit se tenir à Kiev en septembre 1969. Il a attiré l'attention sur le fait que, pour être efficace, tout programme de population doit s'accompagner de mesures énergiques en matière d'administration publique.

4. La Réunion a adopté l'ordre du jour provisoire et le programme du cycle d'études. La liste des documents est indiquée à l'annexe III.

DECLARATIONS DES PAYS

5. Les représentants des pays africains participants ont présenté des exposés sur les renseignements d'ordre démographique (données et analyses) dont disposaient leurs pays, la situation actuelle en matière de planification du développement, l'utilisation des renseignements démographiques et, le cas échéant, la forme et la mise en oeuvre de la politique de population dans les pays respectifs. Le résumé des points essentiels abordés dans les exposés des différents pays doit faire l'objet d'une publication ultérieure. On se limitera ici à mentionner certains des faits les plus intéressants.

6. Algérie: Malgré un développement considérable des services statistiques au cours des décennies antérieures, les événements survenus entre 1954 et 1962 ont nécessité une remise sur pied complète des services statistiques au cours des années qui ont suivi et c'est en tenant compte de cette situation qu'il faut considérer les résultats appréciables du recensement de 1966. On possède déjà des tableaux sur la structure par sexe et par âge pour les principales divisions administratives, établis à titre provisoire sur la base d'un échantillon de 10 p. 100 des réponses reçues; on procède à la révision des questionnaires relatifs aux faits d'état civil et on envisage une enquête démographique par sondage, dans le cadre des nombreuses enquêtes nationales effectuées dans des domaines connexes (emploi, main-d'oeuvre, migration, etc.). Jusqu'ici le Gouvernement n'a pas défini de politique en matière de population, mais à la demande du Gouvernement, l'Organisation des Nations Unies a envoyé dans le pays une mission de planification de la famille.

7. Burundi: Le mode particulier de peuplement, à savoir une absence virtuelle de villages, rend les recensements difficiles et l'on constate aussi que la qualité des "recensements administratifs" s'est détériorée ainsi qu'il ressort de l'enquête démographique par sondage effectuée en 1965. La forte densité de population, les faibles taux d'activité économique et le degré peu élevé de diversification économique font en sorte que le facteur population constitue un problème essentiel dans le cadre du plan de développement pour la période 1968-1972. Il n'existe aucune politique de limitation des naissances, mais le Gouvernement s'intéresse tout particulièrement à l'amélioration de l'agriculture, à la diversification de la production et à la réinstallation d'une partie de la population, afin d'arriver à une meilleure utilisation des terres disponibles, dont la superficie est réduite.

8. Cameroun: Les résultats du programme 1960-1965 d'enquêtes démographiques ont été publiés, et une projection de la population a été effectuée, mais on estime que la structure de la population est actuellement mieux déterminée que son importance numérique réelle. D'autres projections sont actuellement en cours. La population est répartie de façon très inégale, fortement concentrée dans certaines régions et très clairsemée dans d'autres, et on se heurte à des problèmes alimentaires. Le Gouvernement, qui recherche une répartition plus favorable de la population, a entrepris la mise en œuvre de programmes de peuplement sous forme de "villages pilotes".

9. Tchad: Dans ce pays peu peuplé, des dénombremments administratifs ont été effectués à des intervalles irréguliers, et une enquête par sondage a été faite en 1964. Il semble que l'on observe ici une certaine amélioration des méthodes utilisées pour les dénombremments administratifs. Des études sur la population active sont effectuées dans les centres urbains, et on cherche à obtenir d'autres renseignements démographiques dans le cadre des enquêtes agricoles.

10. Congo (République du): Des dénombremments administratifs qui n'indiquent que la population globale ont eu lieu tous les ans et des enquêtes par sondage ont été faites en 1961-1962. Depuis 1967, on a entrepris dans les villes l'enregistrement complet des faits de l'état civil. On a mis en doute l'exactitude des résultats des enquêtes et on a suggéré des améliorations dans les dénombremments administratifs. En 1968, on a commencé à élaborer un nouveau plan économique qui entrera en vigueur sous peu. Le Gouvernement envisage favorablement l'accroissement prévu de la population, en raison de la faible densité de la population dans la plus grande partie du pays. Le secteur public et le secteur privé présentent souvent des demandes de renseignements concernant les données démographiques et, pour satisfaire ces demandes, on a effectué des projections de la population future des villes principales.

11. Ethiopie: Etant donné qu'il n'existe pas de recensement national de la population, on a entrepris en 1963 une enquête nationale par sondage dans le cadre du plan de développement. La première phase de l'enquête a déjà fourni de nombreuses données démographiques, y compris le nombre d'habitants dans les villes et dans les zones rurales, la composition par âge, le taux d'alphabétisation, l'importance numérique des ménages ainsi que des estimations concernant le taux de natalité, le taux de mortalité, le taux de mortalité infantile, etc. On constate que ces renseignements démographiques sont très utiles pour le troisième plan quinquennal de développement, ainsi qu'il ressort du contraste avec les deux premiers plans pour lesquels on ne disposait à peu près d'aucune donnée démographique fiable.

12. Lesotho: La longue série de recensements assez sommaires effectués régulièrement depuis 1875 n'ont eu qu'une application limitée, par rapport au recensement de 1966, le premier qui ait été effectué maison par maison. Les registres des faits d'état civil sont encore réservés uniquement à la population non Basouto. C'est pourquoi les données sont encore insuffi-

fisantes pour l'établissement d'une projection de la population, alors que les instruments de la planification du développement sont en cours d'élaboration. Alors qu'il n'existe encore aucune politique tendant à une limitation de la croissance démographique, le gouvernement se préoccupe beaucoup de l'amélioration de la répartition géographique, en raison de la grave pénurie de terres dans certaines régions. Les demandes de renseignements démographiques sont très fréquentes.

13. Madagascar: Les renseignements démographiques dépendent dans une large mesure des dénombrements administratifs annuels de caractère fiscal, malgré leurs résultats variables. Les caractéristiques démographiques ont été déterminées au cours d'une enquête limitée par sondage effectuée en 1966. Les projections de la population sont effectuées séparément pour les zones urbaines et rurales et les régions géographiques afin de fournir les données nécessaires pour élaborer le nouveau plan qui prévoit de façon détaillée les mesures à prendre à l'échelon régional. Le Gouvernement est en faveur d'un accroissement de la population et il maintient les allocations familiales et l'interdiction des avortements. On prévoit de grands progrès en ce qui concerne le niveau d'instruction. Dans le cadre du prochain plan de développement, le Gouvernement se propose d'entreprendre un recensement complet de la population.

14. Maurice: Ce pays, grâce à une longue tradition en matière de recensements et d'enregistrement des faits d'état civil, possède des renseignements démographiques très précis et très détaillés pour un pays africain. De nombreuses études et rapports démographiques y ont été publiés. Un nouveau plan de développement a été mis en œuvre en 1966 qui fera l'objet d'un examen annuel approfondi. Le Gouvernement se préoccupe de l'accroissement rapide de la population. Des organismes bénévoles facilitent la diffusion des méthodes de limitation des naissances. On emploie sur une grande échelle les renseignements démographiques dans différents secteurs de la planification du développement.

15. Nigéria: Il est impossible de faire le point de l'évolution de la population nombreuse de ce pays, étant donné que les recensements antérieurs ne sont pas comparables avec celui qui a été entrepris en 1963. Néanmoins, les enquêtes démographiques rurales par sondage effectuées en 1965-1966 ont permis des estimations et projections approximatives. En 1963, la population totale se chiffrait à près de 56 millions d'habitants et elle pourrait doubler d'ici 1991. On dispose de données d'échantillonnage sur la composition de la population selon le sexe, l'âge, l'état matrimonial, l'importance numérique des ménages, le taux de fécondité, le taux de mortalité et les migrations. Le degré d'urbanisation et l'intensité du mouvement migratoire des populations rurales vers les villes varient considérablement entre la région du nord et la région du sud et sont beaucoup plus élevés dans le sud. À certains égards le plan de développement portant sur la période 1962-1968 n'a pas atteint ses objectifs et le plan de reconstruction et de relèvement de 1969 est en cours. Les programmes concernant des secteurs déterminés, notamment la santé, l'éducation et la main-d'œuvre, tiennent compte des données démographiques, les problèmes risquent de devenir encore plus aigus, à la suite de l'accroissement.

seront considérable de la population prévu dans les zones rurales et des taux élevés d'accroissement de la population dans les zones urbaines. Les politiques adoptées viseront surtout à atteindre des niveaux d'emploi plus élevés dans les zones tant rurales qu'urbaines, et à cette fin on aura encore un besoin considérable de renseignements démographiques perfectionnés.

16. Sénégal: Les enquêtes par sondage de 1961 ont donné des résultats détaillés et utiles. Ces enquêtes, ainsi que les enquêtes ultérieures, ont facilité l'évaluation des tendances récentes, qui se distinguent tout particulièrement par le chiffre élevé de la population dans l'agglomération dakaroise, et l'accroissement rapide des effectifs scolaires. Bien que l'espérance de vie à la naissance ait été estimée en 1968 à 43 ans, ce chiffre reflète une diminution sensible du taux de mortalité, qui se poursuivra probablement, et une accélération de l'accroissement de la population. Le troisième plan quadriennal est sur le point d'être entrepris. Il existe également une étude des perspectives à long terme qui va jusqu'à l'an 2000. Le Gouvernement n'a élaboré aucune politique de population. On utilise intensément les données et les analyses démographiques dans les secteurs de la planification, de l'enseignement, de la main-d'oeuvre, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, ainsi que dans les études de marché.

17. Boudan: Dans ce pays très vaste, dont une grande partie est peu peuplée, des obstacles considérables entravent les recensements et l'enregistrement des faits d'état civil. Environ un cinquième seulement des faits de l'état civil sont inscrits dans les registres nationaux. Le recensement de 1955-1956 a été effectué au moyen d'un dénombrement complet dans les villes et au moyen de sondages ailleurs. Dans ce recensement on a cherché à mesurer les taux démographiques, mais on peut en mettre en doute les résultats, plus particulièrement en ce qui concerne les taux de mortalité. On constate néanmoins qu'il existe de fortes variations régionales et ethniques en ce qui concerne les niveaux de fécondité, et c'est ce qui ressort également des enquêtes effectuées plus récemment. On constate que c'est parmi la population concernée par les projets de peuplement des zones agricoles que le taux de fécondité est le plus élevé, ce qui indique que le développement économique et le passage de l'état nomade à l'état sédentaire peuvent donner lieu à un accroissement du taux de fécondité. D'autre part, aucun signe n'indique que l'urbanisation entraîne une diminution du taux de fécondité. Des plans détaillés prévoient un développement économique rapide, sans que l'on craigne que les objectifs ne soient compromis en raison d'un taux d'accroissement de la population constamment élevé et pouvant s'accroître.

18. République-Unie de Tanzanie: Les recensements antérieurs ont été effectués sous forme de dénombrements administratifs, et ils ne sont pas comparables aux recensements effectués selon des méthodes modernes en 1948, 1957 et 1967. On a utilisé les renseignements résultant des recensements pour l'élaboration du nouveau plan de développement. Des projec-

tions de la population ont été établies pour l'ensemble du pays, mais pas encore de façon détaillée du point de vue géographique. Actuellement, l'enregistrement des faits de l'état civil concerne, outre les non-Africains, les Africains des zones urbaines, ce qui est insuffisant toutefois pour la mesure des taux nationaux de fécondité et de mortalité, ainsi que des taux d'accroissement. Lors de l'analyse des résultats du recensement, on procédera également à des projections détaillées en ce qui concerne la planification de l'enseignement. On effectue tous les cinq ans des enquêtes sur la main-d'oeuvre, mais celles-ci sont limitées aux salariés. On a attribué une grande importance aux critères démographiques en étudiant le nouveau plan de développement dans les secteurs de la main-d'oeuvre, de la santé et de l'éducation.

19. Tunisie: On a procédé à plusieurs recensements; celui de mai 1966, entrepris dans le cadre du plan de développement pour 1965-1968 a permis d'obtenir pour le plan couvrant la période 1969-1972 des données démographiques sur la structure par sexe, par âge, par degré d'alphabétisation, etc. L'enregistrement des faits d'état civil s'est beaucoup amélioré, mais il est encore très defectueux en ce qui concerne les décès. En 1968-1969 on a entrepris des enquêtes démographiques nationales. On relève au cours de ces dernières années une légère diminution du taux de natalité et une baisse considérable du taux de mortalité. On étudie également la main-d'oeuvre sur la base de recensements industriels. Depuis 1957, le Gouvernement a adopté une politique en faveur de la diffusion des méthodes de planification de la famille et de nombreux centres de consultation ont été créés. Les allocations familiales ont été réduites et la polygamie a été interdite. Cependant, les progrès de la politique de planification de la famille ont été plus lents que prévu, ce qui s'explique en partie par le fait que les femmes qui fréquentent les centres de consultation sont pour la plupart âgées de plus de 30 ans, alors que les taux de fécondité les plus élevés concernent les femmes dont l'âge se situe entre 20 et 29 ans: sur les 250.000 femmes intéressées, 70.000 seulement fréquentent couramment les centres de planification de la famille. Cependant, la politique nationale de population est généralement acceptée. On utilise beaucoup les analyses et les projections démographiques dans divers secteurs de la planification, afin d'établir un ordre de priorité entre les différents types d'investissements, et de créer un système d'enseignement bien adapté aux besoins futurs de main-d'oeuvre de diverses catégories.

20. République arabe d'Egypte: Selon les recensements périodiques, la population de ce pays a fortement augmenté, et le taux d'accroissement s'est accéléré depuis 1947. Les données détaillées sur la main-d'oeuvre ne sont devenues comparables que dans les caractéristiques des recensements effectués en 1960 et 1966. En outre, il existe des recensements agricoles, et depuis 1967 des enquêtes annuelles sur la main-d'oeuvre qui permettent l'élaboration de classifications et de projections détaillées de la main-d'oeuvre, reposant sur les projections de la population par sexe et par groupes d'âge. L'enregistrement des faits d'état civil pratiqué depuis 1912 a atteint un degré satisfaisant de perfection en ce

qui concerne les zones couvertes par les services de santé publique qui sont maintenant si étendues qu'elles comprennent pratiquement la population entière. On peut dire actuellement que les faits de l'état civil sont enregistrés pour l'ensemble du pays avec un degré considérable d'exactitude. Les légères diminutions du taux de natalité se sont accompagnées récemment d'une forte régression du taux de mortalité, et l'on constate que la composition actuelle de la population par âge empêche la diminution du taux de natalité de devenir très rapide dans un avenir rapproché. Depuis 1952, le Gouvernement s'est beaucoup préoccupé du taux de croissance de la population, que l'on considère comme un obstacle à l'obtention d'excédents en matière d'épargne et d'investissements productifs. A cet égard, la politique gouvernementale insiste sur la pleine exploitation des terres et des ressources minérales, l'industrialisation rapide et sur une étude plus poussée des facteurs sociaux, économiques et culturels qui influent sur le taux de nuptialité et de fécondité des mariages. Des centres de planification de la famille fonctionnent depuis de nombreuses années et, afin d'élaborer une politique plus précise, le Gouvernement étudie actuellement dans le cadre de son plan de développement l'efficacité de certaines méthodes contraceptives, ainsi que leur acceptabilité.

21. Les rapports présentés pour les divers pays ont été suivis de discussions. Des questions ont été posées concernant certaines méthodes de mesure, d'estimation et de projection, ainsi que sur l'étude du rapport entre l'accroissement de la population et le taux de formation du capital. Des questions ont également été posées sur des points de détail géographiques et sur les périodes pour lesquelles les estimations et les projections ont été élaborées, ainsi que sur l'exactitude des projections antérieures par rapport aux résultats des recensements plus récents.

22. Par suite de l'interdiction de la polygamie en Tunisie depuis 1957 et la fixation d'un âge de nubilité, on a examiné de manière détaillée l'importance démographique éventuelle de ces mesures. La fécondité des ménages polygames est un peu plus faible que celle des ménages monogames. Les conséquences concernant le statut de la femme ainsi que les autres facteurs socio-psychologiques liés à l'interdiction de la polygamie peuvent être plus importants que cet effet direct sur le taux de natalité, à supposer que cet effet existe.

23. On s'est ainsi penché sur l'intérêt que les gouvernements manifestent à l'égard d'une politique en faveur d'une réinstallation des populations ou d'une redistribution géographique compte tenu des pénuries régionales et locales de terres.

LES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES DISPONIBLES EN AFRIQUE ET LES BESOINS DE LA PLANIFICATION

24. Dans le document E/CN.14/POP/2 intitulé Les données démographiques disponibles en Afrique et les besoins de la planification une vue générale de la situation de l'information statistique en matière démographique a été présentée aux délégués. Il en ressort notamment que 62 p. 100 seulement de la population de l'Afrique font l'objet de recensements réguliers, et que certains pays continuent à dépendre de dénombrements "administratifs" comme principale source de données démographiques. Les services d'état civil ne sont pas encore suffisants et la proportion des naissances et décès enregistrés reste faible. La qualité des données disponibles est souvent insuffisante et il semble y avoir systématiquement des erreurs importantes dans les distributions par âge, qui sont dues soit à l'ignorance de l'âge exact, soit à d'autres facteurs qui doivent encore être étudiés.

25. Le milieu africain présente certaines particularités qui rendent nécessaire l'adaptation des recommandations mondiales (Principes et recommandations concernant les recensements de population de 1970, Etudes statistiques, Série K, No. 44; Principes et recommandations concernant les recensements de l'habitation de 1970, Etudes statistiques, Série K, No. 45). L'ajustement et l'approfondissement de points particuliers des recommandations mondiales formulées par les Nations Unies ont fait l'objet de recommandations régionales publiées dans les documents "Recommandations africaines concernant les recensements de population prévus pour 1970" (E/CN.14/CAS.6:1) et "Recommandations africaines concernant les recensements de l'habitation prévus pour 1970" (E/CN.14/CAS.6/2).

26. Au cours de la discussion, il est apparu que certains pays se heurtaient à certaines difficultés dans l'organisation des recensements et qu'ils s'orientaient vers la modernisation des dénombrements "administratifs". D'autre part, on a pu constater que des progrès importants étaient réalisés en matière d'enregistrement des faits d'état civil. Il a été proposé que le secrétariat s'efforce davantage de suivre les progrès réalisés dans le domaine des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques démographiques dans différents pays africains et publie régulièrement des rapports à ce sujet.

27. Les participants ont donné des renseignements intéressants sur les difficultés rencontrées lorsqu'on tente d'appliquer en Afrique les normes internationales complexes en matière de population active et de classification des emplois. La complexité du problème où de multiples facteurs d'ordre social, culturel et économique entrent en ligne de compte, a été reconnue.

28. La pénurie de données sur la mortalité, surtout après la première enfance, a été soulignée, de même que l'on a mentionné le rôle de la mortalité dans la détermination de la structure par âge en Afrique.

29. La nécessité de rassembler une information démographique suffisante a été aussi soulignée, de même que le besoin de lier le travail des organismes du plan et de ceux chargés de la démographie.

30. Le document intitulé *Etudes démographiques dans le contexte des programmes statistiques africains (E/CN.14/POP/4)* illustre le rôle du rassemblement et de l'analyse des données démographiques dans l'ensemble des opérations statistiques à l'échelon national. Il contient des extraits d'un document antérieur donnant un aperçu succinct des besoins essentiels en ce qui concerne l'organisation statistique et les séries à réunir, tels qu'ils ont été approuvés par les pays africains en 1965. On a attiré l'attention sur certains faits récents qui pourraient modifier les méthodes et l'ordre de priorité figurant dans les propositions initiales, par exemple la difficulté qu'éprouvent certains pays à participer au programme de recensement de la population prévu pour 1970 et l'importance croissante des migrations internes.

31. On fait observer dans ce document que les comptes nationaux sont considérés comme l'élément fondamental des systèmes statistiques mis au point dans de nombreux pays et que l'on envisage d'élargir le système de comptabilité nationale établi par les Nations Unies de façon à y inclure des statistiques démographiques et sociales. Le secrétariat de la CEA a déjà entrepris certains travaux dans ce sens.

LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE DANS LA REGION

32. La densité globale de la population africaine est faible (11 habitants par km²). D'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays, la densité de la population varie considérablement et il faut tenir compte d'autres facteurs pour évaluer la pression que le facteur population peut exercer sur l'agriculture et les ressources exploitées. D'une manière générale ce sont les régions côtières et urbaines qui ont la plus forte densité de population, de même que les régions bordant certains fleuves et lacs et celles où des gisements de minéraux sont exploités sur une grande échelle.

33. L'une des caractéristiques pertinentes les plus frappantes est le pourcentage élevé de jeunes de moins de 15 ans, qui représentent en moyenne environ 45 p.100 de la population des pays africains. En raison de ce phénomène, la population active a de nombreuses personnes à charge et l'on prévoit que la situation se détériorera encore si, hypothèse tout à fait vraisemblable, la fécondité se maintient aux taux élevés actuels et la baisse de la mortalité infantile se poursuit. La jeunesse de la population a des incidences sur les services d'enseignement, de santé publique et les services connexes, et ultérieurement sur la nécessité d'élargir le marché de l'emploi.

34. Certain des problèmes les plus importants auxquels doivent faire face actuellement bon nombre de pays en voie de développement sont ceux qui résultent d'une urbanisation trop rapide; ces problèmes sont particulièrement importants en Afrique, car en dehors des pays nord-africains

et de la République sud-africaine, le concept de la cité moderne est relativement récent et de nombreux pays n'ont que des villes rudimentaires. C'est pourquoi le taux de la croissance urbaine en Afrique est plus élevé que dans n'importe quelle autre région du monde, et des projections établies par le secrétariat indiquent qu'en 1980 au moins un Africain sur cinq résidera dans une ville de 20.000 habitants ou plus.

35. On a étudié l'accroissement de la population dans la région, ainsi que ses composantes. Si l'on considère le continent dans son ensemble, l'immigration et l'émigration sont négligeables, si bien que le taux d'accroissement est déterminé uniquement par la fécondité et la mortalité. On peut affirmer sans risque d'erreur que dans tous les pays africains la mortalité, et plus particulièrement la mortalité infantile, diminue; cependant, on ne constate dans aucun pays africain, sauf en Tunisie, une baisse même faible de la fécondité, bien que certains pays déploient des efforts en ce sens. Il s'ensuit que le taux de croissance de la population estimé actuellement à 2,3 p. 100 par an et venant au deuxième rang après celui de l'Amérique latine pour l'ensemble du monde, continuera à augmenter. La situation varie évidemment d'un pays à l'autre; dans plusieurs pays le taux de croissance se situe déjà à 3 p. 100 par an ou même au-delà, tandis que dans d'autres pays, tout particulièrement ceux de l'Afrique du centre, il n'a pas encore atteint 2 p. 100.

36. Un pays africain a fait état d'expériences qui consistent à introduire des normes variables de densité par unité de sol cultivable pour les divers groupes ethniques de la population selon le mode d'exploitation des terres qui est le leur. Le secrétariat a déjà calculé la densité de la population rurale par rapport à la superficie cultivable et il a été suggéré que ces calculs soient aussi appliqués aux divers groupes professionnels et aux services dont ils ont besoin.

37. On a souligné l'importance des projections de la population, tout particulièrement par groupes d'âge, et on a insisté pour que les planificateurs, les économistes et les hommes politiques soient mis au courant des incidences de ces projections et des tendances démographiques en général. Il serait également utile de comparer les conditions propres aux pays africains avec celles qui existent dans les autres régions où le degré de développement est comparable.

38. Pour expliquer le phénomène de l'urbanisation on a en général recours à la théorie de l'attraction et de la répulsion, selon laquelle l'effet répulsif est dû aux conditions particulières des zones rurales qui obligent le migrant à chercher à gagner sa vie dans les villes, alors que les villes exercent leur emprise sur les migrants venant des campagnes en leur offrant des possibilités attrayantes et convoitées. Selon une opinion très répandue, l'urbanisation que les pays industrialisés de l'Amérique du nord et de l'Europe ont connue au dix-neuvième siècle aurait été surtout due au facteur attraction, alors que l'urbanisation à laquelle nous assistons dans les régions en voie de développement s'expliquerait principalement par le facteur répulsion, fait qui a été confirmé au Kenya (voir "Les

rapports de l'aménagement du territoire à l'échelon régional avec les problèmes du logement dans les villes des pays en voie de développement", E/CN.14/HOU/38). Toutefois, l'interaction de ces facteurs est plus complexe. En effet, l'effort de planification du développement économique et social entrepris par un grand nombre de pays africains introduirait dans cette situation un important élément extérieur.

39. Le mouvement migratoire a un rôle plus important dans l'accroissement de la population urbaine que l'accroissement naturel, et fait ressortir différents aspects démographiques particuliers: premièrement, on observe une distorsion dans la distribution générale par sexe en faveur des hommes dans des zones en cours d'urbanisation rapide. En revanche, dans les villes plus anciennes ainsi que dans celles où les conditions d'emploi pour les femmes sont favorables, dans certaines régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest par exemple, l'effectif de la population féminine adulte a tendance à devenir comparable à l'effectif des hommes du même âge. Un autre aspect est la très grande proportion de population non autochtone dans les zones urbaines. En République sud-africaine, la politique d'apartheid interdit l'installation de familles africaines dans les villes; dans d'autres pays, cette inégalité est le résultat d'un processus historique qui s'explique par des facteurs économiques et sociaux.

40. On admet généralement que l'urbanisation doit nécessairement précéder l'industrialisation, en tant que processus inéluctable dans le développement économique et social, qui a pour corollaire des aspects positifs tels que la réduction du taux de mortalité et, parfois, du taux de fécondité, le progrès de l'alphabétisation, de l'éducation et de la formation de personnel qualifié et l'évolution de la consommation. Plusieurs représentants ont toutefois estimé que le mouvement actuel de population vers de nombreuses villes africaines dépassait les besoins des nouvelles industries et gagnait de vitesse les efforts déployés par les gouvernements pour mettre à la disposition des nouveaux venus les installations et les services nécessaires, ce qui entraîne de mauvaises conditions de logement, de surpeuplement, le manque de cohésion sociale et l'accroissement du chômage. Dans certains cas, ce phénomène a abouti à une pénurie de main-d'oeuvre dans les zones agricoles et plusieurs pays ont déjà mis en oeuvre des politiques de décentralisation ou de développement régional. La tendance de certaines administrations centrales à négliger les zones rurales en s'efforçant de faire face au développement urbain et le fait que les villes moyennes sont incapables de rivaliser avec les grandes villes du point de vue de l'attraction qu'elles exercent, et partant, sont vouées à la stagnation, sont d'autres aspects du problème que pose l'expansion rapide des villes.

41. Afin d'orienter l'urbanisation de manière constructive, il est indispensable que les pays africains incluent ce phénomène dans les grandes options de leurs plans de développement. A ce propos, le Cycle d'études a pris note de la recommandation formulée par la Réunion régionale sur les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation (en particulier,

le financement du logement), organisée par la Fondation allemande pour les pays en voie de développement et la CEA à Addis-Abéba du 8 au 23 janvier 1969, tendant à ce que l'on attire l'attention de la prochaine Conférence des planificateurs africains sur le fait que les pays d'Afrique doivent adopter leur propre politique démographique, de façon à atténuer les effets de l'accroissement rapide de la population totale et urbaine qui caractérise la plupart des pays.

APPLICATIONS ANALYTIQUES DES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES À LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT EN GÉNÉRAL

42. Le but ultime des plans de développement est d'améliorer le bien-être matériel de la population d'un pays. C'est pourquoi le facteur population intervient non seulement dans le dénominateur - consommateurs et bénéficiaires des avantages matériels accrus - mais aussi dans le numérateur - producteurs de biens et de services qui constituent ces avantages matériels accrus. Par conséquent, le facteur population a une importance plus grande qu'on ne le pense généralement pour la planification du développement, depuis le stade de l'élaboration de la politique jusqu'à celui de l'évaluation, en passant par la formulation détaillée du plan.

43. Tous les plans africains de développement tendent à modifier la qualité de la population. Or, dans tous les cas, la quantité et la qualité de la population sont interdépendantes. Les plans modifient la structure socio-économique et ces changements de structure influent à leur tour sur les composantes de l'accroissement démographique. Par conséquent, si l'on ne tient pas compte des changements quantitatifs importants qui en résultent, on risque d'aboutir à de graves déséquilibres. Comparé au taux actuel de croissance économique, le rythme rapide d'accroissement de la population observé dans la plupart des pays africains, limite donc sérieusement les possibilités de développement.

44. Quant à la planification du développement, il importe donc de tenir compte du facteur population et la plupart des pays africains ont utilisé, à des degrés divers, les données et l'analyse démographiques pour établir leurs plans. Le document Principes d'application des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement en Afrique (E/CN.14/PCF/3) résume les diverses applications actuelles, possibles ou souhaitables, des données et de l'analyse démographiques dans les pays africains.

45. Le processus de planification s'étale sur un certain laps de temps, la composition de la population au cours de cette période et les modifications intervenant dans cette composition, c'est-à-dire la dynamique de la population, revêtent donc une grande importance pour la planification.

46. La plupart des plans ont pour objectif d'accroître le produit intérieur brut (PIB) par habitant et de ce fait, tiennent compte du taux réel d'accroissement démographique, ainsi que des possibilités de le voir se modifier. Ces plans visent aussi à augmenter les possibilités d'emploi,

les moyens de formation, les services de santé publique et de médecine spécialisée, et à améliorer les logements, l'alimentation, etc.. Ces objectifs intéressent différents groupes de la population à des degrés différents: la génération qui entre dans les écoles, la population active, la génération en âge de se marier ou de fonder une famille, ou encore les cohortes qui réclament une attention particulière du point de vue de la nutrition, des soins médicaux spécialisés, etc.. Une partie souvent importante de l'accroissement prévu des biens et des services est absorbée par l'accroissement de la population.

47. On pourrait tirer beaucoup plus de renseignements des recensements de l'enregistrement des faits d'état civil et des enquêtes par sondage, en analysant convenablement les données. Les opérations du recensement exigent en particulier que l'on fasse appel dans une large mesure aux ressources administratives nationales. Une analyse approfondie permettrait d'en tirer davantage parti, tout en assurant aux programmes et aux plans administratifs - ainsi qu'à leur évaluation - une base scientifique plus large. L'analyse attentive présente aussi l'avantage de permettre d'évaluer la source elle-même grâce à un examen critique de cohérence interne et à des comparaisons extérieures entre les diverses voies d'information. Donc, une analyse plus approfondie est le fondement de l'amélioration de la source même. Il existe donc des raisons impérieuses pour lesquelles les pays devraient affecter une part suffisante de leurs ressources à l'analyse sérieuse des données démographiques des recensements et autres opérations.

48. Le document étudie les tableaux indiqués dans les Recommandations africaines concernant les recensements de population prévus pour 1970 (E/CN.14/CAS.6/1), en les regroupant selon un certain nombre de critères fonctionnels et examine les utilisations des tableaux pour diverses opérations de planification.

49. On a déjà reconnu et apprécié en Afrique le rôle des enquêtes par sondage, qui ont l'avantage d'être maniabiles, du fait de leurs champs, souples et propres à fournir des renseignements relativement plus exacts et mieux intégrés que les recensements de la population. Les enquêtes par sondage associées ou non à un recensement, peuvent être utilisées également pour améliorer les estimations de la fécondité et de la mortalité, ainsi que pour recueillir des renseignements intégrés sur le mariage, l'éducation, l'emploi, les migrations et la santé. En employant un personnel plus qualifié pour le dénombrement et en utilisant des procédures convenables pour l'enquête, il est possible de concevoir un échantillon qui permette de dégager des estimations relatives à la fois aux paramètres démographiques et aux erreurs et aux distortions des sondés, dans les enquêtes démographiques et socio-économiques, ces erreurs et ces distortions peuvent être beaucoup plus importantes que les erreurs d'échantillonnage.

50. Il convient d'évaluer les données et de les ajuster, le cas échéant, avant de procéder à leur analyse et à leur interprétation, l'analyse et l'ajustement revêtent une importance particulière dans les pays où les données sont incomplètes, comme c'est le cas de la plupart des pays d'Afrique.

51. Il est souhaitable d'essayer d'obtenir des estimations du même paramètre démographique, telles que le taux d'accroissement de la population, à partir de différentes sources de renseignements, indépendantes ou non.

52. Les projections fournissent des estimations relatives aux caractéristiques de la population au cours d'une certaine période, qui sont établies sur la base des estimations et hypothèses courantes concernant le comportement futur de ces caractéristiques. A côté des projections de la population totale par sexe et par âge, on demande souvent, pour le groupe des jeunes, des projections par année d'âge, de la population d'âge scolaire, de la population par niveau d'instruction et de la population active; ces projections subsidiaires et d'autres concernant notamment les ménages, sont généralement calculées à partir des projections de base par sexe et par âge, et il importe de veiller à ce que ces projections soient calculées ou du moins coordonnées par le même service compétent.

53. D'une manière générale, les recommandations et l'analyse envisagées dans le document de travail n'ont pas été jugées trop ambitieuses. Le Cycle d'études a recommandé, qu'en fonction des données démographiques disponibles et des résultats de leur analyse, certaines études de cas concrets portant sur des groupes de pays africains à des niveaux différents de développement soient établies en vue de formuler à l'intention de ces pays, trois ou quatre différents modèles d'utilisation. Il a été également suggéré que les tableaux et l'analyse recommandés soient organisés en plusieurs séries en fonction de leurs priorités.

54. On a estimé que dans les cas de pénurie de renseignements sur les tendances démographiques et leur interrelation avec les variables sociales et économiques, il faut avoir recours à l'expérience acquise dans d'autres pays, ou d'autres régions du même pays, qui ont suivi un processus de développement analogue et possèdent les données nécessaires.

55. Etant donné que l'importance du facteur population dans la planification du développement n'est pas encore bien connue en Afrique, il faut faire comprendre aux planificateurs la valeur des données de population et de leur analyse. On a suggéré de ne pas restreindre la diffusion du rapport du Cycle d'études aux seuls démographes et planificateurs, mais de l'étendre à divers services et organismes officiels des pays africains.

56. Le Cycle d'études a noté que, a moins de disposer de statistiques utilisables de l'état civil par groupes ethniques, les pays intéressés par les projections de la population par groupes ethniques doivent rassembler et mettre en tableaux les données concernant les naissances et les décès dégagés au moyen d'un sondage par groupes ethniques. On a fait observer que la préparation de tables de vie et leur utilisation pourraient être étudiées de façon plus détaillée dans le document de travail. Il pourrait aussi être question de l'utilisation d'ordinateurs dans le document et dans le rapport du Cycle d'études. Pour conclure, les participants ont rendu hommage aux efforts déployés par le secrétariat pour établir des documents généralement fort complets.

UTILISATION DES DONNEES DEMOGRAPHIQUES DANS DES SECTEURS PARTICULIERS DE LA PLANIFICATION

57. Analyse démographique et planification du développement agricole^{1/}. En présentant les documents de travail, le représentant de la FAO a indiqué les différentes catégories de données démographiques qui sont nécessaires pour la planification de la main-d'oeuvre agricole d'une part, et pour les prévisions relatives à la consommation des produits agricoles, d'autre part.

58. Au cours de la discussion, on a abordé le problème que pose la définition des notions "famille" et "ménage". Dans ce contexte, on préfère dans l'ensemble la notion de ménage, mais même pour ce terme, il existe des différences de définition entre le ménage agricole et le ménage démographique. Le premier comprend tous les individus qui vivent et travaillent dans une exploitation agricole, alors que le second se fonde sur les critères de la comptabilité de consommation (personnes vivant et mangeant ensemble). Les participants ont été informés que les Nations Unies recommandaient d'utiliser les mêmes définitions lorsqu'on mène simultanément une enquête démographique et une enquête agricole.

59. Les participants ont également discuté du problème que pose la mesure de l'emploi, du chômage, du sous-emploi et de la productivité de la main-d'oeuvre. Les conditions climatiques et les intervalles entre les phases de culture sont des facteurs inhérents au travail agricole. A cet égard on a rappelé les recommandations africaines concernant le recensement de population tendant à établir une ventilation d'après le type d'activité. A titre d'indication approximative, on utilise souvent comme unité de temps, la journée de travail. Dans le cas d'enquêtes (par sondage) plus poussées, telles que l'enquête sur la main-d'oeuvre entreprise en Tanzanie, on a mesuré le temps de façon plus précise en

^{1/} Document qui a remplacé le document antérieur intitulé L'utilisation des données démographiques dans la planification de la main-d'oeuvre en vue du développement agricole (FCI/INF/1, - juin 1969).

adoptant l'heure comme unité. On obtient dans ces cas une ventilation du temps utilisé pour diverses activités telles que le trajet entre le domicile et le lieu de travail, le repas et la production proprement dite.

60. La question de la mesure de la consommation et de l'alimentation par des procédures administratives et des enquêtes sur les budgets familiaux a été soulevée. Il ressort d'une enquête réalisée à Madagascar que la consommation de calories par personne dans les familles rurales est inversement proportionnelle à la dimension de la famille. On admet toutefois que ce résultat aurait pu être faussé par les coefficients utilisés pour établir le barème des équivalences pour adultes, coefficients dont l'utilisation n'était peut-être pas opportune dans cette situation particulière.

61. Projections dans le domaine de l'éducation: Plans, méthodes et hypothèses). (POP/INF/2). En présentant le document de travail, le représentant de l'UNESCO a évoqué les problèmes que pose la planification dans le domaine de l'éducation et qui suppose la détermination des besoins et objectifs, les projections de l'effectif scolaire et l'examen et l'ajustement éventuel des objectifs en matière de scolarisation en fonction des besoins en ressources que font apparaître les résultats des projections. A cet égard, on a mentionné un modèle de projections axé sur l'emploi de l'ordinateur.

62. Le Cycle d'études a souligné l'importance de la planification dans le domaine de l'éducation et la liaison étroite qui existe entre celle-ci et les mesures et les études démographiques ainsi que, d'une manière plus générale, les problèmes des ressources humaines.

63. Les besoins futurs en matière d'éducation sont fonction de l'évolution de la population, des aspirations des individus et de la demande de main-d'oeuvre qualifiée nécessaire à l'économie des pays respectifs. On a proposé de vérifier et d'ajuster, s'il y a lieu, les projections dans le domaine de l'éducation à l'aide de données relatives au développement démographique réel et de comparer les données provenant de statistiques scolaires avec celles fournies par les enquêtes démographiques. On a fait valoir combien il est difficile d'évaluer les besoins de moyens de formation professionnelle nécessaires au développement économique, car l'on ne possède que des renseignements insuffisants sur les rapports, par ailleurs fort complexes, qui existent entre l'instruction et l'activité professionnelle.

64. On a fait allusion à la probabilité que le relèvement du niveau d'instruction entraîne une baisse du taux de fécondité et cité à l'appui des statistiques qui confirment cette hypothèse dans un pays africain au moins.

65. Données statistiques et problèmes de l'enfance-jeunesse dans le développement planifié (POP/INF/17). Le représentant du FISE a traité les problèmes que posent les données et l'analyse démographiques nécessaires à la planification des services sociaux destinés à l'enfance et à la jeunesse. On s'intéresse particulièrement à la répartition par sexe et par âge des enfants et des jeunes adultes âgés de moins de 25 ans, et à d'autres caractéristiques telles que l'état matrimonial, l'effectif scolaire et le taux de fréquentation scolaire. Le FISE a d'autre part besoin de données sur les emplois exercés par les jeunes, leur profession, ainsi que de données intersectorielles sur le domaine social. D'autres renseignements nécessaires pourraient provenir de sources autres que démographiques, telles que les données sur la nutrition, la morbidité et la délinquance; les données de cet ordre font complètement défaut, sont incomplètes ou manquent de précision.

66. Le Cycle d'études a examiné divers problèmes relatifs à l'emploi des jeunes et les difficultés que pose la mesure de la participation des enfants et des jeunes adultes à la vie économique.

67. Démographie et évaluation des besoins en main-d'oeuvre. Le représentant de l'OIT a rappelé la nécessité et l'importance pour les projections relatives à l'offre de main-d'oeuvre des données concernant la population active et le taux d'activité, y compris les renseignements sur leurs tendances. Les prévisions relatives à l'offre de main-d'oeuvre doivent être comparées aux estimations relatives à la demande future. Dans la plupart des pays en voie de développement, une comparaison de cet ordre fera ressortir un excédent de main-d'oeuvre. Souvent une pénurie de certaines compétences va de pair avec un excédent dans d'autres branches d'activité professionnelle. Il faut étudier en temps utile les solutions à apporter aux problèmes que posent ces excédents et déficits de main-d'oeuvre.

68. Le Cycle d'études a fait valoir qu'il importe d'améliorer les estimations relatives à la demande de main-d'oeuvre par profession compte tenu de ses incidences sur la planification de l'enseignement. On a fait observer que la structure de l'emploi peut différer d'un pays à l'autre et, à l'intérieur d'un même pays, d'une région géographique ou économique à l'autre. Dans l'ensemble toutefois, la croissance économique dans nombre de pays en voie de développement est caractérisée par l'augmentation de l'effectif des salariés (secteur moderne) et la baisse du sous-emploi (secteur traditionnel), mais aussi par la progression du chômage et la baisse du taux d'activité (prolongation de l'obligation scolaire, avancement de l'âge de la retraite, etc.). On a suggéré de mesurer globalement certaines de ces phénomènes à l'aide d'enquêtes (par sondage) intensives et, en particulier, les conséquences de la transition du secteur traditionnel au secteur moderne.

69. Renseignements démographiques et planification des services de santé. Dans son exposé, le représentant de l'OMS a attiré l'attention des participants sur le grand rôle que jouent les données et l'analyse

démographiques dans la planification des services de santé. Pour plusieurs raisons les données de population sont importantes à cet égard: premièrement, l'organisation des services de santé dépend des tendances de la population totale, de sa composition par âge et de sa répartition géographique, deuxièmement, les estimations relatives au personnel médical, paramédical et auxiliaire dépendent d'une évaluation réaliste des ressources humaines; troisièmement, il faut tenir compte de l'effet que peuvent avoir les activités sanitaires sur les tendances futures de la population de même que de la productivité des ressources humaines. Ces éléments viennent s'ajouter à l'utilisation des données et de l'analyse démographiques qui permet d'interpréter les statistiques sanitaires de base (statistiques de mortalité et de morbidité) et d'évaluer le fonctionnement des services de santé.

70. Concevant la planification comme un travail d'équipe dans lequel interviennent diverses disciplines, l'OMS a recommandé que les spécialistes de la planification sanitaire suivent des cours de statistique, de démographie, de sciences politiques, d'administration publique, de comptabilité des coûts et de techniques budgétaires. Cela ne signifie pas que ces planificateurs doivent se substituer aux spécialistes de ces disciplines, mais ils doivent être familiarisés avec les problèmes qui se posent dans ces domaines et pouvoir collaborer utilement avec d'autres services gouvernementaux en vue d'une répartition plus équilibrée des ressources nationales.

71. Quelques observations qui concernent la démographie et l'administration publique (POP/INF/15). Le représentant de la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies a fait remarquer que, vu l'importance de la démographie pour la planification du développement, le Secrétariat de l'Organisation commence à se préoccuper des obstacles auxquels se heurtent les démographes quand ils veulent se faire entendre et faire accepter leurs vues par les administrations. L'amélioration des communications entre le démographe et l'administration dépend de certains facteurs, notamment des conditions locales particulières telles que: place hiérarchique du service démographique dans l'administration publique; degré d'adaptation des programmes démographiques aux besoins les plus pressants de l'administration, présentation des renseignements démographiques sous une forme qui permette aux fonctionnaires occupés de saisir facilement l'importance du sujet.

72. Le Cycle d'études a examiné les propositions concernant les moyens d'améliorer les communications entre le démographe et les fonctionnaires, ainsi qu'entre le démographe et d'autres spécialistes, notamment ceux chargés de la planification économique et sociale. On a aussi souligné la nécessité de constituer des comités de coordination interministériels, de tenir des cycles d'études périodiques et de publier des communications sur les résultats démographiques ayant une importance particulière.

73. Les documents intitulés Contenu démographique des plans de développement africains (E/CN.14/POP/5) et Organisation et planification du développement en Afrique (E/CN.14/POP/7), étudient, l'un les aspects importants des problèmes démographiques tels qu'ils ressortent des plans africains de développement, et l'autre les problèmes d'ordre général que soulève la planification économique en Afrique.

74. En Afrique il existe deux attitudes fondamentales à l'égard du chiffre de la population: un certain nombre de pays africains sont favorables à un accroissement de la population alors que certains autres pays, notamment le Ghana, le Kenya, Maurice, le Maroc, la République arabe d'Egypte et la Tunisie, souhaitent en réduire le taux d'accroissement. Les principaux arguments des partisans de l'accroissement de la population sont: la faible densité de la population actuelle, l'élargissement des débouchés pour la production nationale et la nécessité de disposer d'une main-d'œuvre abondante pour exploiter les importantes richesses latentes du pays.

75. Il a été convenu au cours des discussions que le calcul de la densité par rapport à la superficie totale du territoire est sujet à caution car il ne tient pas compte des déserts et des autres zones non cultivables. Il ne faudrait donc pas attribuer trop d'importance à cet indice dans l'analyse démographique ni dans les avis donnés aux fonctionnaires chargés des questions de population. Qui plus est, même au point de vue de la densité de la population, certains pays tels que le Burundi, Maurice, la République arabe d'Egypte et le Rwanda connaissent des pressions.

76. En ce qui concerne le problème des débouchés, le Cycle d'études a estimé qu'il fallait s'intéresser non seulement au chiffre de la population mais aussi à son pouvoir d'achat, qui est en règle générale l'un des facteurs principaux qui déterminent la demande d'un produit. L'intégration et la coopération économiques sous-régionales encouragées par la Commission économique pour l'Afrique peuvent apporter une solution à ce problème. Toutefois, les participants ont reconnu qu'il reste encore beaucoup de difficultés à surmonter avant que l'on puisse réaliser la coopération économique.

77. Pour ce qui est de l'accroissement de la population que certains jugent nécessaire pour la mise en valeur des richesses latentes de l'Afrique, on a appelé l'attention sur le document relatif à la planification en Afrique (E/CN.14/POP/7) qui expose les obstacles (besoins de capitaux, pénurie de personnel qualifié, etc.) entravant la mise en valeur des richesses des pays africains. Ces pays sont, par conséquent, largement tributaires de l'assistance extérieure, incapables de mettre en valeur comme il le faudrait leurs richesses et en proie à la misère en présence d'un énorme potentiel de richesses.

78. Les participants ont été unanimes à estimer que les questions d'enseignement doivent être traitées très attentivement, car c'est de l'enseignement que dépend non seulement l'amélioration qualitative de la population mais aussi la formation aux fins du développement économique, d'une main-d'oeuvre qualifiée qui fait défaut en Afrique. Toutefois, la forte proportion d'enfants dans la population africaine (résultat d'une fécondité élevée) permet difficilement aux gouvernements africains de satisfaire les aspirations de tous ceux qui ont besoin d'instruction. On lit ainsi dans une déclaration officielle du Kenya que si la fécondité ne baisse pas, le nombre des analphabètes parmi les enfants d'âge scolaire doublerait en 25 ans, malgré les efforts déployés par les gouvernements en matière de scolarisation. La plupart des plans africains de développement ne contiennent pas assez d'indications quant aux efforts qui resteront à faire dans le domaine de l'enseignement une fois que les objectifs fixés dans les plans auront été atteints.

79. Quant à l'urbanisation, le Cycle d'études a estimé, comme les auteurs des documents de base, que l'accroissement trop rapide de la proportion de la population vivant dans les villes, et a fortiori, dans une seule grande ville, créerait de grands problèmes, même si ce phénomène est dans une certaine mesure nécessaire. Les remèdes suivants ont été suggérés: multiplication de ses projets de développement, encouragement des petites industries et création de cités satellites pour décongestionner les capitales surpeuplées.

80. Tous les plans africains de développement font une grande place aux questions de travail, les gouvernements ayant de plus en plus de difficultés à créer un nombre d'emplois suffisant pour une population active en accroissement rapide. On a rappelé la déclaration du représentant de l'OIT précisant que dans certains pays, l'augmentation du nombre des salariés allait de pair avec l'accroissement de l'effectif des chômeurs. Ce phénomène est en partie imputable au passage des travailleurs du secteur traditionnel au secteur moderne, mais dans ces pays, la population active augmente à une cadence plus rapide que le nombre d'emplois. On a souligné la nécessité de s'intéresser aux aspects qualitatifs de la population active, vu leurs effets sur la productivité.

81. Les participants ont estimé que, dans la planification du développement, il convient d'attribuer une plus grande attention aux facteurs fécondité et mortalité, qui déterminent l'effectif, l'accroissement et la structure de la population alors que le développement économique influe de son côté sur leurs tendances.

82. En Afrique, le taux de fécondité est élevé, et en l'absence de programmes d'action il peut encore augmenter davantage, à la suite de la fixation des populations nomades et l'amélioration des services de santé, qui permet l'élimination de maladies telles que le paludisme et la réduction de la stérilité. Le Cycle d'études a donc suggéré que les

projections de la population des pays africains tiennent compte de la possibilité que la fécondité augmenterait, et a recommandé qu'on étudie de manière plus détaillée le facteur fécondité.

83. Malgré une certaine régression, le taux de mortalité est toujours élevé en Afrique et on pourrait donc le faire baisser davantage. On a estimé que vu les effets très sensibles qu'ont les mesures sanitaires sur la baisse des taux de mortalité, le document de travail aurait dû faire une plus large place aux programmes de santé élaborés au titre des plans de développement. On a rappelé la nécessité d'étudier la morbidité et ses effets démographiques. L'étude des causes principales de décès en Afrique, telles que le paludisme et la tuberculose, pourrait dégager des données importantes pour la planification et des études de cet ordre devraient être envisagées dans les plans.

84. Ayant pris note du fait qu'en Afrique la coopération entre les médecins et les démographes est très réduite à l'heure actuelle, le Cycle d'études a demandé instamment qu'on encourage l'instauration d'une coopération plus étroite entre les deux disciplines.

85. Si le niveau élevé du taux de fécondité et la baisse du taux de mortalité persistent, le taux déjà élevé d'accroissement de la population continuera à augmenter. On a reconnu les incidences de cette évolution sur le développement économique de l'Afrique. Face à cette situation, nombre de plans africains fixent des taux de croissance économique très élevés pour compenser les répercussions des taux très élevés d'accroissement de la population.

86. Comme le démontre l'un des documents présentés au Cycle d'études, de tels taux de croissance économique sont, en règle générale, irréalisables et les résultats des plans africains de développement sont le plus souvent nettement inférieurs aux objectifs ambitieux fixés par les divers pays. Si les objectifs fixés dans les plans africains n'ont pas été atteints, c'est surtout parce que les pays comptaient trop sur le financement extérieur, qui ne s'est pas concrétisé. Dans certains plans africains, les sources extérieures de financement devraient intervenir jusqu'à concurrence de 60 p. 100 dans le financement du développement; cela veut dire que même si les tendances de la population poursuivent leur cours, le développement économique financé par les ressources intérieures ne saurait être aussi rapide que l'évolution des taux d'accroissement de la population.

87. Le Cycle d'études a donc recommandé que, le cas échéant, la planification de la famille complète les efforts d'ordre économique. Il a été admis en même temps que la planification de la famille ne saurait en soi résoudre les problèmes économiques et démographiques de l'Afrique qui a besoin de plans de développement mieux conçus et plus réalistes qui utilisent mieux les ressources disponibles.

88. Le Cycle d'études a souligné que le terme "planification de la famille" ne vise pas seulement la limitation des naissances mais aussi les efforts tendant à aider les couples à échelonner les naissances à leur gré, à prévenir la naissance d'enfants non désirés et à aider les mères stériles à avoir des enfants. Pour l'individu, la planification de la famille signifie, (grâce à l'échelonnement des naissances) avoir le nombre maximum d'enfants bien portants aux besoins desquels il peut subvenir. Pour une nation, ce terme équivaut à un taux de fécondité moins élevé, et partant moins d'obstacles au développement, une plus grande productivité économique des femmes en raison des congés de maternité moins fréquents, un taux moins élevé de mortalité liée à la natalité et une amélioration qualitative de la population, qui est capitale pour le développement économique.

89. Le Cycle d'études a été informé de l'existence de programmes officiels de planification de la famille dans cinq pays. On a aussi souligné le rôle des organisations privées de planning familial. Il existe des organisations privées dans 24 pays africains, qui n'ont cependant pas adopté de politique officielle en matière de population; dans l'un de ces pays, qui possède une population très importante, le prochain plan de développement doit contenir une déclaration d'intentions en matière de population. Le Cycle d'études a aussi pris connaissance des activités d'une organisation privée mauricienne qui, sous l'égide de l'église catholique, donne des conseils uniquement sur la méthode de continence périodique.

90. Le secrétariat de la CEA a promis de donner suite à une demande le priant de se charger, par l'intermédiaire de ses services d'information et de diffusion de renseignements, de communiquer aux gouvernements membres les déclarations relatives aux principes généraux et aux programmes d'action adoptés en matière de population par les différents gouvernements africains et de tout autre document pertinent.

91. L'attention des participants a été appelée sur la résolution 2211(XXI) adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale, qui, reconnaissant la souveraineté des Nations en ce qui concerne la formulation de la mise en oeuvre de leur propre politique démographique, compte dûment tenu du principe selon lequel chaque famille doit pouvoir déterminer librement le nombre de ses membres, invite les différents organismes des Nations Unies à prêter leur concours, lorsqu'il est sollicité, afin de développer et de renforcer davantage les moyens nationaux et régionaux de formation, de recherche, d'information et de consultation dans le domaine démographique, et sur la résolution 1347(XLV) du Conseil économique et social qui prie le Secrétaire général de s'attacher particulièrement à intensifier des activités dans le domaine démographique qui sont d'un profit direct pour les pays en voie de développement, notamment les services consultatifs et l'assistance technique demandés par les gouvernements en matière démographique, dans le cadre des politiques économique, sociale et sanitaire, et compte tenu, le cas échéant, des considérations

religieuses et culturelles et qui prie aussi le Comité de la planification du développement d'attacher l'attention qui convient aux rapports entre la dynamique démographique et la croissance économique et sociale du point de vue de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, en tenant compte de la diversité des caractéristiques régionales et nationales.

92. Le Cycle d'études a pris note avec satisfaction que le programme de population de la CEA comporte des dispositions particulières relatives à l'assistance aux pays africains qui en font la demande.

93. Le Cycle d'études a exprimé la conviction qu'à l'avenir un plus grand nombre de plans africains comprendront des politiques de population visant à donner des impulsions supplémentaires aux efforts de développement tendant à relever le niveau de vie du peuple.

QUESTIONS DIVERSES

Utilisation de données démographiques provenant de sources autres que les enquêtes démographiques et les registres d'état civil

94. Il a été proposé d'étudier cette question de manière plus détaillée afin de tirer parti des renseignements disponibles; le Cycle d'études a noté avec satisfaction que cette question figure à l'ordre du jour de la Conférence africaine sur la population qui doit se tenir en 1971.

95. Formation démographique et planification du développement. Le Cycle d'études a estimé que les cours de formation démographique doivent accorder l'attention qu'il convient aux rapports d'interdépendance existant entre l'accroissement de la population et le développement économique et social. Les participants ont pris connaissance de la situation actuelle en ce qui concerne la formation démographique organisée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. A côté du centre destiné aux pays d'expression arabe de l'Afrique du nord et du Moyen-Orient fonctionnant au Caire, on envisage de créer deux centres, l'un à l'intention des pays africains anglophones et l'autre à l'intention des pays africains francophones.

96. Etudes de fécondité. On a insisté sur le fait que l'amélioration du niveau de vie pourrait entraîner une augmentation de la fécondité dans certaines couches de la population dont le taux de fécondité est actuellement assez bas, et même dans certains autres groupes. Il importe d'étudier de manière détaillée les rapports d'interdépendance existant entre les divers niveaux de fécondité et l'attitude à l'égard de l'importance numérique de la famille, sujet qui pourrait constituer l'une des questions que le Groupe de travail sur les études de fécondité et d'évaluation des programmes de population, qui se réunira en janvier 1970, sera appelé à examiner.

RECOMMANDATIONS EN VUE D'UNE ACTION FUTURE

On a résumé ci-après, groupées d'après les domaines auxquels elles se rapportent, les recommandations formulées par le Cycle d'études.

Données démographiques

- (1) Le secrétariat de la CEA doit continuer à intensifier les efforts tendant à suivre les progrès réalisés dans le domaine des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil dans les pays africains et publier régulièrement des rapports à ce sujet.
- (2) Une étude doit être entreprise sur l'utilisation des données démographiques provenant de sources autres que les enquêtes sur la population, les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil.

La situation démographique dans la région

- (3) On pourrait calculer différentes mesures de la densité afin de traduire la pression démographique sur les ressources disponibles.
- (4) Il faut prendre les mesures appropriées pour rappeler aux planificateurs, économistes et hommes politiques les répercussions qu'ont les projections de la population et d'une façon générale, les tendances démographiques.
- (5) Afin de diriger de manière constructive l'urbanisation qui se développe en Afrique à une cadence très élevée, les pays doivent tenir compte de ce phénomène comme l'un des facteurs essentiels pour la planification du développement.

Application analytique des données démographiques à la planification du développement en général

- (6) Les pays doivent affecter une partie suffisante de leurs ressources à l'analyse judicieuse et approfondie des données démographiques provenant de recensements et d'autres sources, après avoir procédé à l'évaluation et à l'ajustement nécessaires de ces données.
- (7) Des mesures doivent être prises pour obtenir que les projections de la population totale et des différentes fractions de population (enfants d'âge scolaire, main-d'oeuvre, etc.) soient calculées ou du moins coordonnées par le même bureau compétent.
- (8) En tenant compte des données démographiques disponibles et des résultats de leur analyse, le secrétariat de la CEA doit entreprendre certaines études de cas concrets portant sur des groupes de pays africains à des niveaux différents de développement en vue de formuler, à l'intention de ces pays, trois ou quatre différents modèles d'utilisation.

(9) La diffusion du rapport du Cycle d'études ne doit pas se limiter aux démographes et aux planificateurs.

Utilisation des données démographiques dans des secteurs particuliers de la planification

(10) Sur le plan national, il semble nécessaire d'instaurer une coordination plus étroite entre planificateurs et démographes par l'intermédiaire de comités de coordination interministériels, cycles d'études périodiques et publications sur les résultats démographiques ayant une importance particulière pour des domaines tels que développement agricole, planification de l'enseignement, planification de la protection de l'enfance et de la jeunesse, évaluation de la main-d'oeuvre et planification sanitaire.

Contenu démographique des plans de développement africains

(11) Dans la planification du développement il convient d'attribuer une plus grande attention aux facteurs fécondité et mortalité, ces facteurs déterminant l'effectif, l'accroissement et la structure de la population alors que le développement économique influe de son côté sur leur évolution.

(12) Le facteur fécondité doit être étudié de manière plus détaillée et les projections de la population pour les pays africains doivent tenir compte de la possibilité que la fécondité augmente à la suite d'une amélioration des services d'hygiène.

(13) Le secrétariat de la CEA doit entreprendre des études sur les rapports d'entendement existant entre les divers niveaux de fécondité et l'attitude à l'égard de l'importance numérique de la famille, sujet qui pourrait constituer l'une des questions que le Groupe de travail sur les études de fécondité et l'évaluation du programme de population, qui se réunira en janvier 1970, sera appelé à examiner.

(14) Il faut étudier d'une manière plus approfondie la morbidité et la mortalité de la population et des études de cet ordre doivent être prises en considération dans les plans de développement.

(15) Le cas échéant, on doit recourir à la planification familiale pour compléter les efforts économiques tendant au relèvement du niveau du peuple.

(16) Il faut des plans de développement améliorés et plus réalistes qui utilisent mieux les ressources disponibles.

(17) Le secrétariat de la CEA a été instamment prié de se charger, par l'intermédiaire de son service d'information et de diffusion de rensei-

gnements, de la communication aux gouvernements membres des déclarations relatives aux principes généraux et aux programmes d'action adoptés, en matière de population, par les différents gouvernements africains et de tout autre document pertinent.

Formation démographique

(18) Les cours de formation démographique doivent tenir dûment compte des interrelations existant entre l'accroissement de la population et le développement économique et social.

SEANCE DE CLOTURE

98. A la séance de clôture, les participants ont adopté le rapport du Cycle d'études; ensuite M. A.L. Mullier, Directeur de la Division de la recherche et de la statistique a prononcé au nom du Secrétaire exécutif, le discours officiel de clôture dans lequel il a remercié les participants, le consultant, les fonctionnaires du secrétariat, les interprètes et toutes les autres personnes qui avaient prêté leur concours pour permettre, dans le cadre du Cycle d'études, un échange de vues riches en enseignements dont les résultats, espère-t-on, apporteront des avantages durables aux pays de la région. Il a aussi remercié la Division des publications et le Bureau de la coopération technique de l'ONU d'avoir participé à l'organisation du Cycle d'études. Dans son discours de clôture, le représentant de la Division de la population a réaffirmé que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies appuyait, comme par le passé, les programmes de population entrepris en Afrique.

99. Les représentants de divers pays ont estimé que le Cycle d'études avait été couronné de succès et ils ont remercié le secrétariat de la CEA d'avoir organisé cette réunion.

CHAPITRE II

PRINCIPES D'APPLICATION DES DONNEES ET DE L'ANALYSE DEMOGRAPHIQUES A LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

INTRODUCTION

1. Au début de l'année la Commission économique pour l'Afrique a célébré son dixième anniversaire. En présentant le rapport d'activité décennal "A la Conquête de l'autonomie - dix ans de la CEA", le Secrétaire exécutif a recommandé que la prochaine phase d'activité soit orientée vers la synthèse et l'application des résultats des recherches déjà faites par la Commission. Dans le passé, la CEA s'est particulièrement attachée à édifier en Afrique les institutions de base nécessaires à la coopération régionale et sous-régionale. Au cours de la deuxième Décennie du Développement, elle pourrait être un point de convergence des efforts en vue du progrès économique et social de l'Afrique 1/. On a insisté sur la nécessité pour les gouvernements africains de s'aider eux-mêmes en mobilisant leurs ressources pour l'exécution des plans de développement 1/.

2. Le but final des plans de développement est d'augmenter le bien-être matériel et d'élever le niveau de vie des citoyens, de la manière progressive et systématique indiquée dans le plan, lequel est établi compte tenu des ressources disponibles, de la politique et de la stratégie. Pour évaluer les réalisations et la mesure dans laquelle les buts ultimes ont été atteints, il faut fixer des objectifs quantitatifs qui servent d'étalons. L'articulation du plan aide à repérer les écarts par rapport à la voie tracée, les succès et les échecs 2/.

3. Généralement, les conditions et les niveaux actuels sont mesurés par certains indicateurs, le plus souvent "par habitant", la population (ou les catégories pertinentes de population) forment donc le dénominateur de ces mesures. Les biens ou les services respectifs constituent la série de numérateurs mais la population figure aussi comme numérateur en tant que facteur "main-d'oeuvre" dans la production des biens et services. Les catégories pertinentes de la population forment donc l'élément principal des mesures du bien-être matériel ou du niveau de vie. Les ressources matérielles et les liaisons stratégiques peuvent être très différentes selon les pays, mais le facteur population reste essentiellement le même, bien que sa composition ou sa qualité puisse varier.

1/ Commission économique pour l'Afrique, neuvième session, Projet de rapport, E/CN.14/L.360, CEA, Addis-Abéba 1969.

2/ Roland Olliver, Planification en Afrique, techniques modernes d'établissement des programmes de développement, Paris, 1963; République somali, Premier plan quinquennal, 1963-1967, Mogadiscio, 1963 (dans la préface il est mentionné que ce plan doit servir d'étalon pour mesurer les réalisations).

4. Le processus de planification s'étale sur une certaine période et revêt par conséquent un caractère dynamique. La composition de la population et son évolution dans le temps - ce qu'on appelle la dynamique de la population - sont donc d'une grande importance pour la planification. Par nature, les plans sont tournés vers l'avenir (ce sont souvent des plans de perspectives) et ils visent à accélérer les progrès par étapes successives. Le progrès accéléré dans la production des biens et services doit non seulement s'accompagner d'une offre accélérée de personnel technique, mais doit également être envisagé dans le contexte d'un accroissement accéléré (ou stable, ou dégressif) de la population.

5. La plupart des plans ont pour objectif d'accroître le produit intérieur brut (PIB) par habitant, et doivent par conséquent tenir compte du taux d'accroissement démographique prédominant, ainsi que des possibilités de changement dans ces éléments^{3/}. Certains plans visent à augmenter les possibilités d'emploi, les moyens de formation, les services de santé publique et de médecine spécialisée, et à améliorer les logements, l'alimentation, etc. Ces objectifs d'amélioration affectent différents groupes de la population à différents degrés, par exemple: la génération qui entre dans les écoles, la population active, la génération en âge de se marier et de fonder une famille, ou encore les groupes qui réclament une attention particulière du point de vue de la nutrition, des soins médicaux spécialisés, etc. Une partie souvent importante de l'accroissement prévu des biens et des services est absorbée par l'accroissement naturel de certaines catégories de la population. On a fait ressortir cet aspect d'une manière saisissante en disant que dans ce cas, il fallait courir pour rester au même niveau, et en effet, cette partie de l'effort sert tout juste à maintenir le statut quo dans les disponibilités par habitant des biens et services^{4/}.

^{3/} Les Pays en voie de développement dans les années 70, estimations préliminaires de certains éléments essentiels d'un projet de schéma de la stratégie internationale du développement, E/AC.54/L.29/Rev.1, Addis-Abéba, 1968.

^{4/} Les investissements nécessaires dans divers secteurs tout juste pour maintenir le niveau de bien-être matériel, sont parfois spécifiquement mentionnés dans les plans. Le taux d'accroissement du PIB prévu par habitant tient compte du taux d'accroissement démographique qui indique la part nécessaire pour maintenir les niveaux actuels du PIB par habitant. Dans certains pays africains, environ 3 pour 100 par an de l'accroissement du PIB - c'est-à-dire parfois plus de la moitié de l'augmentation totale prévue - sont absorbés par l'accroissement démographique.

6. Les plans ne se bornent donc pas à traiter du numérateur - c'est-à-dire des seules quantités de biens et de services et du personnel qualifié requis pour leur production - mais, dans bien des pays, ils touchent également au dénominateur que constitue le facteur population et ils essaient de freiner l'accroissement démographique lui-même. C'est là une opération logique dont l'absence pourrait conduire à l'inefficacité dans certains cas de densité et d'accroissement démographiques 5/. La plupart des plans tendent à améliorer le facteur main-d'œuvre qui concerne la production des biens et des services, et ainsi à améliorer les aspects qualitatifs de la population. Mais le rythme d'amélioration de la qualité de la population dépend des aspects quantitatifs. Actuellement, dans un plus grand nombre de plans de développement, on envisage de planifier le volume de la population ou tout au moins, de faire à ce sujet une déclaration de principe 6/.

7. Que le pays décide ou non de suivre une politique de la population et un programme de planning familial, les profils de la population renferment les dimensions mêmes du plan. La densité de la population d'un pays peut imposer des limites asymptotiques dans l'utilisation de certaines ressources. Cependant, ce n'est pas un problème en Afrique, encore que dans certains pays du continent une redistribution de la population pourrait être la bienvenue 7/. Au sens statique, l'Afrique ne connaît pas de question démographique, mais au sens dynamique, étant donné le taux d'accroissement démographique élevé, de nombreux plans africains sont sévèrement limités.

5/ En Afrique, la densité démographique par km² de terre cultivable est élevée en RAE (697), au Kenya (516) et au Burundi (317) par rapport à la moyenne africaine (114). La pression démographique et les limites qu'elle impose sont mentionnées dans le General Frame of the 5-Year Plan for Economic and Social Development 1960-65, le Caire 1960; dans le Development Plan 1964-70 du Gouvernement du Kenya, Nairobi, 1964; et dans le Plan quinquennal de développement économique et social du Burundi 1968-72, République du Burundi. Voir également le Bulletin économique pour l'Afrique, Vol. 5, 1965, Tendances et niveaux démographiques récents en Afrique.

6/ La RAE, le Kenya, et la Tunisie ont des politiques et des programmes officiels pour freiner les taux de naissances et l'accroissement démographique. Des organisations bénévoles de planning familial qui reçoivent le soutien financier ou moral de l'Etat, fonctionnent dans un grand nombre de pays africains.

7/ République du Cameroun, Deuxième Plan quinquennal de développement économique et social, 1966-71; ce plan propose une meilleure utilisation de la population grâce, entre autres, à une redistribution territoriale plus efficace.

8. L'Afrique, avec un taux d'accroissement démographique qui est estimé actuellement à 2,3 pour 100 par an, vient au deuxième rang parmi les continents et on prévoit qu'elle passera au premier dans les prochaines décennies^{8/}. Les naissances et les décès qui provoquent des changements dans l'accroissement naturel et dans la structure de la population, ainsi que les migrations qui provoquent la croissance urbaine et la redistribution territoriale de la population, présentent une grande importance pour la planification en Afrique.

9. Le rôle primordial des faits concernant la population pour les décisions administratives a été reconnu dès le début puisque les recensements et d'autres statistiques démographiques ont eu la priorité sur les statistiques nécessaires à la planification de la production des biens et services. Ce sont les recensements qui les premiers ont apporté des connaissances administratives et ont permis de procéder au recrutement pour la défense nationale, ainsi qu'au prélèvement de main-d'œuvre et à l'imposition. Par la suite, grâce aux recensements on a pu prendre en connaissance de cause des décisions sur des questions administratives telles que: délimitation des juridictions, extension des transports et des marchés, emplacement des écoles, hôpitaux et autres services. Les résultats des recensements et d'autres données démographiques ont servi de tremplin à la programmation et la planification administratives, au moment où les administrations commencèrent à regarder vers l'avenir. Les données des recensements et les statistiques de l'état civil (naissances, décès et mariages) qui résultent surtout d'exigences civiques et légales, sont des sources bien établies de données démographiques. Enfin, des informations sur la population et des sujets connexes sont également fournies par quelques sources officielles auxiliaires créées par le travail administratif de routine, et ne couvrant que certaines catégories de la population, par exemple: statistiques de l'immigration et de l'émigration; dossiers des bureaux de placement, de chômage et des assurances; dossiers des retraités; archives des écoles et des hôpitaux; listes de réfugiés; documentation des compagnies d'assurance sur la vie.

10. Les enquêtes démographiques par sondage servent à recueillir des données démographiques et connexes, lorsque les données de recensement ou les statistiques de l'état civil sont absentes ou insuffisantes. On utilise également l'enquête démographique par sondage pour compléter et enrichir, et pour obtenir d'autres renseignements en vue d'une confron-

^{8/} Guide démographique de l'Afrique, CEA, Addis-Abéba (1968);
Les perspectives d'avenir de la population mondiale, Nations Unies,
N° de vente: 66.XIII.2, New York, 1966.

tation, même quand on dispose de bonnes données de recensement et statistiques d'état civil. Récemment l'Afrique a fait un grand usage des enquêtes démographiques par sondage 9/.

11. On pourrait tirer beaucoup plus des recensements, de l'enregistrement des faits d'état civil et des enquêtes par sondage, en analysant convenablement les données. Les opérations du recensement exigent en particulier un investissement assez élevé en ressources administratives. Une analyse approfondie permettrait d'en tirer davantage parti, tout en assurant aux programmes et aux plans administratifs - ainsi qu'à leur évaluation - une base plus largement scientifique. L'analyse attentive présente aussi l'avantage de permettre d'évaluer la source elle-même grâce à des tests de cohérence interne et à des comparaisons extérieures entre les diverses voies d'information. Donc une analyse plus approfondie est le point de départ pour l'amélioration de la source même. Ce sont pour ces raisons impérieuses que les pays devraient réserver une part appropriée de leurs ressources en vue d'une analyse sérieuse des recensements et autres opérations statistiques.

12. La mise en tableaux et l'analyse des données démographiques qui servent aux différents types de planification sont exposées dans un document des Nations Unies: "Programmes nationaux d'analyse de résultats des recensements de population, considérés comme un instrument de planification et d'élaboration d'une politique" (1964); les diverses projections utiles à cet effet sont décrites dans un autre document: "Principes généraux concernant les programmes nationaux de projections démographiques, considérés comme un instrument de la planification du développement" (1965) 10/. Le présent document rassemble les tableaux, analyses et projections, en s'attachant plus particulièrement à l'Afrique et en étudiant à la fois la disponibilité des données et les priorités d'emploi.

13. Nous avons mentionné dans ce document de nombreuses directions d'analyses qui ont été effectivement suivies dans différents pays, mais la liste n'en est pas exhaustive. En revanche, il ne faut pas en déduire qu'un pays doit procéder, dans la pratique, à tous les types d'analyses mentionnés. Il fera naturellement le nombre d'analyses dont il aura

9/ Pierre Cantrelle, République du Sénégal, Etude démographique dans la région du Biné Saloum, 1963-65, Dakar, 1966; Afrique noire, Madagascar, Comores, Démographie comparée, Institut national de la statistique et des études économiques, Paris, 1967, Récentes enquêtes par sondage effectuées en Afrique, E/CN.14/SK.5, 1968; C. Scott, Vital Rate Surveys in Tropical Africa: Some new Data relevant to Sample Design, dans The Population of Tropical Africa, Londres 1968, J.G.C. Blacker, Some Unsolved Problems of Census and Demographic Survey Work in Africa, pour le Congrès international de la population, Londres 1969.

10/ Nations Unies, New York, N° de vente: 64.XIII.4 (1964) et 65.XIII.2 (1965), respectivement.

besoin pour établir des programmes et des plans administratifs. Certaines applications résultant des besoins du secteur privé ont également été mentionnées, car il est bon que le secteur public planifie ou prenne en charge en partie la satisfaction de ses besoins. On s'est référé dans le cours du texte à divers plans et documents nationaux africains - ils ne sont donnés qu'à titre d'exemple et ne signifient pas que d'autres pays africains n'aient pas formulé d'observations analogues ni procédé à des analyses similaires.

14. Les applications des données du recensement, des données d'état civil et des résultats d'enquêtes pour la recherche théorique présentent un grand intérêt mais elles ne sont pas traitées ici. La somme cumulative des renseignements que le recensement et d'autres sources fournissent, enrichit la discipline de la démographie et sert de base à l'étude des interactions économiques et sociologiques. Ce processus permet d'évaluer les données et d'améliorer les méthodes, de plus, la recherche fait entrevoir de nouvelles possibilités d'utilisation. L'importance des applications des données démographiques pour la recherche ne saurait donc être négligée ou minimisée.

MISE EN TABLEAUX ET APPLICATIONS DES DONNÉES DU RECENSEMENT

15. L'application dépend des données disponibles et nous nous occuperons surtout, dans cette section, des données fournies par les recensements ou les enquêtes démographiques par sondage effectués dans les pays africains. Le document de la CEA intitulé "Recommandations africaines concernant les recensements de population prévus pour 1970" 11/, a donc servi de référence pour cette section du document 12/.

16. Dans les recommandations africaines concernant les recensements de population prévus pour 1970, on suggère un équilibre judicieux entre dénombrement complet et enquêtes par sondage: "Un recensement de la population doit comprendre au moins un dénombrement complet des personnes à l'endroit où elles se trouvent au moment du recensement, et la collecte des données relatives à certains autres sujets sur lesquels on a besoin de renseignements, jusque dans les localités ou les petites divisions administratives. Les données relatives aux sujets qui présentent des difficultés particulières, ou sur lesquels il n'est pas indispensable de

11/ CEA, E/UN.14/CAS.6/1, Addis-Abéba, 1968. Ce document est une adaptation aux conditions africaines des Principes et recommandations relatifs aux recensements de population prévus pour 1970, publication des Nations Unies, N° de vente: 67.XVIII.3, telle qu'elle a été modifiée et approuvée par la cinquième Conférence des statisticiens africains.

12/ On traite également dans cette section des sujets nouveaux, des classifications supplémentaires ou d'autres sources de données en dehors du recensement. Certains pays entreprendront même des enquêtes plus étendues encore.

disposer de renseignements à l'échelon de petites divisions administratives, peuvent être recueillies au moyen d'une enquête ne portant que sur un échantillon de la population. Le dénombrement complet et le sondage pourront, à eux deux, fournir les données de base considérées comme intéressantes pour tout le pays de la région". Bien que le sondage soit relativement moins onéreux et qu'il donne en général des estimations plus exactes en moins de temps - en particulier sur des sujets complets - les données sur les petites divisions administratives sont habituellement nécessaires pour prendre les décisions administratives et aux fins de la planification régionale.

17. La liste du nombre minimum de sujets recommandés et des autres sujets utiles, (répartie en trois rubriques: "Caractéristiques géographiques", "Caractéristiques de l'individu et du ménage" et "Caractéristiques économiques"), figure au tableau 1 des Recommandations africaines. La lettre "s" désigne les sujets qui se prêtent à une enquête par sondage.

18. Les recommandations africaines contiennent également une liste de 21 tableaux recommandés et 13 tableaux supplémentaires. Si les tableaux recommandés utilisent uniquement les sujets recommandés et sont considérés comme le minimum que les pays jugeront essentiel, on pourra néanmoins établir d'autres tableaux-type selon les besoins et les ressources disponibles des pays. La liste recommandée est minimale car un programme plus étendu et plus varié pourrait entraîner des retards, même dans les tableaux essentiels, et par conséquent réduirait leur intérêt. Les tableaux et les classifications par caractéristiques^{13/} envisagés sont donnés à titre d'indication et peuvent naturellement être modifiés pour répondre aux besoins particuliers des pays. Bien entendu, les tableaux seront ventilés jusqu'au niveau géographique requis (grandes et petites divisions administratives) et aux niveaux des agglomérations (grandes villes, villes de plus de 20.000 habitants).

19. Les tableaux mentionnés dans les Recommandations africaines sont précédés de la lettre "R" pour les tableaux recommandés et de la lettre "S" pour les tableaux supplémentaires. On les trouvera ci-après classés par rubriques fonctionnelles d'après leurs applications principales.

20. Effectif de la population, composition par sexe et âge, et répartition géographique

Tableau R.1 : Population totale et population des grandes et petites divisions administratives, par sexe.

Tableau R.2 : Population selon l'importance des localités, par sexe.

^{13/} Les prescriptions détaillées recommandées figurent aux pages 57 à 60 des recommandations, elles sont illustrées dans la partie suivante du document par une série de tableaux spéculatifs.

Tableau 1 : Sujets recommandés et autres sujets utiles

| Sujets recommandés | Autres sujets utiles |
|--|---|
| <u>Caractéristiques Géographiques</u> | |
| Lieu de présence au moment du recensement | ^S Lieu de résidence habituelle |
| <u>Sujets obtenus indirectement:</u> | <u>Sujets obtenus indirectement:</u> |
| Population totale | Population totale |
| Localité | Grande division administrative |
| Population urbaine et population rurale | Population urbaine et population rurale |
| Lieu de naissance | ^S Durée de résidence |
| | ^S Lieu de résidence antérieur |
| <u>Caractéristiques de l'individu et du ménage</u> | |
| Nom | |
| Lien avec le chef de ménage | |
| <u>Sujet obtenu indirectement.</u> | |
| Composition du ménage | |
| Sexe | |
| Âge | |
| Groupe ethnique (ou nationalité) | ^S Nationalité (ou ^S Groupe ethnique) |
| Aptitude à lire et à écrire | |
| Niveau d'instruction | ^S Religion |
| Fréquentation scolaire | ^S Nombre d'épouses |
| État matrimonial | ^S Nombre d'années depuis le premier mariage |
| Enfants nés vivants | ^S Enfants nés vivants au cours des 12 derniers mois |
| Enfants vivants | ^S Décès survenus au cours des 12 derniers mois, par sexe et âge |
| | ^S Enfants d'âge précolaire |
| <u>Caractéristiques économiques</u> | |
| ^S Type d'activité | ^S La personne recensée a-t-elle travaillé durant une période quelconque au cours des 12 derniers mois? |
| ^S Profession | |
| ^S Branche d'activité économique | |
| ^S Situation dans la profession (employeur, salarié, etc.), au cours de la semaine écoulée | |

Tableau R.3 : Population des principales localités et de leurs agglomérations urbaines, par sexe.

Tableau R.5 : Population par années d'âge et par sexe.

Tableau R.6 : Population par groupes d'âge quinquennaux et par sexe.

Ces tableaux, qui donnent la population à l'année de référence, sa composition par sexe et par âge et sa concentration ou dispersion géographique, constituent les résultats essentiels des recensements. Ils fournissent les données indispensables pour les décisions et mesures administratives courantes, par exemple: représentation proportionnelle aux organes législatifs; répartition des crédits et autres contributions du pouvoir central; distribution équitable et rationnement des biens et des services dont il y a pénurie; établissement des plans de logement et des réseaux de transport; formation de nouvelles unités administratives et affectation des cadres; emplacement des écoles, hôpitaux, bureaux de poste et autres services d'intérêt public.

21. Le taux d'accroissement de la population est pour les plans de développement, l'un des paramètres de population les plus importants. Deux comptages de recensement peuvent donner directement l'accroissement démographique pendant la période intercensitaire ainsi que des estimations de la population à différents moments de cette période. L'évaluation des recensements successifs, et leur ajustement pour les rendre comparables du point de vue de la couverture et de la qualité, sont des opérations importantes qu'il faut effectuer avant de tirer de ces données des estimations de croissance. En effet, des estimations valables de croissance supposent un degré suffisant d'exactitude dans les comptages 14/. Quand on a déjà fait une série de recensements on peut alors estimer le taux actuel d'accroissement démographique et même le projeter mathématiquement pour la période du plan 14/.

14/ Pendant quelques décennies, après le premier recensement d'un pays, les opérations de recensement peuvent s'améliorer en couverture et en qualité; cependant, on enregistre parfois des baisses temporaires de la qualité. Donc, en règle générale, les dénombrements successifs devraient être vérifiés et autant que possible rendus comparables. De nombreux pays africains en sont encore aux premières phases des opérations de recensement et peuvent avoir des difficultés à obtenir des estimations valables de l'accroissement ou de la mortalité.

Le Nigéria fournit un exemple très spécial car, le recensement de 1952/53 qui a donné un chiffre global de 31,5 millions, a été associé dans l'esprit de nombreux citoyens à des idées de fiscalité ou de superstition, et dans certaines zones, on a enregistré jusqu'à 20 pour 100 d'évasion à l'enregistrement. En revanche, le recensement de 1962 a été fortement associé à des revendications politiques et économiques rivales

(suite au bas de la page 36)

22. De même les tableaux 2 et 3 permettent l'étude de la formation et de la croissance relative des localités, par sous-régions, et selon les différentes catégories de localités, pour la période sur laquelle portent les tableaux. Ces tableaux font souvent apparaître la nécessité de modifier les limites des localités et d'élargir la couverture.

23. La variation de croissance de certaines localités (ou catégories de localités selon leur population) par rapport à d'autres et au pays tout entier, peut aider à en repérer les causes, à formuler la politique et trouver les moyens requis pour une croissance mieux équilibrée, si besoin est. L'étude de l'effectif de la population urbaine, et de sa croissance que ces tableaux permettent de faire quand il existe plus d'un dénombrement ou d'une estimation comparables, présente un intérêt spécial pour la planification économique et sociale ^{15/}

(Suite de la Note 14)

entre les sous-régions, et l'on a obtenu un chiffre global de 55,7 millions. C. Okonjo "Estimate of the 1962 mid-year Population of Nigeria", and R.K. Udo, "Population and Politics in Nigeria", in the Population of Tropical Africa, Londres, 1968.

Voir également Robert Blanc, Manuel de recherche démographique en pays sous-développés, CEA, E/CN.14/ASPP/L.14, 1962.

Il faut tenir compte des migrations avant de calculer les estimations de l'accroissement naturel de la population. C'est en effet un élément important dans de nombreux pays d'Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest, où le mouvement de population à travers les frontières politiques artificielles, est considérable.

^{15/} Dans un certain nombre de plans africains, on se préoccupe tout particulièrement de la croissance urbaine. L'urbanisation a reçu une haute priorité en République démocratique du Congo, la pression et le développement urbains sont mentionnés en Rhodésie du nord et la croissance urbaine et l'emploi le sont dans les plans ivoiriens. - République démocratique du Congo: Plan intérimaire de développement économique et social, 1964-68, Rhodésie du nord, Development Plan for the Period 1961-65, Lusaka, 1962; République de Côte-d'Ivoire, Loi-plan de développement économique, social et culturel, 1967-70, Abidjan, 1967. Voir également: Effectif et accroissement de la population urbaine en Afrique, CEA, E/CN.14/CAS.6/3 : On a calculé que la croissance urbaine actuelle est au moins deux fois plus forte que la croissance de la population totale et on note une forte concentration dans les villes principales; en fait dans certains pays, la moitié de la population urbaine réside dans la ville principale du territoire.

24. Le tableau 5 est important pour évaluer la qualité des déclarations relatives à l'âge, et pour rectifier les erreurs et les biais de déclaration. Parfois, on remarque clairement une erreur par défaut ou par excès dans le dénombrement de la population du groupe d'âge 0 ou 1. La série de population déclarée par année d'âge, dans le groupe des jeunes, permet d'ajuster les erreurs de comptage des enfants en bas âge et des jeunes enfants 16/.

25. Pour estimer le nombre de places nécessaires dans les établissements scolaires aux différents niveaux, il faut connaître le nombre d'enfants et d'adolescents par sexe et par année d'âge, ainsi que le taux d'inscription scolaire. De même, on utilisera le nombre des personnes entre 15 et 24 ans par exemple, réparties par sexe et par année d'âge, en même temps que les taux de participation par sexe et par âge, et les taux de nuptialité par âge, en vue d'estimer les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi, le nombre des mariages et la formation de nouveaux ménages, respectivement.

26. En fait, l'exactitude dans le dénombrement de la population par année d'âge jusqu'à l'âge disons de 20 ans, est relativement beaucoup plus importante aux fins d'analyse. Quand on ne connaît pas exactement les dates ou les années de naissance on peut s'attacher, dans les opérations sur le terrain, à estimer d'une manière plus précise la population des groupes d'âge de la première partie de la vie humaine. Par contre, quand on cherche à connaître la population pour tous les groupes d'âge, en général, le gros des activités et de l'attention porte sur la période beaucoup moins importante, mais plus curieuse à étudier, de la vieillesse 17/. Par conséquent, en cherchant, sur le terrain, à estimer exactement les effectifs des premiers âges, on obtiendra un dénombrement plus complet même des enfants en bas âge et des jeunes enfants.

27. L'importance du groupe d'âge des jeunes est le résultat du comportement, dans le passé récent, des éléments fécondité et mortalité; ils portent donc l'empreinte du taux d'accroissement récent. La répartition par années d'âge de l'effectif des jeunes, s'il est connu avec une faible marge d'erreur au cours d'un seul recensement, peut fournir une estimation approximative de l'accroissement démographique récent, laquelle peut être utile en l'absence de toute autre estimation 17/.

16/ Ajit Das Gupta, Sumruay Chotechanapibal, Trip Chalothorn, Wiwit Siripak: Méthodologie d'ajustement, "Perspectives de la population de Thaïlande", Sankhya, série B, Vol. 27, parties 1 et 2, 1965.

On trouve un exemple d'une forte erreur par excès pour le groupe d'âge 0 dans le recensement effectué au Tanganyika en 1957; on avait enregistré 6,1 pour 100 de la population dans ce groupe et, en compensation, on avait sous-estimé la population du groupe d'âge 1.

17/ Ajit Das Gupta, "Estimation of Vital rates for Developing Countries", Congrès international de la population, Ottawa, 1963.

28. L'effectif, par années d'âge, du groupe des plus jeunes, accompagné de renseignements supplémentaires, peut fournir des estimations ou permettre des recoupements pour les taux de croissance, de natalité et de mortalité infantiles. De tels recoupements internes sont toujours souhaitables, en particulier quand les données sont insuffisantes. Il faut connaître l'effectif du groupe d'âge 1-4 ans pour estimer le dénominateur du taux de mortalité des jeunes enfants dans ce groupe d'âge, taux calculé à partir des données d'état civil. Le taux de mortalité des jeunes enfants présente une importance particulière comme indicateur des conditions sociales et de l'hygiène et du niveau de nutrition de la population ^{18/}.

29. Le tableau 6 par groupes d'âge quinquennaux peut être établi à partir du tableau 5, ventilé par année d'âge. La structure par sexe et par âge de la population, indiquée dans les tableaux 5 et 6 est utile pour la planification - en particulier dans les comparaisons et les considérations touchant l'efficacité relative de la structure par âge - et pour l'élaboration de la politique sur la population. La population répartie par sexe et par âge, sert de base aux projections démographiques par la méthode des composants. Après le taux d'accroissement démographique, cette donnée est peut-être le paramètre le plus couramment utilisé dans la planification du développement par segment ou par secteur. Les projections de base de la population urbaine, et un certain nombre d'autres projections auxiliaires, nécessitent également des données sur la population par sexe et par âge de l'année de référence.

30. La mortalité intercensitaire peut être estimée à partir de deux recensements comparables de la population, par sexe et par groupe d'âge. De plus, une série de recensements comparables permet d'estimer les tendances de la mortalité qu'on doit connaître pour les projections de la population. Toutefois, ce n'est possible que si l'on peut tenir compte des mouvements de population dus à la migration ^{14/}.

31. Les tableaux de la population par sexe et par âge, selon les sous-régions et les catégories de villes ^{19/}, fournissent le dénominateur pour les calculs des taux globaux et des taux par âge de fécondité, mortalité et nuptialité, tirés des statistiques de l'état civil et de l'enregistrement des mariages, en vue d'étudier les différences par sous-régions et par villes ^{19/}. Les taux de mortalité par âge peuvent être

^{18/} K. Miltner, "Mortality Pattern in Ghana", International Population Conference, Londres, 1969. Research Needs in the Field of Mortality, South East Asia Region, O.S documents, WHO/HS/P/68.21 (1968)

^{19/} Dans le document de la CEA E/UN.14/CNS.6/3 (Addis-Abéba, 1968) on distingue à cet égard trois catégories: urbaine, villes et grandes villes. Cependant, ce genre de calcul ne peut être fait actuellement dans la plupart des pays africains, faute d'un système satisfaisant d'enregistrement des faits d'état civil.

exploités, de manière à établir des tables de mortalité et des fonctions de survie, et les taux de fécondité par âge peuvent conduire à l'analyse de la cohorte ou du couple (d'après la durée du mariage). Ces opérations permettent de calculer diverses projections de la population par segments, grâce à la méthode des composants. Les tableaux de la population par sexe et par âge, selon les sous-régions et les catégories de villes, fournissent également les dénominateurs pour les taux de migration et d'émigration qui entrent aussi dans les projections de la population et permettent d'ajuster les futurs mouvements de la population à partir de l'élément "migration".

32. La structure par sexe et par âge sert à calculer l'équivalent "adulte" de la population quand on estime les besoins totaux et spéciaux en produits alimentaires de protection ^{20/}. La structure par âge de la population régit de nombreux autres besoins en biens et services. Le nombre des naissances des enfants en bas âge et des jeunes enfants détermine la demande en centres de protection maternelle et infantile, en aliments spéciaux et en vêtements pour bébés. De même, la demande relative en jouets, articles de sport, livres et fournitures scolaires, est liée à la proportion de la population d'âge scolaire, proportion très variable selon les cas. La demande d'emploi est fonction de la proportion de la population en âge de travailler. Enfin, les mariages, et les biens et services qui y sont associés, dépendent du nombre de jeunes adultes en âge de se marier - les plans de logements, en particulier, doivent tenir compte des mariages et de l'effectif de ce groupe par sexe et par âge. La morbidité (tuberculose, tumeurs malignes, maladies du cœur et du système circulatoire) a souvent une structure âge-sexe typique et la fourniture de services médicaux spécialisés devrait donc se fonder sur des données de la population par sexe et par âge. L'emplacement des industries de consommation et des services, ainsi que de leurs débouchés, devrait aussi être déterminé, compte tenu de la répartition de la population par sexe et par âge. Enfin, les crédits à allouer aux caisses de retraite dépendent du nombre des personnes âgées, et aussi de l'évolution des taux de survie.

^{20/} L'équivalent "adulte" est un indice approximatif: il faut un certain nombre d'autres caractéristiques pour estimer les besoins nutritionnels et en aliments de protection (Emma Reh, Manuel d'enquête sur la consommation alimentaire des ménages, FAO, Rome, 1962). L'importance de la structure par âge de la population est étudiée par M. Seklani: Variation de la structure par âge et changement de la population active dans les pays sous développés, Congrès international de la population, New York, 1961.

33. Ménages et logement

Tableau R.4: Effectif des ménages et nombre de noyaux familiaux, selon la dimension des ménages, et nombre de personnes ne vivant pas dans un ménage.

Le ménage est, dans la plupart des pays, une unité socio-économique fondamentale. C'est une unité de consommation importante et la demande de certains biens de consommation est souvent liée aux besoins des ménages plutôt qu'à ceux des individus. En outre, dans le secteur de subsistance, le ménage est une unité de production importante. Le nombre, la répartition par dimension et la composition des ménages, ainsi que leurs variations, sont donc des données très utiles pour l'établissement des programmes administratifs et la planification du développement.

34. Le nombre des membres par ménage et par noyau familial dans les différentes régions d'un pays, selon les catégories de villes et les banlieues des grandes villes, indique l'importance des besoins en logements. Souvent, des familles forment un même ménage non pas par tradition seulement, mais aussi, faute de trouver un logement satisfaisant. Dans certains pays, une fraction importante de la population vit dans des concessions ^{21/}. Les personnes qui ne vivent pas dans un ménage comprendront également celles qui ne peuvent le faire, par manque de moyens pour se procurer un logement ^{22/}.

35. Les "Recommandations africaines concernant les recensements de l'habitation prévus pour 1970" ^{23/} comportent un certain nombre de tableaux relatifs à la composition des ménages et des noyaux familiaux, qui fournissent des renseignements supplémentaires sur les ménages. Les tableaux recommandés 5, 6, 7, 10 et 11 qui indiquent l'âge, le sexe, le type d'activité, la branche d'activité économique, la profession et le groupe ethnique du chef de ménage ou de la concession, sont particulièrement utiles pour prévoir les futurs besoins en logements ^{23/}.

^{21/} Dans certains cas, le mari peut vivre dans une concession et les épouses avec les enfants dans une autre. Le concept de la famille fondé sur l'unité d'habitation est alors inapplicable.

^{22/} Un certain nombre de pays africains compte une forte proportion de nomades parmi leurs citoyens. La Somalie par exemple a enregistré deux tiers de nomades dans sa population et le Niger environ 21 pour 100. République somali, Premier plan quinquennal, 1963-1967, Mogadiscio, 1963; République du Niger, Plan de développement économique et social, 1961-1963 (intérimaire).

^{23/} CEA, E/CN.14/G.S.6/2, Addis-Abéba, 1968. Les tableaux sont présentés aux pages 66 à 68 du document.

36. Quand on dispose, grâce à deux recensements (ou enquêtes nationales par sondage), de données sur le nombre et la composition des ménages et sur les caractéristiques du chef de ménage, on connaît les taux de croissance passés des ménages ainsi que les changements survenus dans leur composition. Le taux de croissance passé, modifié par les changements escomptés dans l'accroissement démographique, par le nombre de couples nouvellement mariés et par des facteurs socio-économiques influant sur la formation de nouveaux ménages permet une projection des ménages et une estimation des besoins futurs en logements. On peut pousser les projections aussi loin que nécessaire et que les données le permettent. La dimension des ménages par exemple est différente selon qu'il s'agit du secteur rural ou urbain, et selon la branche d'activité économique et la profession. Il faut donc tenir compte dans les projections du progrès de l'urbanisation et des changements dans la structure: branche d'activité-profession 24/.

37. Les changements dans la dimension des ménages et des familles pourraient influencer en partie sur la petite épargne bien qu'en Afrique, comme dans la plupart des régions en voie de développement, la demande potentielle non satisfaite des biens essentiels est si forte que tout changement dans ce domaine est à peine sensible. 25/

24/ En Afrique, la dimension moyenne des ménages urbains est plus faible que celle des ménages ruraux, surtout à cause de la forte proportion de ménages d'une personne qui existe dans les zones urbaines (36 pour 100 dans la zone urbaine de Zanzibar⁹). Voir également Paul C. Gliese "Family Statistics", The Study of Population, Chicago, 1959 et Frederick F. Stephan, "Statistics Needed to Measure and Project Changes in Marriage and Family Life and Their Demographic Consequences", Proceedings American Statistical Association, 1967. Voir également Statistiques démographiques pour les programmes de logement, en particulier dans la région africaine, document de travail N° 6, Cycle d'études sur les statistiques et programmes de logement pour l'Afrique, Copenhague 1966.

25/ La théorie selon laquelle la petite épargne augmente quand la dimension de la famille diminue, repose sur l'hypothèse que le revenu familial restant stationnaire, la proportion moyenne d'épargne augmente, toutes choses égales par ailleurs. Mais la marge d'épargne est fluide et on dépense davantage pour améliorer l'alimentation, les soins médicaux ou l'éducation. En fait, les plans africains ne prennent guère en considération la petite épargne. On trouve dans le Plan de développement de Madagascar (République malagasy) des recommandations en vue de petits investissements mais il s'agit d'un plus grand nombre d'heures de travail et d'initiative.

38. Le tableau fournit la base pour les enquêtes socio-économiques par sondage à plusieurs degrés - qui ont généralement le ménage comme unité de sondage du dernier degré - et il permet de répartir et de tirer avec probabilité les unités aréolaires du sondage.

39. Etat matrimonial

Tableau R.7 : Population selon l'état matrimonial, l'âge et le sexe

Tableau S.33 : Personne mariée de sexe masculin, selon le nombre d'épouses et l'âge.

Ces tableaux permettent l'étude du facteur mariage qui est généralement le point de départ de la formation d'une famille et d'un nouveau ménage 24/. En l'absence d'un enregistrement satisfaisant des mariages, la répartition par sexe et âge de la population, selon l'état matrimonial, peut fournir des estimations du taux par âge de nuptialité, de divortialité et de veuvage. Le tableau 26, qui donne l'âge au premier mariage, est décrit plus loin aux paragraphes concernant les naissances et la fécondité 26/.

40. Les mariages provoquent une demande, dans l'immédiat et peu après, d'un certain nombre de biens et services particuliers. Par conséquent, la répartition de la population selon l'état matrimonial, et les changements dans cet état, sont importants pour prévoir les naissances par mariage et les taux de fécondité par âge, quand les taux de nuptialité et l'âge de nubilité subissent des changements. L'âge de nubilité lui-même peut aussi être un déterminant du taux de fécondité, et certains pays freinent, ou essaient de freiner, le taux national des naissances en reculant l'âge au mariage 26/.

41. On a également constaté que le mariage était lié à la mortalité des partenaires mais la mortalité moins forte chez des gens mariés peut s'expliquer en grande partie du fait que la population qui se marie est saine et par la stabilité de la vie conjugale. Les maladies contagieuses attaquent généralement les deux partenaires (et d'ailleurs tous les membres du ménage) et fait ainsi apparaître un lien entre la morbidité et la mortalité.

42. Le facteur mariage est également associé au type d'activité de l'épouse et il est utile à connaître pour estimer quel sera dans l'avenir le taux d'activité des femmes. Le tableau 27, traité plus loin, concerne directement

26/ Les mariages précoces sont très courants dans de nombreux pays africains. En Inde, l'âge de nubilité pour les femmes est le plus précoce, et l'on envisage sérieusement dans ce pays de le reporter à 3 ou 5 ans plus tard. Le taux des naissances est tombé brusquement en Irlande, au 19^{ème} siècle quand on a reculé l'âge de nubilité. Des estimations de l'âge au mariage sont naturellement soumis aux biais dans les déclarations d'âge. E. van de Walle, "Marriage in African Censuses and Enquiries" The Demography of Tropical Africa, Princeton, 1967.

ce problème. La structure typique (mais elle n'est pas forcément vraie pour tous les pays ou toutes les cultures) est caractérisée par une pointe très marquée de la courbe représentant le taux d'activité des jeunes filles, courbe qui diminue au moment du mariage et des responsabilités familiales, pour s'élever de nouveau - mais d'une façon moins accentuée - pour les femmes d'âge moyen dont les enfants sont élevés, ou qui deviennent veuves ou séparées 27/.

43. Migration et redistribution de la population

Tableau R.8 : Population selon le groupe ethnique, le lieu de naissance, l'âge et le sexe.

Tableau S.30 : Population selon la durée de résidence dans la localité et la grande division administrative, par âge et par sexe.

Tableau S.31 : Population selon le lieu de résidence habituel et le lieu de résidence antérieur, par sexe.

La migration au travers de limites provoque un accroissement démographique pour le territoire circonscrit par ces limites. La migration est souvent très variable, et les prévisions concernant son évolution peuvent être très sujettes à caution (à l'exception peut-être de la migration rurale vers les villes).

44. La migration interne provoque une redistribution de la population, attirée par des perspectives ou des possibilités de vie meilleure (sauf dans le cas des mouvements de réfugiés) 28/ et la croissance urbaine s'explique par cette redistribution. Il importe donc d'avoir des estimations du niveau passé des migrations - indiquant les tendances futures - pour calculer les projections de la population pour l'ensemble du territoire, par zones rurale et urbaine 29/, et entre les sous-régions. Etant donné la forte variation de la migration, dans les projections de base de la population totale, on ne procède qu'à des ajustements à des niveaux plus larges pour le facteur migration.

27/ Aspects démographiques de la main-d'oeuvre et participation à l'activité économique selon le sexe et l'âge, Nations Unies, No de vente : 61.XIII.4; La croissance démographique et la main-d'oeuvre au Soudan, Nations Unies, No de vente : 64.XIII.5.

28/ Un certain nombre de pays africains ont signalé un nombre important de réfugiés sur leurs territoires : Ouganda, Nigéria, République centrafricaine, Burundi, République démocratique du Congo et Sénégal. Voir publications du Haut Commissariat pour les réfugiés.

29/ Des projections de la population urbaine ont été effectuées par exemple en Côte-d'Ivoire et à Madagascar. République de Côte-d'Ivoire, Première esquisse du Plan quinquennal de développement, 1971-1975, Abidjan (1968). La population urbaine d'après les estimations doit passer à 40 pour 100 en 1980. Madagascar, Plan de développement économique et social, Programme 1958/62 - facteur de migration interne a été pris en considération.

45. Les tableaux par lieu de naissance, âge et sexe, donnent une mesure de la migration totale au moment du dénombrement 30/. La courbe cumulée de la migration totale donne aussi des indications sur l'intensité des courants migratoires dans les divers groupes d'âge (en supposant un niveau stable dans le passé). Le tableau 31 selon le lieu de résidence habituelle et le lieu de résidence antérieur fournira une mesure relativement plus exacte des courants de migration car il donne la moyenne de la durée du changement précédent de résidence. Les tableaux fournissent le sens et la distance de la migration.

46. Le tableau par groupe ethnique présente une importance particulière quand on envisage l'installation de certains groupes ethniques ou qu'on les traite séparément dans les plans nationaux ou régionaux 31/.

47. Le tableau selon la durée de résidence dans la localité, considéré avec deux autres tableaux relatifs aux migrations, permet d'améliorer les estimations de la migration nette dans des conditions stables. Il indique quelle proportion des mouvements migratoires sont à courte échéance, à moyenne échéance ou à longue échéance.

48. Un autre tableau utile des "Recommandations africaines concernant les recensements de l'habitation prévus pour 1970" 23/, est le tableau 19 qui, indiquant la répartition des ménages selon la durée d'occupation dans l'habitation actuelle, renseigne également sur un autre aspect de la migration.

49. On peut aussi avoir besoin, pour l'étude de la migration, d'un certain nombre de renseignements auxiliaires connexes qu'on obtiendra grâce à des enquêtes spécialisées par sondage effectuées au cours du recensement ou indépendamment. Par exemple, on pourra chercher à comprendre les raisons de la migration, à savoir si la personne effectue la migration seule et reste seule ou est suivie peu de temps après par d'autres membres de la famille; parfois, il est utile de connaître aussi le lien entre la migration et le niveau d'instruction ainsi que le revenu avant la migration 30/.

50. On peut avoir besoin de mesurer la migration à court terme, qui aura probablement des caractéristiques différentes de la migration à long terme. Enfin pour planifier efficacement le système de transport et le logement dans

30/ Ajit Das Gupta, "Types and Measures of Internal Migration", Congrès international de la population, Vienne, 1959.

31/ L'Afrique du Sud, le Sud-Ouest africain et l'Algérie (avant 1960) comptaient plus de 10 pour 100 de population non africaine. Le Maroc, la Tunisie, le Kenya, la Zambie, l'Angola et le Swaziland ont également une forte proportion de non-Africains. On trouve également dans les pays du continent des groupes ethniques africains différents.

les banlieues des grandes villes, on peut avoir besoin de mesurer les déplacements effectués pendant le jour pour se rendre au travail, au marché ou dans des centres éducatifs et sociaux 30/.

51. Type d'activité

Tableau R.9 : Personnes de... et plus, selon le groupe ethnique, le type d'activités, l'âge et le sexe.

Tableau S.22 : Population inactive selon le groupe ethnique, la catégorie fonctionnelle, l'âge et le sexe.

Tableau S.34 : Personnes en chômage durant la semaine de référence, selon le groupe ethnique, la situation relative à l'emploi au cours des douze derniers mois, l'âge et le sexe.

Un certain nombre de plans africains ont pour objectif de créer plus d'emplois et d'utiliser plus efficacement la main-d'œuvre disponible 31/.

32/ La plupart des pays ont un objectif d'emploi dans leur plan. Le Sénégal insiste sur le secteur agricole, car environ 85 pour 100 de la population vit de l'agriculture : République du Sénégal, Plan quadriennal de développement, 1961-64. L'une des politiques à long terme du Ghana est le emploi : Seven-year Development Plan, 1963-70; Accra 1964. Dans son introduction, au Gouvernement du Kenya, Development Plan, 1964-70, le Premier ministre Jomo Kenyatta a fait observer que tous les programmes destinés à augmenter le bien-être social devaient commencer à résoudre le problème du chômage. La République du Cameroun, dans son Deuxième plan quinquennal de développement économique et social, 1966-71, envisage de mieux utiliser le potentiel actif de la population par une meilleure répartition territoriale, une amélioration des qualifications professionnelles et une utilisation plus efficace du temps de travail. La Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, dans son Federal Government Development Plan, 1962-65 (Salisbury, 1962) mentionnait que le chômage et le sous-emploi existant, non seulement constituaient de graves problèmes sociaux mais traduisaient un emploi insuffisant des ressources économiques. La République de Zambie, dans son First National Development Plan, 1966-70 (Lusaka, 1966), fait de l'augmentation de l'emploi un objectif absolument prioritaire. Le Royaume du Maroc, dans son projet de plan quinquennal 1968-72 établit les besoins en emplois supplémentaires pour les 5 prochaines années, séparément pour les secteurs rural et urbain et pour les hommes et les femmes, compte tenu du taux d'accroissement élevé (2,3 pour 100) de la population active. La République arabe unie, dans le General Frame of the Five-year Plan for Economic and Social Development, 1960-63 (Le Caire, 1960) affirme que l'action sociale la plus importante est de fournir des travaux productifs à ceux qui veulent et peuvent travailler.

52. Ces tableaux permettent de calculer le taux d'activité par sexe et par âge (et si l'on veut par groupe ethnique) ainsi que la répartition par sexe et par âge des chômeurs (pour la semaine de référence) avec leur situation relative à l'emploi au cours des 12 derniers mois. Le tableau 22 permet également de calculer la répartition par sexe et par âge des deux groupes qui ne font pas partie de la population active - les étudiants et les femmes au foyer.

53. Les taux d'activité sont indispensables pour les estimations de la main-d'oeuvre. Quand on dispose, à partir d'un certain nombre de recensements ou d'enquêtes nationales par sondage, de résultats présentés en série chronologique, il est possible de discerner les futures tendances probables. Mais souvent, il faut emprunter les taux futurs d'activité par sexe et par âge à des pays dont le stade de développement est plus avancé et qui fournissent des précédents analogues. Parfois, les taux dans des localités plus urbanisées et industrielles d'un même pays, qu'on peut tirer d'une analyse statistique du dernier recensement, peuvent indiquer les futurs profils. Enfin, les taux d'activité changent avec le développement et diminuent généralement pour le groupe des jeunes (âge scolaire) et pour le groupe des personnes âgées (retraite), ainsi que pour les femmes dans les pays où le taux d'activité féminine était élevé au stade pré-industriel 33/.

54. Le tableau 9 indique la répartition par sexe et par âge des chômeurs classés en deux catégories : personnes cherchant du travail pour la première fois et chômeurs véritables. Le tableau 34 fait apparaître en plus le noyau des personnes en chômage qui n'ont pas travaillé au cours des douze derniers mois et en faveur desquelles il faut peut-être prendre des mesures particulières. Tous ces renseignements servent à la planification des possibilités d'emploi. Si l'un des objectifs du plan est d'augmenter ces possibilités ou de mieux utiliser la main-d'oeuvre, on aura besoin d'une mesure de base du niveau de l'emploi et de l'utilisation de la main-d'oeuvre 34/. Les tableaux ci-après fournissent des indicateurs globaux de l'emploi.

55. En fait, pour formuler un plan satisfaisant d'utilisation de la main-d'oeuvre et pour l'évaluer, on a réellement besoin d'un nombre beaucoup plus grand de données approfondies. Il faudra connaître les facteurs suivants : heures ou journées de travail selon les saisons, revenus, intensité de l'activité,

33/ Un certain nombre de pays africains enregistrent des taux élevés d'activité féminine, par exemple, le Lesotho, la Guinée portugaise, le Dahomey, Madagascar, la Côte-d'Ivoire, le Congo-Kinshasa, voir Guide démographique pour l'Afrique, CEA, 1968 et voir aussi note 27/. Le taux d'activité féminine (femmes de plus de 15 ans) a diminué en Yougoslavie, passant de 77 pour 100 en 1948 à 41 pour 100 en 1953.

34/ Ajit Das Gupta, An Empirical Approach to the Measurement of Under-employment, Institut international de statistique, Tokyo, 1960.

heures supplémentaires, attitude au travail, niveau d'instruction ou qualification professionnelle des personnes en chômage, en sous-emplois et des nouveaux venus sur le marché du travail, ainsi que leur répartition par sous-régions et par secteurs rural et urbain. Ces données approfondies peuvent être recueillies convenablement aux moyens d'enquêtes par sondage, spécialement conçues à cet effet 34/.

56. Dans le secteur de subsistance ou dans le secteur des ménages, il est parfois difficile d'identifier les chômeurs, car les travaux sont répartis entre toutes les personnes disponibles dans le ménage, certaines ne faisant que des heures nominales de travail. Ainsi, avec le développement et le passage à une économie de marché, une partie de travailleurs sous-employés et non rémunérés des ménages vient sur le marché du travail, grossir le nombre des chômeurs. Par contre, les personnes réellement nécessaires au foyer quittent la population active. Parfois, l'effort de développement entraîne ce spectacle déprimant d'un rétrécissement de la population active, accompagné d'une augmentation du chômage 35/. L'évaluation de l'effort de développement qui tend à créer un plus grand nombre d'emplois, ne peut se faire que par une mesure globale de l'emploi de la population grâce à des enquêtes spécialisées par sondage, et l'on doit se rendre compte des limites du recensement à cet égard 34/.

57. Avec la répartition par âge des étudiants qui est indiquée au tableau 22, on peut recouper les taux de fréquentation scolaire que fournissent les dossiers des établissements d'enseignement et, en l'absence de ces dossiers, on peut avoir une indication des taux de fréquentation scolaire par âge. Les taux de fréquentation scolaire sont obtenus directement par le tableau 19, qui est décrit plus loin. Les projections de la population en âge d'étudier, compte tenu des progrès prévus dans les taux d'inscriptions scolaires, fournissent des estimations des besoins, à l'avenir, en nouveaux établissements d'enseignement.

35/ On trouve un exemple très frappant de ce phénomène à Porto-Rico où, entre 1950 et 1960, la proportion des chômeurs a augmenté malgré un taux d'investissement élevé et une forte migration de la main-d'oeuvre vers les Etats Unis. T.J. M'Boya, dans "Priority in Planning", Education, Employment and Rural Development (Nairobi 1967) a fait ressortir le problème critique du chômage au Kenya. Il a fait remarquer que le salariat en 1955 n'était pas aussi nombreux que dix ans plus tôt, malgré un élargissement important de la couverture et un excédent de 50 pour 100 dans le PIB monétaire. Au cours de la Conférence de Kericho, on a estimé à 500.000 le nombre des personnes sous-employées au Kenya, soit l'équivalent de 700.000 année homme, contre 2,3 à 2,5 millions d'employés et un noyau de chômeurs de 200.000 personnes seulement. Une partie du retard noté dans la croissance de l'emploi provient de l'exécution d'un plus grand nombre de projets à prédominance de capital et de nouveaux projets dans le secteur monétaire qui ont pour résultat parfois de mettre au chômage ou de rendre inactives les personnes employées dans l'artisanat et le secteur des ménages.

58. L'espérance de vie active escomptée dans l'avenir peut être calculée à partir de ces tableaux ainsi que les tables spécifiques de mortalité de la population active (obtenues à partir du taux de morbidité révélé par des décès déclarés au cours de la vie active).

59. Type d'activité - branche d'activité économique, profession et situation dans la profession

Tableau R.10 : Population active, selon le groupe ethnique, la branche d'activité économique, l'âge et le sexe.

Tableau R.11 : Population active, selon le groupe ethnique, la profession, l'âge et le sexe.

Tableau R.12 : Population active, selon le groupe ethnique, la situation dans la profession, l'âge et le sexe.

Tableau R.13 : Population active, selon le groupe ethnique, la situation dans la profession, la branche d'activité économique et le sexe.

Tableau R.14 : Population active, selon le groupe ethnique, la situation dans la profession, la profession et le sexe.

Tableau R.15 : Population active, selon le groupe ethnique, la branche d'activité économique, la profession et le sexe.

Tableau S.23 : Population active, selon le groupe ethnique, la profession, le niveau d'instruction, l'âge et le sexe.

Tableau S.27 : Population active de sexe féminin, selon le groupe ethnique, l'âge, l'état matrimonial et le nombre d'enfants d'âge préscolaire.

Cette série de huit tableaux traite plus particulièrement de la production de biens et services, c'est-à-dire du numérateur (en termes de quantités) de l'indice du bien-être matériel. La population active (selon le groupe ethnique) est répartie par sexe et par âge selon la profession, l'activité de l'établissement (branche d'activité économique) et la situation dans l'emploi de chaque membre de la population active, ce qui permet de dresser un certain nombre de tableaux utiles à entrées multiples. Par exemple, le tableau sur la répartition par profession, niveau d'instruction et âge (tableau 23) donne une indication du niveau d'instruction requis dans différents groupes professionnels. Le tableau 27 qui classe la population active de sexe féminin par état matrimonial et nombre d'enfants d'âge préscolaire indique le taux actuel d'activité des femmes mariées, taux qui peut changer avec le développement et la modification de la composition de la famille 33/.

60. Le nombre de personnes employées dans les diverses branches d'activité économique et professions sert à estimer d'une certaine manière le PIB 36/. Ces tableaux fournissent la répartition de base.

61. La répartition de la population active par branche d'activité économique, profession et situation dans la profession sont des éléments de base des plans de développement économique. Ces plans visent à modifier la structure des branches d'activité et de la situation dans la profession, pour donner plus d'importance aux industries manufacturières et aux secteurs secondaire et tertiaire, au détriment de l'agriculture et du secteur primaire; ils cherchent également à faire passer les travailleurs du secteur traditionnel des entreprises familiales et les travailleurs familiaux non rémunérés dans le secteur moderne des entreprises organisées et dans le salariat 36/. Quand il y a pénurie de certaines catégories de personnel - enseignants, infirmiers, mécaniciens, chercheurs, médecins, ingénieurs, etc. - on peut étendre les classifications et les tableaux de manière à faire le point des insuffisances actuelles de main-d'œuvre afin de mesurer, par des recensements successifs, les progrès accomplis 37/.

36/ Annuaire de statistiques des comptabilités nationales, 1966, Nations Unies, No. de vente : E.67.XVII.14. Si le nombre d'employés ou de travailleurs pour compte propre et leur revenu moyen sont utilisés dans l'estimation de certains secteurs du revenu national, leur application est évidente pour montrer la répartition des revenus. On trouvera d'autres applications de ces tableaux dans Henri Lercoux et Jean-Pierre Allier, Planification en Afrique : Six fonctions de production et modèles, Paris, 1963.

37/ La pénurie de personnel technique et la priorité accordée à la formation des cadres sont une caractéristique presque universelle des pays africains. République du Congo, Plan triennal; République du Kenya, Development Plan, 1966-70, Nairobi, 1966; République du Ghana, Two-Year, Development Plan, 1968-70, Accra, 1968; Fédération du Nigéria, National Development Plan, 1962-69, Lagos; Ethiopie, Second Five-Year Development Plan, 1963-67, Addis-Abéba, 1962; Gouvernement du Sierra Leone, 1962-72; Freetown, 1962; République du Niger, Plan quadriennal 1965-68. Nous n'avons mentionné que quelques plans mais tous signalent combien la pénurie de personnel qualifié et expérimenté limite les efforts de développement, et tous prévoient la création de moyens de formation et d'établissements universitaires pour améliorer la situation. Le Malawi, dans son Development Programme 1967, Zomba, 1967, envisage un programme d'éducation destiné à former un plus grand nombre de professeurs, administrateurs, agronomes, ingénieurs, artisans et techniciens qualifiés.

62. Le tableau 15 donne la répartition par profession et par branche d'activité économique de la population; consulté en même temps que le tableau 23, il peut indiquer le niveau d'instruction requis pour une profession donnée, par branche d'activité économique. Ces tableaux pris ensemble font apparaître la nature des programmes d'enseignement nécessaires pour former la main-d'oeuvre qualifiée exigée par le développement industriel qu'on envisage dans le plan. La structure de la formation requise dans les diverses branches d'activité économique dépend non seulement de la classification très large par établissement industriel - que fournissent les tableaux sur la situation dans la profession - mais aussi du degré de mécanisation des usines à créer. La structure actuelle des besoins de formation ne correspond pas nécessairement aux besoins qui résulteront dans l'avenir des projets envisagés. On a généralement recours à des coefficients tirés de précédents applicables. Mais l'analyse statique du niveau d'instruction par âge et par profession dans une branche d'activité économique donne quelques indications sur l'ampleur plausible des changements qui surviendront dans les besoins de formation, à la suite de l'application de techniques nouvelles.

63. Les renseignements contenus dans ces tableaux peuvent même servir au stade du choix de la stratégie à adopter, lors de l'élaboration du plan. L'existence, par exemple, d'une large proportion de manoeuvres peut inciter à adopter des méthodes industrielles qui font une plus large place à la main-d'oeuvre qu'aux techniques 38/.

64. La proportion de main-d'oeuvre employée dans l'agriculture est un indicateur du niveau de développement industriel. La proportion des travailleurs familiaux non rémunérés pourrait servir d'indicateur analogue. Les groupes par branche d'activité économique et par profession fournissent les dénominateurs qui servent au calcul de la fécondité et de la mortalité différentielles quand on dispose de statistiques satisfaisantes de l'état civil et d'un moyen de relier ces statistiques aux résultats du recensement. A mesure que la productivité augmente dans l'agriculture, par suite du progrès, la main-d'oeuvre rurale devient davantage excédentaire. Les problèmes de chômage, d'exode vers les villes et d'utilisation de cet excédent font donc partie du processus de

38/ Les classifications appropriées sont importantes pour l'analyse. De nombreux pays par exemple éprouvent des difficultés à établir une série de classifications combinées par branche d'activité - profession - situation dans la profession, qui leur soit utile pendant la phase de leur développement sans être trop vastes et difficiles à comprendre. La Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) et la Classification internationale type des professions (CITP) fournissent des classifications type détaillées. L'exode vers les villes et le développement urbain sont mentionnés spécifiquement dans le Plan intérimaire de développement économique et social 1964-68, République du Congo et dans le Plan quadriennal de développement économique et social 1963-66, République islamique de Mauritanie.

planification du développement 38/ et on peut trouver des indications sur l'importance de ces éléments dans les tableaux susmentionnés.

65. Le groupe des employés, qui comprend les chômeurs, est particulièrement important à connaître dans tous les pays où il existe un régime de sécurité sociale et d'assurance contre la maladie et le chômage. Les travailleurs occasionnels qui connaissent de courtes périodes d'emploi et de chômage, sont très nombreux dans maints pays d'Afrique. Il faudra les compter parmi les employés s'ils ont un emploi au moment du recensement. Cependant, ils ne sont généralement pas habilités à recevoir toutes les prestations de la sécurité sociale et on peut avoir besoin de les considérer à part.

66. La répartition par branches d'activité économique et par régions du territoire est utile pour décider de l'emplacement des nouvelles industries et pour maintenir l'équilibre entre les régions. Ce genre de renseignement peut être utile également pour les plans d'installation de certains groupes ethniques 39/.

67. Les tableaux par branches d'activité économique et par profession permettent de recouper les données repères sur les établissements qui ont déclaré des employés. Ils complètent également ces données quand, comme c'est le cas généralement, les déclarations de l'établissement ne sont pas ventilées jusqu'au secteur de l'artisanat ou des entreprises familiales. Ils fournissent donc des matériaux pour établir le plan des enquêtes par sondage sur les industries et sur les employés de diverses industries (par exemple, les études sur la productivité ou le revenu moyen).

68. Aptitude à lire et à écrire et niveau d'instruction

Tableau R.16 : Personnes de 10 ans et plus, selon l'aptitude à lire et à écrire, l'âge et le sexe.

Tableau R.17 : Personnes de 25 ans et plus, selon le niveau d'instruction, l'âge et le sexe.

Tableau R.18 : Personnes de ... à 24 ans, selon la fréquentation scolaire, le niveau d'instruction, l'âge et le sexe.

39/ Dans son Ten-Year Plan of Economic and Social Development, 1961-71, la République du Soudan s'est fixée comme objectif de supprimer les obstacles qui empêchent la population des zones défavorisées de participer au secteur monétaire moderne. Dans son Deuxième Plan quadriennal de développement économique et social, 1965-69, la République du Sénégal a prévu toute une série de programmes par régions, à l'intérieur de son territoire, qui tiennent compte des ressources naturelles et des facteurs de développement et de population dans chaque région. Enfin, la République du Congo dans son Plan intérimaire de développement économique et social, 1964-68, mentionne spécifiquement le développement agricole de la Vallée du Niari.

Tableau R.19 : Personnes de ... à 24 ans, selon la fréquentation scolaire, l'âge et le sexe.

L'aptitude à lire et à écrire constituent des objectifs finaux du plan, en tant qu'éléments du niveau de vie que les plans visent à relever 40/, et aussi des objectifs intermédiaires du point de vue de la main-d'oeuvre qualifiée à former pour assurer le progrès industriel.

69. La répartition de l'analphabétisme par sexe, groupes d'âge et localités donne les renseignements requis pour remédier à la situation puisqu'elle permet de savoir où créer des écoles de divers types et organiser l'éducation pour les adultes 41/. Le tableau 17 en particulier, indique les disponibilités en main-d'oeuvre qualifiée par rapport aux besoins actuels et futurs de cette catégorie de main-d'oeuvre résultant des projets de développement, ainsi que les limites éventuelles imposées par la pénurie de personnel qualifié dans diverses spécialités 37/, et les besoins en programmes de formation à élaborer dans le plan pour répondre aux futures exigences en personnel.

70. Certains pays peuvent désirer enregistrer et mettre en tableaux le nombre de ceux qui ont acquis une formation dans des spécialités où l'on manque de personnel - enseignants et chercheurs scientifiques, infirmiers et médecins, mécaniciens et ingénieurs - auquel cas, on utilisera des classifications supplémentaires pendant le recensement. De tels tableaux, et les registres de centres supérieurs quand ils existent, permettront de vérifier mutuellement les renseignements provenant de deux sources.

40/ Généraliser l'alphabétisme et relever le niveau d'instruction sont une caractéristique de tous les plans africains. On en citera quelques-uns : Le Plan de développement économique et social du Gabon 1966-71, prévoit des écoles pour 80 pour 100 des enfants de 6 à 16 ans; le Plan septennal 1964-71 de la Guinée envisage des mesures pour améliorer l'enseignement et signale que la proportion de la population d'âge scolaire fréquentant les écoles est passée de 8 pour 100 en 1958 à 50 pour 100 en 1964. La Zambie, dans son Outline of Transitional Development Plan 1965-66, place l'enseignement juste après la défense et l'administration dans sa liste des priorités et lui réservait des crédits importants par rapport à ses ressources. Enfin, le Botswana, dans le Transitional Plan for Social and Economic Development (Gaborone, 1966), tout en faisant de l'enseignement un objectif prioritaire (avant la santé), mentionnait que 40 nationaux seulement avaient un diplôme universitaire.

41/ Des projets d'éducation des adultes sont spécifiquement mentionnés dans les plans suivants : Kenya - Development Plan 1964-70 (Nairobi, 1964) ; Protectorat du Betchouanaland, Development Plan 1963-66; Ghana, Ten-Year Development Plan 1968-70, etc. Il est probable que certains recensements africains contiennent des biais et des erreurs graves dans les déclarations relatives à l'alphabétisme. Etant donné l'importance accordée au relèvement du niveau d'alphabétisme, il serait bon, dans les pays où l'on a constaté de telles insuffisances, de procéder à une vérification par sondage en demandant aux déclarants de fournir à l'appui un test écrit.

71. Un tableau à entrées multiples par âge, indique le progrès réalisé par l'alphabétisme et le niveau d'instruction dans le temps ou, quand on dispose de statistiques scolaires, permet de procéder à un recoupement pour vérifier l'exactitude de ces statistiques.

72. Les tableaux 18 et 19 répartissent les personnes âgées au plus de 24 ans d'après la scolarité accomplie et donnent une mesure directe de l'efficacité et de la portée des systèmes d'enseignement, par localités. Le tableau indiquant à la fois la durée des études et le niveau d'instruction est important pour comprendre quelle proportion d'élèves continuent leurs études, et quelle proportion abandonnent, et à quel stade. Ces tableaux indiquent successivement les différents pourcentages par degré, entre l'école et l'université. Le tableau par année d'âge est utile pour projeter le nombre de places dans les écoles ou les établissements universitaires dont on aura vraisemblablement besoin, par année, dans l'avenir.

73. Les projections des places requises dans les écoles et universités sont tirées des projections de la population à l'année de référence, en appliquant les pourcentages d'admission et de fréquentation probables, calculés d'après les tendances actuelles et les plans futurs 42/.

74. Natalité et fécondité

Tableau R.20 : Population de sexe féminin de ... ans et plus, selon l'âge et le nombre d'enfants nés vivants.

:
Tableau R.21 : Population de sexe féminin de ... ans et plus, selon l'âge et le nombre d'enfants en vie au moment du recensement.

Tableau S.24 : Population de sexe féminin de ... ans et plus, selon l'âge, le nombre d'enfants nés vivants et le niveau d'instruction.

42/ Des projections de la population d'âge scolaire ont été faites en Tunisie - Plan quadriennal 1965-68 - à Madagascar - Plan quinquennal 1964-68 (Tananarive) qui estime également la population d'étudiants jusqu'en 1973. Kyale Mwendwa dans "Constraints and Strategy in Planning Education", Education, Employment and Rural Development, (Nairobi, 1967) signale que le taux d'inscriptions dans le secondaire par rapport au primaire, était de 47:1000 au Kenya (gain de 100 pour 100 depuis 20 ans) et donne des projections de la population d'âge scolaire dans ce pays. Le taux d'inscriptions dans le secondaire par rapport au primaire était de même niveau au Ghana (39:1000 en 1960) mais on notait des différences de l'ordre de 1:5 dans la fréquentation scolaire selon les régions du pays: W. Birmingham, I. Neustadt, E.N. Omaboe, A Study of Contemporary Ghana (Londres, 1967).

Tableau S.26 : Population de sexe féminin de ... ans et plus, selon l'âge, le nombre d'années depuis le premier mariage et le nombre d'enfants nés vivants.

Tableau S.28 : Population de sexe féminin, de ... ans et plus, selon l'âge et le nombre d'enfants nés vivants au cours des douze derniers mois.

Les tableaux 20, 24 et 26, indiquent la descendance actuelle des femmes par âge, en ce qui concerne les naissances vivantes. Les deux derniers sont des tableaux à entrées multiples permettant de repérer les différences dans la fécondité selon le niveau d'instruction et la durée du mariage (c'est-à-dire par l'âge au moment du mariage).

75. La descendance actuelle ou le nombre total des enfants nés, ainsi que les tendances dans le nombre par âge de la mère, peuvent servir à estimer les taux actuels de fécondité par âge et la natalité totale dans la population, quand les données de l'état civil ne sont pas satisfaisantes ^{43/}. Même quand ces données sont considérées comme exactes, les tableaux permettent de vérifier et de compléter les statistiques de l'état civil en ce qui concerne les interrelations de la descendance actuelle et du niveau d'instruction ou de la durée du mariage. Le tableau 24 aide à montrer comment l'avancement de l'instruction de la femme peut influencer sur sa fécondité. Ces tableaux fournissent également la base pour calculer le taux de fécondité par parité. Si l'on dispose de renseignements provenant de recensements successifs, on pourra comparer directement les niveaux de la fécondité de la cohorte, ainsi que les changements y afférents.

76. La collecte des données intéressant le tableau 28 doit être faite, de préférence, par sondage. Les erreurs de mémoire surviennent dans les enquêtes rétrospectives et une analyse satisfaisante implique une série de questions subsidiaires ^{43/}. Le tableau 28 indique le niveau actuel de fécondité et les estimations des naissances courantes. En comparant ces données avec des estimations obtenues à partir des autres tableaux décrits dans cette rubrique, on peut discerner les tendances de la fécondité et les taux de natalité. Mais sauf si les données du tableau 28 sont réunies par sexe de l'enfant né, on ne pourra pas tirer de ces tableaux le rapport de masculinité des naissances dont on a besoin pour les projections de la population.

^{43/} Agit Das Gupta, "Determination of Fertility Level and Trend in Defective Registration Areas" dans le Bulletin de l'Institut international de statistique, 30ème session, Stockholm. R.K. Som, "On Recall Lapse in Demographic Studies" Congrès international de la population, Vienne, 1959, et "Recall Lapse in Demographic Inquiries" (en publication. M.A. El-Badry, "Errors in Parity Data" Congrès international de la population, Ottawa, 1963 (Liège, 1964).

77. Le tableau 21 qui donne le nombre d'enfants en vie au moment du recensement, constitue une vérification du tableau 20 et peut améliorer la couverture des déclarations du nombre total nés vivants. Il donne également une indication de la mortalité, en particulier dans les premières années de la vie ^{44/}. On dispose ainsi de renseignements supplémentaires pour recouper les statistiques de l'état civil. Le tableau permet aussi l'étude directe de la composition de la famille biologique, qui n'est pas possible à partir d'autres questions du recensement.

78. L'importance des niveaux et tendances de la natalité, des taux de natalité et des taux de fécondité pour la planification a déjà été signalée. Une population donnée vieillit avec le temps, est augmentée par les naissances, diminuée par les décès et est modifiée par la migration, pour devenir la population au moment suivant du dénombrement. Les prévisions des tendances spécifiques de la fécondité et l'estimation des futures naissances, sont donc des éléments essentiels des projections de la population.

79. Décès et mortalité

Tableau S.29 : Nombre de décès survenus au cours des douze derniers mois, selon le sexe et l'âge du défunt.

Ce tableau fournira une estimation des décès, du taux des décès et de la mortalité par groupes d'âge. Comme la fécondité, la mortalité est un élément essentiel des projections de la population, et il est indispensable de l'évaluer exactement dans toute analyse de la dynamique de la population. Le tableau peut fournir une utile vérification des méthodes et des taux, quand les statistiques de l'état civil sont considérées comme satisfaisantes.

80. Même quand le tableau a été établi grâce à des données réunies par sondage et qu'il présente de fortes variations ou des insuffisances à certains égards, il peut indiquer la structure par âge et par sexe de la mortalité particulière

^{44/} C.A.L. Myburgh "Estimating the Fertility and Mortality of African Populations from the Total Number of Children Ever Born and the Number Still Living" dans Population Studies, Vol. 10, No.2. W. Brass, "The Construction of Life Tables from Child Survivorship Ratios", Congrès international de la population, New York, 1961. W. Brass, A.J. Coale P. Demny, D. Heisel, F. Lorimer, A. Romaniuk et E. van de Walle, "The Demography of Tropical Africa", Princeton 1967; Methods of Estimating Basic Demographic Measures from Incomplete Data, Nations Unies, No. de vente : 67.XIII.2, New York, 1967.

à un pays. Une série de tables type de la mortalité, comme celle qu'a établie l'Organisation des Nations Unies 45/, pourrait alors être ajustée de manière à correspondre à la structure de la mortalité par sexe et par âge du pays, qui ressort du tableau, et être utilisée pour des projections.

81. Il existe plusieurs autres moyens de mettre à profit des données déficientes sur les décès. Certains seront traités dans la section sur l'estimation à partir de données ajustées et sur l'analyse intermédiaire. Les tableaux montreront s'il existe de grandes différences dans la mortalité entre les campagnes et les villes. Les décès répartis par grandes causes de décès (maladies contagieuses, autres caractéristiques des décès des nouveaux-nés et des jeunes enfants, causes dues à la dégénérescence) sont utiles pour estimer les tendances futures de la mortalité mais il est difficile, dans les pays en voie de développement, d'obtenir des renseignements valables sur ces causes au cours d'enquêtes par sondage, car il n'existe pas toujours un bon système de certificats de décès 48/. Les statistiques des causes des décès sont encore plus importantes pour l'élaboration des programmes de santé publique 46/.

82. De même que pour les naissances courantes, on recommande de réunir par sondage des données sur les décès courants (survenus dans les douze derniers mois). La déclaration des décès sur une période d'un an peut être entachée de fortes erreurs de mémoire 43/, et le questionnaire et le plan du tableau devraient permettre l'analyse de la réminiscence. On peut noter une complication supplémentaire en ce qui concerne les décès : les ménages peuvent disparaître ou se fondre (à d'autres) à la mort du seul membre du ménage ou de son chef. Il faudra donc procéder à l'ajustement convenable pour rectifier cette omission.

45/ Shémas de variation de la mortalité selon l'âge et le sexe - Tables type de mortalité pour les pays sous-développés, Nations Unies, No. de vente : 55.XIII.9. Voir également, S. Ledermann et J. Breas, "Les dimensions de la mortalité", Population, 14, 1959; "Etat et évolution récente de la mortalité dans le monde", Nations Unies, No. de vente : 62.XIII.2. E. Adams et P.S. Menon, "Données et études nécessaires pour l'amélioration des perspectives démographiques en Afrique tropicale", Congrès international de la population, Belgrade 1965, Nations Unies.

46/ Research in Public Health Aspects of Mortality Trends and Levels : Recent Experience and Future Trends, WHO/HS/WP/68.3 (1968). G.Z. Johnson "Influence des services de santé publique sur les niveaux et les tendances de la mortalité et de la morbidité dans les pays en voie de développement" Congrès mondial de la population, Nations Unies No de vente : 66.XIII.6.

AUTRES SOURCES, ANALYSES ET APPLICATIONS

83. Dans cette section on ne mentionnera que brièvement d'autres sources administratives courantes de renseignements démographiques, car ces sources ne sont pas encore bien développées en Afrique. Dans ce domaine, les enquêtes par sondage trouvent relativement un plus grand nombre d'applications. Nous les avons exposées plus haut dans le document et nous y reviendrons brièvement dans cette section. Nous mentionnerons également les techniques d'évaluation et d'ajustement, les estimations, l'analyse intermédiaire et les projections de la population, laissant de côté les détails méthodologiques qu'on peut trouver dans les références citées et d'autres ouvrages de base.

Enregistrement des faits d'état civil et autres sources administratives courantes

84. De toutes les sources administratives courantes fournissant des données sur la population, en dehors du recensement, l'enregistrement des faits d'état civil est la plus importante. En fait, dans les pays en voie de développement qui possèdent un enregistrement complet des faits d'état civil, on utilise ce système pour vérifier les données du recensement, en particulier pour le groupe des enfants en bas âge et des jeunes enfants où il y a souvent erreur par défaut dans le dénombrement. En combinaison avec la population recensée par sexe et par âge à l'année de référence, les statistiques de l'état civil indiquent les taux de fécondité et de mortalité par âge ainsi que le taux d'accroissement naturel des différentes catégories de la population. Les naissances sont enregistrées par sexe et l'on a besoin du rapport de masculinité à la naissance pour les projections de la population, rapport qui est fourni également par les statistiques de l'état civil. Celles-ci indiquent en outre les variations saisonnières des naissances et des décès dans la plupart des pays, ce qui est utile pour planifier les services et les biens en cause 47/.

85. L'analyse des causes de décès, qui est possible quand l'enregistrement des faits d'état civil (accompagné de certificats médicaux de décès) est complet, sert à prévoir la future tendance de la mortalité par âge, compte tenu des causes les plus facilement évitables, ainsi qu'à élaborer des

47/ Même quand l'enregistrement des faits d'état civil présente beaucoup de lacune, il peut traduire correctement les variations saisonnières, à condition de ne pas présenter de biais saisonniers tels que trop grandes erreurs de mémoire ou erreurs par défaut dans les déclarations, dues à des difficultés de transport et de communication ou à des préjugés.

programmes de santé publique et de soins médicaux 48/. De même, les variations dans la fécondité par âge et dans le taux de fécondité par parité, que révèlent les séries des naissances enregistrées, indiquent la tendance probable de la fécondité pendant la période du plan.

86. D'une manière générale, l'enregistrement des faits d'état civil ne couvre qu'une fraction insignifiante de la population en Afrique (moins de 3 pour 100) et il faut donc avoir recours à d'autres sources et à d'autres moyens. Cependant, dans certaines circonstances, même des données défectueuses d'enregistrement peuvent être analysées utilement. Par exemple, à partir de données défectueuses sur l'enregistrement des naissances, on peut estimer le taux d'accroissement quand le taux de natalité ne varie pas 17/. De même, des données défectueuses sur l'enregistrement des décès peuvent servir à estimer le taux de mortalité grâce à une analyse de la répartition par âge des décès. Ensuite, on peut estimer les taux de natalité en soustrayant les taux de mortalité des estimations susmentionnées d'accroissement. Les estimations des taux de mortalité et de natalité ainsi obtenues indiquent à leur tour l'importance de l'erreur par défaut dans l'enregistrement des faits d'état civil 17/. Les omissions dans les déclarations peuvent être sélectives : sexe de l'enfant, situation matrimoniale de la mère (enregistrement des naissances), ou bien sexe et âge du décédé (enregistrement des décès). Parfois, on peut améliorer les séries d'estimation des taux démographiques au moyen d'ajustements successifs 16/.

87. Par contre, même quand l'enregistrement des faits d'état civil est bon, il n'est pas toujours suffisant pour tous les aspects de la planification. Dans nombreux pays on procède, pour compléter les données d'état civil, à des enquêtes spécialisées par sondage, en particulier pour le planning familial, quand on désire connaître le nombre d'enfants par caractéristiques du couple et les causes des décès (enfants en bas âge, enfants et mortalité générale) 49/.

48/ Le fait est que très peu de pays en voie de développement possèdent un système complet d'enregistrement des faits d'état civil et que presque aucun pays n'exige, dans tous les cas, la délivrance d'un certificat médical de décès. Souvent les pronostics concernant les futures tendances de la mortalité sont fondés sur les tendances récentes et sur des précédents analogues. Bien entendu, le choix de ces précédents contient une part d'arbitraire. Il est donc très souhaitable d'estimer par les causes des décès, au moyen d'enquêtes ou d'autres techniques : Y. Biraud, A Method for Recording Crude Causes of Death by Laymen in Under-developed Countries, Document WHO/HS/60, Colloque africain sur les statistiques démographiques et sanitaires, 1956, a préconisé cette méthode. S. Swaroop et K. Uemura dans "Proportional mortality of Fifty-Years and above", Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé, Vol. 17, présentent un indicateur efficace de la mortalité et de la santé.

49/ D.V. Glass and E. Grebrik, The Trend and Pattern of Fertility in Great Britain: A report on Family Census of 1946, Londres, 1954; Charles F. Westoff, Robert Potter, Phillip Sagi, and Elliot Mishlev, Family Growth in Metropolitan America, Princeton, 1962. Ruth R. Puffer and G. Wynne Griffith, Patterns of Urban Mortality, OMS, Washington, 1967.

88. Parmi d'autres sources spécialisées de données démographiques, en dehors des recensements de l'habitation déjà mentionnés, on peut citer : enregistrement des mariages; statistiques de la migration et de l'émigration; dossiers des bureaux de placement et d'assurances-chômage; registres du personnel de niveau supérieur; déclarations du nombre d'employés dans les entreprises industrielles; listes des réfugiés; liste des retraités; dossiers des écoles et des hôpitaux, ainsi que des assurances sur la vie.

89. Grâce aux statistiques des mariages on peut calculer les taux de nuptialité, leur répartition saisonnière et l'âge des partenaires par groupes ethniques et selon d'autres caractéristiques, si l'enregistrement est complet. Ces renseignements sont utiles mais on peut avoir besoin de données plus précises que n'en fournit l'enregistrement des faits d'état civil, auquel cas on procédera à une enquête spécialisée par sondage : formes diverses d'unions ^{50/}, niveau d'instruction des partenaires et lien entre ces caractéristiques et l'âge au moment du mariage avec la fécondité qui en résulte. D'une manière analogue, même dans les pays qui disposent de bonnes données de recensement et d'un système satisfaisant d'enregistrement des travailleurs, on peut juger nécessaire de faire des enquêtes par sondage sur la population active et sur l'emploi, pour compléter ces données, de manière à répondre aux exigences d'une planification détaillée de la main-d'oeuvre ou de l'emploi. Les statistiques administratives courantes sur la migration n'indiquent pas les raisons de la migration ni de nombreux autres faits connexes. Enfin les statistiques scolaires courantes et le recensement ne donnent pas les raisons de la non fréquentation scolaire ou de l'abandon des études.

90. S'il est souhaitable d'analyser les renseignements fournis par toutes les sources disponibles, il ne faut pas oublier que les résultats doivent être vérifiés grâce à d'autres sources ni qu'il peut y avoir des lacunes et des biais sélectifs dans les sources en question. Par exemple, certaines catégories de la population peuvent ne pas faire enregistrer les mariages, les bureaux de placement et les dossiers des hôpitaux ne couvrent que les personnes qui font appel à ces institutions et par conséquent sont probablement non représentatifs de la population générale; de même les déclarations des employés dans les entreprises industrielles, ne couvriront pas les entreprises artisanales ni les entreprises familiales.

Enquêtes par sondage

91. Les enquêtes par sondage, en raison de leur dimension assez restreinte, de leur souplesse et de leur aptitude à fournir des renseignements relativement plus exacts et mieux intégrés, sont particulièrement importantes pour

^{50/} Les statistiques de l'état matrimonial en Afrique, CEA, document E/CN.14/CAS.4/CPH/5. R. Blanc, "Le mariage en Afrique - concepts et aspects démographiques"; J.C. Mitchell "Marriages Stability and Social Structure in Bantu Africa"; L. Braithwaite et G.W. Roberts, "Mating Patterns and Prospect in Trinidad", Congrès international de la population, New York, 1961. Voir aussi ^{26/}.

les pays en voie de développement dont les statistiques sont insuffisantes. Leur rôle est largement reconnu et apprécié en Afrique. Certes, il faudra peut-être encore du temps et l'expérience des moyens locaux avant que ces enquêtes puissent fournir des données de qualité 51/, mais elles forment néanmoins une partie essentielle du système d'information concernant la population et la planification. Quand il s'agit de faire des interviews intensifs et des études en profondeur, ou encore des études nécessitant du personnel spécialisé, l'enquête par sondage est la seule voie possible.

92. En raison de leur souplesse, des connaissances spécialisées supplémentaires et des mesures de contrôle qui interviennent dans leur conception, ainsi que du personnel mieux formé qu'elles exigent et de la méthode de l'interview qui est la leur, les enquêtes par sondage sont particulièrement bien placées pour repérer et évaluer les erreurs et les distorsions dans les déclarations. Dans les enquêtes démographiques et dans nombre d'enquêtes socio-économiques, ces erreurs peuvent atteindre la même ampleur que les erreurs de sondage. Les erreurs et les distorsions des déclarations, quand elles sont repérées, permettent de mieux comprendre les données du recensement et de l'état civil qui sont également entachées de telles erreurs.

93. Les enquêtes par sondage permettent de réunir des données directement exploitables et intégrées sur les variables démographiques d'une part et les variables socio-économiques d'autre part. Les enquêtes par sondage peuvent être conçues de manière à fournir les renseignements spécifiquement requis pour répondre à des séries particulières de questions. C'est à cause de ces avantages qu'elles sont très utilisées, même dans les pays et dans les domaines où il existe des données officielles courantes satisfaisantes. Dans les pays industrialisés, on procède généralement à des enquêtes spécialisées par sondage sur les sujets suivants : enquêtes par sondage sur la population active pour estimer périodiquement le nombre d'employés et de chômeurs, leur attitude et leurs caractéristiques; enquête sur la fécondité et le planning familial pour trouver le nombre d'enfants souhaité, la mesure dans laquelle le planning familial se généralise, ce qui peut indiquer les tendances futures de la fécondité; enfin, enquête par sondage sur la morbidité et la mortalité. A juste titre cependant, on a donné un avertissement dans les "Recommandations africaines concernant les recensements de population 1970" 11/ contre la tendance à trop ventiler les données obtenues par sondage, et il convient de respecter cette limite du sondage.

51/ Rapport final du Cycle d'études sur les statistiques d'état civil en Afrique, Addis-Abéba, 1964, Nations Unies, No. de vente : 65.XVII.6. Georges Sabagh et C. Scott An Evaluation of the Use of Retrospective Questionnaires for Obtaining Vital Data, the Experience of the Moroccan Multi-purpose Sample Survey of 1961-1963, Congrès international de la population, Belgrade 1965, Nations Unies, No de vente : 56.XIII.7. A. Romaniuk, La fécondité et la stérilité des femmes congolaises, Congrès international de la population, New York, 1961. "Notes sur les estimateurs de variance et co-variance dans les enquêtes démographiques par sondage", Bulletin statistique de la CEA, No 29, 1969.

94. Même un dénombrement complet peut souvent être vérifié par une enquête par sondage dans de nombreux pays, comme d'ailleurs la couverture et la qualité des statistiques de l'état civil.

95. Mentionnons ici la technique de l'estimation au moyen d'un échantillon de districts d'enregistrement, selon laquelle on procède à un enregistrement complet par un organisme créé spécialement à cet effet ou par l'organisme existant renforcé, dans de petits districts d'un pays tirés avec probabilité. Souvent, on améliore l'opération et le contrôle et on procède à un comptage annuel de la population dans ces districts pour obtenir, à l'échelle du pays tout entier de meilleures estimations des taux démographiques, de la migration interne et de l'accroissement ^{52/}. L'enregistrement par sondage se fonde sur les principes du sondage mais diffère essentiellement des enquêtes par sondage. L'une de ses caractéristiques est que grâce à l'addition progressive de grappes, on transforme graduellement l'enregistrement par sondage en enregistrement complet, dans une période de 15 à 20 ans.

Evaluation et ajustement

96. Il est évident que l'analyste devrait vérifier et, quand c'est possible, évaluer les données, et les ajuster, compte tenu des résultats de l'évaluation, avant de poursuivre l'analyse. L'évaluation et l'ajustement font partie intégrante du processus d'analyse, et ce genre d'analyse intermédiaire est en fait très important dans la plupart des pays en voie de développement, y compris les pays africains, où les données sont defectueuses. Les inférences, estimations ou projections fondées sur des données qui n'ont pas été évaluées ni ajustées scientifiquement pour les erreurs découvertes doivent être considérées avec une grande réserve.

97. L'étude des erreurs et des distorsions dans les déclarations relatives à l'âge, au cours des recensements, ainsi que les mesures prises pour atténuer ces erreurs par classement et par lissage sont un exemple typique de

^{52/} Depuis un certain temps déjà on a suggéré d'utiliser un échantillon de districts d'enregistrement. Voir Philip M. Hauser, Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé, Vol. 11, 1954; et 43/. Cette opération a été tentée au Pakistan pour estimer la croissance dans le projet "Accroissement démographique" : voir Population Gross Estimation Procedure, Special studies, Series, PGE, 1, Bureau Central de statistique du Pakistan, Karachi, 1962. Elle est actuellement exécutée en Inde, à plus grande échelle. Dans une enquête, "Rural Demographic Sample Survey", le Bureau fédéral de statistique du Nigéria (Lagos) a appliqué certains éléments de l'enregistrement par sondage.

l'évaluation et de l'ajustement des données démographiques 53/. L'âge est une variable fondamentale en démographie et l'évaluation de la déclaration relative à l'âge est très importante. Les déclarations de l'âge de la mère au moment de l'enregistrement des naissances, et de l'âge du décédé pour l'enregistrement des décès, sont aussi sujettes à de fortes erreurs. C'est pourquoi il est également important d'examiner et d'ajuster les erreurs dans les déclarations d'âge au moment de l'enregistrement des faits d'état civil.

98. Un autre exemple courant est l'évaluation des omissions, dans le dénombrement, d'une partie de la population d'un sexe ou d'un âge donné, qu'on trouve dans certains pays. Souvent, le comptage total est rectifié d'après une vérification par sondage bien que la vérification elle-même puisse être entachée de certaines des distorsions constatées dans le recensement 54/.

99. Pour estimer l'accroissement de la population à partir de recensements successifs, il est usuel, et important, de s'assurer que ces recensements sont comparables en couverture et en qualité du comptage. Ces comptages sont évalués et ceux qui sont trouvés défectueux, rectifiés en conséquence avant de poursuivre l'analyse. Il est évident en effet qu'une série non rectifiée de recensements pourrait conduire à des erreurs considérables dans le taux d'accroissement. On a constaté dans un certain nombre de recensements des omissions pour les enfants en bas âge, les jeunes enfants et les femmes, et parfois une erreur par excès à l'âge 0. Si les statistiques de l'état civil sont bonnes on peut repérer et rectifier ces omissions. Il existe des techniques d'ajustement grâce à l'analyse statique et aux modèles de la structure par âge, qu'on utilise quand les statistiques de l'état civil sont défectueuses.

53/ La répartition par année d'âge a été étudiée dans de nombreux recensements et des concentrations inhabituelles, observées pour certains âges ont été ajustées par classement et lissage. Ansley G. Coale, dans "The Population of the United States in 1950, classified by Age, Sex and Colour - a Revision of Census Figures", Journal of the American Statistical Association. Vol 50, 1954, a pu repérer la structure des erreurs dans les déclarations d'âge et ajuster le comptage du recensement de 1950 aux Etats Unis, à partir de l'analyse de ces erreurs. On trouve un examen approfondi des erreurs et des distorsions dans les déclarations d'âge pour un pays en voie de développement dans "Technical Note on Age Grouping" National Sample Survey No 11, New Delhi, 1959. Les biais importants dans les déclarations d'âge en Afrique, ainsi que d'autres techniques d'évaluation et de contrôle de l'exactitude ont été exposés dans "Les données relatives à l'âge dans les recensements et enquêtes effectués en Afrique", Rapport du Cycle d'études sur l'organisation et la conduite des recensements de la population et de l'habitation, E/CN.14/CPH.13, 1968.

54/ H.V. Muhsam "Population Estimate Based on Census Enumeration and Coverage Check", Population Studies, Vol. XIII, No 3, 1960

100. Une population ajustée par sexe et groupe d'âge à l'année de référence, constitue la première condition nécessaire des projections de la population, faute de quoi ces projections reproduiraient des erreurs provenant de la base. L'ajustement est également nécessaire pour maintenir la comptabilité entre la population par sexe et groupe d'âge à l'année de référence et les hypothèses relatives à la fécondité et à la mortalité, également à l'année de référence.

101. Quand par exemple le nombre total des enfants nés, le nombre de personnes décédées, le nombre de naissances et de décès, ou les périodes de maladie sont oubliés - à cause du temps écoulé depuis l'événement - lors des déclarations faites au cours d'un recensement ou d'une enquête (ce qui est très courant), on peut localiser et rectifier les erreurs de mémoire au moyen d'une analyse appropriée 43/. Si cet ajustement n'est pas fait, il peut en résulter une grave sous-estimation des variables, qui annulera presque entièrement la valeur de l'enquête.

Estimations à partir de données ajustées et analyse intermédiaire

102. Nous avons déjà dit que l'estimation du taux d'accroissement démographique était le paramètre démographique le plus utilisé dans la planification. Le taux d'accroissement intercensitaire est estimé à partir de deux recensements consécutifs, après ajustement de la couverture et de la qualité. Toutefois, l'important dans la planification est d'estimer les taux d'accroissement démographique à l'année de référence et pour la période du plan. On y parvient, quand on peut s'appuyer sur une série de recensements, par le calcul de l'exponentielle ou des courbes logistiques appropriées. En l'absence d'une série de recensements, on applique d'autres systèmes ou hypothèses pour estimer les taux d'accroissement à l'année de référence et dans l'avenir 55/.

103. Parfois, on peut constituer une série d'estimations presque indépendantes, des variables démographiques, même quand les données sont défectueuses. Il est généralement recommandé d'étudier les variables à partir de sources différentes d'information. Par exemple, on peut estimer les taux d'accroissement démographique, soit à partir des statistiques de l'état civil,

55/ On avait mentionné à la note 16/ des exemples de l'estimation des niveaux de l'accroissement récent quand on ne dispose que d'un recensement avec répartition par âge, ainsi que de l'estimation des taux du moment et futurs quand il existe une série de recensements, par le calcul des exponentielles quadratiques. Le calcul des courbes logistiques est une technique courante. Si on peut estimer la tendance de la baisse de la mortalité, alors que la fécondité ne varie pas (comme c'est le plus souvent le cas), on connaît la tendance du taux d'accroissement. Dans des cas semblables, on peut également estimer les taux d'accroissement de l'année de référence à partir de données défectueuses d'enregistrement des naissances, à condition que la couverture et la qualité de cet enregistrement ne change pas 16/.

soit à partir des données de recensement, soit parfois à partir des deux sources d'ensemble. On compare alors les résultats et on choisit une estimation améliorée dans la série des diverses estimations 17/.

104. On peut effectuer des estimations séparées des taux de natalité à partir de questions posées au cours du recensement sur la descendance actuelle et du nombre des naissances du moment (douze derniers mois), ou à partir des statistiques de l'état civil ajustées. De même, on pourrait estimer séparément les taux de mortalité d'une part en faisant une comparaison longitudinale des cohortes par âge entre deux recensements successifs et une analyse de la répartition par âge des décès, et d'autre part, par des questions posées au cours du recensement sur le nombre actuel de décès. Une telle série d'estimations, accompagnée d'une répartition ajustée pour le groupe des jeunes, fournit un moyen d'améliorer progressivement les estimations 17/.

105. Les estimations des tendances futures de la fécondité et de la mortalité sont nécessaires pour les projections de la population. Il existe entre elles et les variables socio-économiques des corrélations qui ne sont pas encore ni bien connues ni bien établies. On a observé des variations importantes dans ces corrélations entre des pays différents, et aussi dans un même pays entre groupes socio-économiques différents, variations non seulement d'étendue mais aussi de direction. En outre, les plans modifient la structure socio-économique, même quand ils ne visent pas à modifier directement le facteur population. A leur tour, ces changements de structure influent sur les variables démographiques. Les meilleures estimations qu'on puisse faire des tendances futures de la fécondité et de la mortalité, requises pour les projections démographiques, sont le résultat d'une étude des tendances passées, des améliorations prévues dans le domaine socio-économique (par exemple, dans l'éducation, la santé publique, le logement, le revenu réel), et des précédents analogues 56/.

106. Si pour simplifier, on ignore l'élément migration, les variables démographiques des naissances et des décès entraînent des changements dans la population et le passage du temps lui apporte un vieillissement. Par conséquent, avec une répartition donnée par âge, et quand on connaît l'une des deux variables démographiques (naissance ou décès), on peut estimer l'autre variable. D'un autre côté, la future population par âge pourrait être estimée grâce à la répartition actuelle par âge et la progression des variables naissances et

56/ A. Romaniuk, "Projection Basis for Populations of Tropical Africa: a General Discussion", Congrès international de la population, Belgrade, 1965, Nations Unies, No de vente : 66.XIII.7. On peut également citer certains plans de développement africain, par exemple, - Final draft of the Seven-Year Agricultural Plan 1963-69 du Ghana, Plan intérimaire biennal, 1965/66 de la République centrafricaine, Plan quadriennal 1964-68 de Madagascar et le Plan quadriennal 1965-68 de la Tunisie qui donnent les projections démographiques des pays respectifs.

décès qui fournissent la base théorique des projections de la population par la méthode des composantes. En réalité, les projections établies par cette méthode sont elles-mêmes une catégorie d'estimations utilisant comme élément d'autres estimations intermédiaires.

Projections de la population

107. Nous avons déjà mentionné plus haut les divers types de projections démographiques requises pour la planification du développement et l'établissement des programmes par secteurs. Nous ne ferons pas ici l'étude détaillée de la méthode des composantes utilisée dans les projections 57/.

108. Généralement, la projection de base concerne la population par sexe et par groupes d'âge quinquennaux jusqu'au groupe d'âge terminal. Les classifications-types recommandées pour l'âge se présentent comme suit : moins d'un an, de un à quatre ans, puis groupes d'âge quinquennaux jusqu'à 84 ans, enfin groupe d'âge terminal de 85 ans et plus. Habituellement, la projection de base se fait pour une période de 20 à 25 ans, mais qui peut varier selon le but de la projection. Si une période un peu plus longue est préférable pour la planification de perspectives, il ne faut pas oublier que les projections deviennent de plus en plus hasardeuses avec l'allongement de la période. Souvent la projection de base comporte trois variantes ou plus, une projection "forte", une autre "faible", et une "moyenne", qui est considérée comme la plus probable. On peut parfois introduire aussi une variante qui traduise les tendances de niveaux de fécondité et de mortalité du moment.

109. Ces variantes fournissent au planificateur divers modèles plausibles de l'accroissement démographique et de la structure de la population ainsi que de leurs conséquences. Toutefois, les variantes "fortes" et "faibles" ne correspondent à aucun intervalle de confiance au sens statistique du terme.

110. Les projections partent d'une base concrète - souvent le recensement le plus récent ou des données ajustées de recensement de la population par sexe et groupes d'âge quinquennaux - et fournissent des estimations des mêmes groupes depuis l'année de référence généralement par intervalles de cinq ans. Les groupes d'âge successifs, dans ce cas, sont étendus sur une période de cinq ans, en multipliant par des facteurs de survie tirés des hypothèses implicites de mortalité. Le groupe initial 0-4 ans est le résultat des naissances calculées

57/ Méthodes de projections de la population par sexe et par âge,
Nations Unies, No de vente : 56.XII.3, New York, 1956, ou tout autre manuel de référence. Les éléments essentiels de cette méthode sont les suivants :
i) population à l'année de référence répartie par sexe et par âge; ii) estimation de la mortalité et fécondité par âge à l'année de référence (avec le rapport de masculinité à la naissance), estimation compatible avec la population à l'année de référence, et hypothèse réaliste et valable quant à leurs tendances futures au cours de la période de projection; iii) s'il y a lieu, estimations du facteur migration.

à partir des hypothèses sur la fécondité et il est étendu, depuis les naissances, jusqu'au groupe de 0 à 4 ans, au moyen des facteurs de survie. Une hypothèse sur le rapport de masculinité à la naissance est également nécessaire. Elle varie généralement entre d'étroites limites et elle est considérée comme invariante durant la période de projection. Pour les pays en voie de développement, sauf quand un programme national important de freinage de la fécondité est appliqué avec succès, on peut considérer la fécondité comme invariante à court terme ou à moyen terme. Des projections englobant une réduction de la fécondité sont parfois établies à des fins d'illustration pour démontrer les divers avantages que présente la diminution de la fécondité 58/. Dans la plupart des pays en voie de développement, on suppose que la mortalité baisse à un rythme faible ou accéléré, compte tenu de la mortalité du moment, et aussi des programmes de santé publique et de soins médicaux appliqués ou susceptibles de l'être. L'expérience actuelle montre que des mesures de santé publique et la médecine moderne ont plus d'effets que l'amélioration de la nutrition sur la diminution sensible de la mortalité 59/. Dans la pratique, on fait d'abord une projection de la mortalité par âge ou des facteurs correspondants de survie, avec différentes variantes, pour la période de la projection. Dans les pays qui n'ont pas de structure bien déterminée de la mortalité par âge, on adapte d'ordinaire, compte tenu des indications de l'expérience personnelle, une série de tables types de mortalité comme celle qu'a établie l'Organisation des Nations Unies 45/ et on se sert de ces tables adaptées pour estimer la structure future et la diminution de la mortalité.

58/ La récente réunion régionale africaine sur le Rôle de la femme dans le développement national (Addis-Abéba, 1969), organisée conjointement par la CEA et la Fondation allemande avec la collaboration des Nations Unies et des institutions spécialisées, a notamment recommandé que "Le planning familial soit considéré comme une activité normale et habituelle de protection maternelle et infantile des services de santé aussi bien que des services publics de l'éducation et du bien-être social... pour permettre aux femmes d'avoir des enfants quand elles le désirent et non au hasard" (Rapport provisoire de la réunion). C'est là un pas vers la diminution de la fécondité dans les pays africains mais il faut généralement de nombreuses années pour qu'on voit des résultats tangibles.

59/ George G. Stelnitz "Recent mortality declines in Latin America, Asia and Africa: Review and Some Perspectives", Congrès international de la population, Belgrade, 1965, Nations Unies, No de vente : 66.XIII.6; Research Needs in the Field of Mortality South West Asia Region, WHO/HS/WP/68.21 (1968); ce document signale que les améliorations de la santé publique et d'autres aspects du milieu - qui ont peut-être fait diminuer la mortalité des enfants en bas âge et la mortalité générale n'ont pas eu le même effet dans la région sur la mortalité des jeunes enfants.

111. En dehors de la recherche et de l'établissement de modèles, les projections démographiques sont élaborées, dans la grande majorité des cas pour répondre à des questions ou à des besoins pratiques. Les types de projections dépendent donc de ces questions et de ces besoins, et sont aussi nombreux qu'eux. On pourrait ventiler les projections de base en projections par régions, par villes ou grandes villes selon les besoins, et dans la mesure où l'on dispose de renseignements subsidiaires permettant d'émettre les hypothèses valables qu'implique cette ventilation (par exemple, accroissement relatif des régions, du secteur urbain ou des grandes villes et intensité de la migration entre ces zones).

112. De préférence, on fonde les projections par groupes ethniques sur les écarts de fécondité et de mortalité observés dans ces groupes. Cependant, le plus souvent, on ne connaît que la direction et l'ampleur approximatives de ces écarts, et les projections totales de la population nationale par groupes ethniques sont établies dans l'hypothèse que ces groupes continueront à exister dans les mêmes proportions.

113. Les projections de base pourraient également être réparties par année d'âge dans les groupes d'âge significatifs.

114. On voit donc que, quels que soient les profils de la population à l'année de référence, requis à une période donnée, des profils analogues à des dates ultérieures seront nécessaires pour la logistique de la planification. Quelques exigences très courantes sont les suivantes : projections de la population d'âge scolaire avec indication des taux d'inscription dans les écoles, de fréquentation scolaire et d'abandon des études, en général par année d'âge; projections par niveau d'instruction pour les jeunes adultes, par année d'âge; parfois, projections du personnel-clé - enseignants et chercheurs scientifiques, infirmières et médecins, mécaniciens et ingénieurs -; projections de la population active par année d'âge pour les nouveaux travailleurs afin d'apercevoir l'évolution de la structure par âge de ces nouveaux arrivants sur le marché du travail.

115. Ces projections subsidiaires sont généralement calculées à partir des projections de base par sexe et groupes d'âge quinquennaux, en appliquant une série de coefficients tels que : coefficients de la répartition territoriale, de la répartition par année d'âge 60/, qui relèvent de la démographie, ou

60/ A mesure que l'analyse devient plus élaborée, les exigences se précisent et il faut des données et des projections plus détaillées. Il est évident que si les données de base ne sont pas assez bonnes, ces recherches et ces ventilations détaillées sont hors de propos. En général on divise les groupes quinquennaux des projections de base par sexe et par âge, en groupes par année d'âge plutôt que de faire directement des projections par année d'âge. Il s'agit d'une technique d'interpolation dont on peut trouver des exemples à la note 17/. Les projections par année d'âge ainsi obtenues, sont des projections ajustées qui ne sont pas affectées par des variations fortuites de la natalité ou de la mortalité des enfants en bas âge et des jeunes enfants.

taux de scolarisation 61/, niveau d'instruction et taux d'activité et de chômage, qui relèvent davantage de la sociologie et de la science économique. Parfois, le plan a pour objectifs l'amélioration de ces coefficients et il faudra tenir compte des changements qui peuvent en résulter. En revanche, certaines des projections peuvent ne pas nécessiter une ventilation par sexe et par âge, par exemple, projections concernant le logement et les ménages, projections de la population tributaire de l'agriculture, projections en vue de la fourniture de certains produits alimentaires ou de services de santé publique, pour lesquelles les chiffres globaux sont suffisants. Bien entendu, il est souhaitable d'avoir une seule projection de base de la population et d'en tirer un ensemble cohérent de projections subsidiaires et sectorielles, puis d'organiser ou de coordonner les diverses projections en un point donné.

116. Dès les travaux préparatoires de la planification, on a besoin de projections démographiques pour élaborer une politique réaliste et fixer des objectifs, ce qu'on ne peut faire valablement sans connaître l'effectif futur de la population pour laquelle ces objectifs sont déterminés 62/. Ensuite, les projections sont nécessaires au stade de l'élaboration détaillée du plan, puis pour l'évaluation et, par un processus en retour, pour les préparatifs du plan suivant. Le plan peut ne pas viser à modifier directement l'effectif de la population - qui joue un grand rôle dans le dénominateur - mais toujours il a pour objectif d'améliorer la qualité de la population. Or, jamais la qualité n'est tout à fait indépendante de la quantité. Quand on prévoit une offre plus grande de biens, de services, d'éducation et de santé, on vise à améliorer la qualité, mais ces changements qualitatifs influent sur les composants de la quantité de la population, en raison des corrélations entre facteurs socio-économiques et démographiques. A moins qu'on ne tienne compte des changements importants qui en résulteront dans l'effectif de la population, on risque d'aboutir à de graves déséquilibres. Le facteur population intervient donc dans les plans de développement beaucoup plus qu'on ne le pense généralement.

117. On devrait réviser les projections démographiques dès qu'on a accepté de nouveaux renseignements ou procédé à une analyse qui entraîne des changements dans la population à l'année de référence ou pour les hypothèses concernant la fécondité et la mortalité. Comme pour la première série d'hypothèses de base, il convient de vérifier au départ la cohérence interne de la série d'hypothèses révisée.

61/ Estimation des effectifs scolaires futurs dans les pays en voie de développement, Nations Unies/Unesco, No de vente : 66.XIII.3, New York, 1966.

62/ Cet aspect est habilement présenté dans le Plan quadriennal 1965-68 de la Tunisie, dans les termes suivants : "La démographie constitue un secteur d'étude fondamental qui conditionne toutes les prévisions dans les autres secteurs. Ainsi, c'est à partir de l'évolution de la population que sont déterminés les programmes de scolarisation, d'habitat, la structure quantitative et qualitative de l'emploi, la structure de la sécurité sociale, etc.".

RESUME

118. Le but ultime des plans de développement est d'améliorer le bien-être matériel de la population d'un pays grâce à cette population. C'est pourquoi le facteur population intervient non seulement comme dénominateur - consommateurs et bénéficiaires des avantages matériels accrus - mais aussi comme numérateur - producteurs des biens et services qui constituent ces avantages matériels accrus. Par conséquent, le facteur population a une importance plus grande qu'on ne le pense généralement pour la planification du développement, depuis le stade de l'élaboration de la politique jusqu'à celui de l'évaluation, en passant par la formulation détaillée du plan.

119. La plupart des plans africains ne visent pas à changer quantitativement la population mais tous, bien entendu, cherchent à en améliorer la qualité. Or, dans tous les cas, la quantité et la qualité de la population sont inter-dépendantes. Les plans modifient la structure socio-économique et ces changements de structure influent à leur tour sur les composantes de l'accroissement démographique. Par conséquent, si l'on ne tient pas compte des changements quantitatifs importants qui en résultent, on risque d'aboutir à de graves déséquilibres. Bien que l'Afrique ne connaisse pas, au sens statique, de pressions démographiques, le rythme rapide d'accroissement de la population limite sérieusement dans le sens dynamique l'effort de développement.

120. Il est donc obligatoire dans la planification du développement de tenir compte du facteur population et la plupart des pays africains ont utilisé, à divers degrés, les données et l'analyse démographiques pour établir leurs plans. Nous avons résumé dans le présent document les diverses applications des données et de l'analyse démographiques qui sont actuellement faites, ou encore possibles et souhaitables, dans les pays africains.

121. Une bonne analyse des données permettrait de tirer beaucoup des opérations de recensement ou de l'enregistrement des faits d'état civil. Une analyse plus approfondie rend l'investissement plus productif. Un autre avantage est que la source elle-même peut être évaluée au cours du processus et qu'on peut discerner des moyens de l'améliorer. Il est donc indispensable que les pays réservent une proportion convenable de leurs ressources disponibles à l'analyse des données de recensement et autres.

122. On a déjà reconnu et apprécié en Afrique le rôle des enquêtes par sondage qui ont pour avantages d'être maniables, du fait de leur dimension, souples et aptes à fournir des renseignements relativement plus exacts et mieux intégrés. Les enquêtes par sondage associées à un recensement ou non, peuvent être utilisées également pour améliorer les estimations des composants de la fécondité et de la mortalité du moment, ainsi que pour recueillir des renseignements intégrés sur des caractéristiques telles que mariages, éducation, emploi, migration et santé. Comme ces enquêtes nécessitent des connaissances supplémentaires spécialisées et des mesures de contrôle au stade de la conception, et que, de plus, elles font appel à un personnel mieux qualifié qui procède par interviews, elles sont particulièrement utiles pour repérer et

évaluer les erreurs et les biais de déclarations. Dans les enquêtes démographiques et dans de nombreuses enquêtes socio-économiques, les erreurs de déclarations peuvent être beaucoup plus importantes que les erreurs de sondage. Quand on a repéré ces erreurs et ces biais on est mieux à même d'apprécier l'exactitude des données de recensement et d'état civil qui sont entachées d'erreurs analogues. Ceci suppose évidemment l'analyse approfondie des données de l'enquête.

123. Il convient de vérifier et d'évaluer les données, puis de les ajuster éventuellement compte tenu de cette évaluation, avant de procéder à une analyse approfondie. En fait, évaluation et ajustement font partie intégrante du processus d'analyse et revêtent une importance très grande dans les pays en voie de développement, y compris dans les pays africains, où les données sont défectueuses.

124. On peut parfois établir une série d'estimations indépendantes ou presque indépendantes, des variables de la population et, quand les données sont insuffisantes, il est généralement recommandé d'obtenir ces variables à partir de sources différentes. On peut souvent estimer le taux d'accroissement démographique - qui est le paramètre de population le plus utilisé dans la planification - par différents moyens, en faisant appel à des sources différentes. On peut améliorer l'estimation, et favoriser en tout cas la compréhension, en utilisant une série de méthodes différentes.

125. Quels que soient les profils de la population à l'année de référence requis à une date donnée, on aura besoin, pour la logistique de la planification, de profils analogues à des dates futures. En général, on fait une projection de base par sexe et par groupes d'âge quinquennaux jusqu'au groupe des personnes âgées (suivi d'un seul groupe d'âge terminal) pour une durée d'environ 20 ans et en général avec trois variantes : "forte", "faible" et "moyenne", compte tenu des différentes hypothèses plausibles relatives aux futures tendances de la fécondité et de la mortalité. Dans certains pays africains, la migration internationale est suffisamment importante pour être considérée à part dans les éléments de la projection de base. Normalement, on tire de cette projection des projections subsidiaires telles que : projection de la population d'âge scolaire et de la population selon le niveau d'instruction, projections du personnel-clé ou des nouveaux travailleurs (souvent par année d'âge) dans le groupe des adolescents et des jeunes adultes), et proportions de la population par régions, villes ou grandes villes. Il est préférable que ces diverses projections soient établies ou du moins coordonnées par le même service technique.

CHAPITRE III

CONTENU DEMOGRAPHIQUE DES PLANS DE DEVELOPPEMENT AFRICAINS

1. La reconnaissance par les pays africains de la nécessité impérieuse de changer leurs structures économiques et sociales apparaît maintenant dans leurs plans nationaux de développement. La population d'un pays est autant l'agent que le bénéficiaire du développement économique et social planifié qui est entrepris. Par conséquent, dans tout plan de développement il faut tenir le plus grand compte de la population dont on planifie l'avancement et faire en sorte que le facteur population fasse partie intégrante du processus de planification et non pas le considérer comme un simple élément exogène. L'objet du présent document est de passer en revue, dans ce contexte général, le contenu démographique des plans de développement des pays africains et d'en tenter un examen critique à la lumière des données et renseignements analytiques disponibles.

LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE

2. A la fin du premier semestre de 1968, la population totale de l'Afrique s'élevait à 335 millions d'habitants, c'est-à-dire 10 pour 100 environ de la population mondiale, répartie sur une superficie équivalant à 22 pour 100 environ de la surface du globe. Le tableau 1 montre l'inégalité de la répartition de la population entre les différents pays. Ainsi, par exemple, deux extrêmes : 31 pays et territoires ayant au maximum 3,6 millions d'habitants

Tableau 1 : Répartition des pays et territoires africains par nombre d'habitants à la fin du premier semestre de 1968

| Nombre d'habitants milieu 1968 (millions) | Nombre de pays/ territoires | Population totale | |
|---|--------------------------------|----------------------|-------------------------------|
| | | Nombre (millions) | Répartition en pourcentage |
| Moins de 0,4 | 12 | 2 | 0,6 |
| 0,4 - 1,6 | 11 | 9,1 | 2,7 |
| 1,6 - 3,6 | 8 | 21,5 | 6,4 |
| 3,6 - 7,5 | 14 | 67,6 | 20,2 |
| 7,5 et plus | 12 | 234,6 | 70,1 |
| Total | 57 | 334,8 | 100,0 |

Source : "Notes sur la situation démographique en Afrique" (E/CN.14/POP/6), tableau 2.

ne comptent que pour 10 pour 100 environ du total de la population de l'Afrique, alors que 12 pays et territoires ayant chacun une population de plus de 7 millions d'habitants comptent pour 70 pour 100 du total de la population de l'Afrique. En 1968, seuls 10 pays africains avaient une population de 10 millions d'habitants ou plus, à savoir quatre en Afrique du nord, trois en Afrique de l'est et trois respectivement en Afrique de l'ouest, du centre et du sud.

3. La densité de la population en Afrique, l'une des plus basses du monde, est de 11 habitants par kilomètre carré de superficie totale. Des différences importantes existent d'un pays africain à l'autre. Les densités varient de moins d'une personne au kilomètre carré en Mauritanie, en Libye et au Botswana à 116 environ au Rwanda. Le tableau 2, ci-après donne une répartition des pays africains par groupe de densité. Il ressort clairement qu'à quelques exceptions

Tableau 2 : Répartition des pays et territoires africains par groupe de densité à la fin du premier semestre de 1967

| Densité (habitants au kilomètre carré de superficie) | Nombre de pays/ territoires | Pourcentage par rapport à la population totale de l'Afrique |
|--|--------------------------------|---|
| 1 - 3 | 10 | 4,2 |
| 4 - 10 | 11 | 20,9 |
| 11 - 18 | 10 | 21,6 |
| 19 - 35 | 15 | 32,3 |
| 36 et au-dessus | 11 | 21,0 |
| Total | 57 | 100,0 |

Source : OEA. Guide démographique de l'Afrique, mars 1968, tableau 4.

près (par exemple, la plupart des pays riverains du Nil, quelques pays des hauts plateaux équatoriaux, certains secteurs de l'Afrique de l'ouest et certaines petites îles) il n'y a guère de pression démographique sur les terres en Afrique, telle, que mesurée par la densité de la population par rapport à la superficie totale des terres.

4. Il y a lieu toutefois de signaler que la mesure des densités ne représente qu'un aspect de la pression démographique par rapport aux ressources et aux possibilités de développement économique. Les imperfections inhérentes à cette forme de mesure subsistent même si l'on tient compte des terres non arables et de la population agricole.

5. Les données disponibles montrent que de toutes les régions du monde c'est l'Afrique qui accuse le taux de fécondité le plus élevé, le taux brut de natalité estimé pour la période 1960-66 étant de 46 pour 1.000 contre une moyenne mondiale de 34 pour 1.000. Les taux varient de plus de 50 pour 1.000 en Afrique de l'ouest à 43 pour 1000 en Afrique du Sud. L'Afrique est également considérée comme ayant les taux de mortalité les plus élevés du monde, avec un taux brut moyen de 23 pour 1000 contre une moyenne mondiale de 16 pour 1.000 environ. En Afrique même, les taux varient de 27 pour 1.000 en Afrique de l'ouest à 17 pour 1.000 en Afrique du Sud.

6. Des taux de fécondité élevés et constants font que l'Afrique se caractérise par une population où la proportion des enfants est considérable (43 pour 100 environ de la population ont moins de 15 ans), ce qui correspond à une proportion élevée de personnes à charge. Il va sans dire que cette caractéristique a des conséquences économiques bien connues dont on parlera ultérieurement.

7. Le taux d'accroissement de la population en Afrique est estimé à 2,3 pour 100 par an contre une moyenne mondiale de 1,9 pour 100. A l'heure actuelle seule l'Amérique latine a un taux d'accroissement de la population supérieur à celui de l'Afrique; des estimations faites par l'Organisation des Nations Unies montrent qu'à la faveur de taux de fécondité élevés et constants et de taux de mortalité en diminution, le taux d'accroissement de la population de l'Afrique aura dépassé celui de l'Amérique latine dans une dizaine ou une vingtaine d'années. On notera dans le tableau 5 du Guide démographique de l'Afrique sur les taux d'accroissement de la population des pays africains que de nombreux ont déjà atteint ou sont près d'atteindre 3 pour 100 par an.

8. Des données contenues dans ce Guide, il ressort que le degré d'urbanisation de l'Afrique est peu élevé par rapport aux autres régions du monde mais que quelques grandes villes ont un taux d'urbanisation et de concentration de population très élevés. Par exemple, abstraction faite des petites îles, seulement deux pays, la République arabe unie et l'Afrique du Sud, ont entre 30 et 40 pour 100 de leur population vivant dans des villes de 20.000 habitants et plus alors que, pour 15 pays, la proportion est entre 5 et 10 pour 100 et pour 10 pays, de moins de 5 pour 100 dans des villes de 20.000 habitants. On sait que la population urbaine de nombreux pays est en ce moment même en train de s'accroître au rythme de plus de 6 pour 100 par an. On sait également qu'en Afrique les mouvements migratoires des zones rurales vers les quelques grandes villes sont très importants.

9. On estime que les migrations internationales, en particulier à travers les frontières, sont elles aussi très élevées en Afrique, notamment en Afrique de l'ouest, de l'est et du Sud.

10. Ci-après un résumé des particularités démographiques de l'Afrique et des problèmes correspondants :

- a) Densités de population plutôt basses dans de nombreux pays, à quelques exceptions près, il n'existe pas de pression démographique sur les terres. Toutefois, cette mesure de densité ne représente qu'un aspect de la pression démographique par rapport aux ressources et aux possibilités du développement.
- b) Une grande inégalité dans la répartition de la population entre les pays; multiplicité de petits hameaux et villages, peu de villes moyennes et grandes, ces dernières devenant dans la plupart des cas surpeuplées.
- c) Urbanisation peu importante, mais avec des taux élevés d'accroissement de la population urbaine.
- d) Taux de fécondité élevés et constants (possibilité d'un léger accroissement dans certains groupes de population grâce à l'amélioration des installations sanitaires).
- e) Taux de mortalité élevés montrant une tendance très accusée à la baisse dans de nombreux pays.

- f) Taux élevés de croissance démographique qui probablement augmenteraient rapidement dans un avenir rapproché si le taux de fécondité se maintient et si le taux de mortalité à l'heure actuelle élevé diminue.
- g) Proportion importante d'enfants dans la population en raison des taux de fécondité élevés et par conséquent proportion élevée des personnes à charge d'où de lourdes dépenses pour l'instruction et la création d'emplois répondant à l'accroissement démographique.

11. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a succinctement exposé comment "l'accroissement rapide de la population risque de compliquer le développement économique et social des pays sous-développés", à savoir :

12. "En premier lieu, l'accélération de l'accroissement démographique peut aggraver la pénurie de capitaux qui constitue l'un des principaux obstacles au développement économique de presque tous les pays sous-développés. Plus l'accroissement de la population est rapide, plus le pays doit consacrer une part importante de son revenu annuel aux investissements nécessaires pour développer ses moyens de production, à seule fin d'empêcher une baisse du rapport capital/travail. Plus cette part sera importante, plus faible sera la fraction du revenu annuel qui pourra servir à relever le niveau de la consommation par habitant ou à faire des investissements permettant d'accroître la productivité et le volume de la consommation dans l'avenir.

13. "Alors que, dans une économie dynamique et bien développée, ces investissements peuvent donner un nouvel élan à l'expansion économique, il en va différemment dans les pays sous-développés où il n'y a qu'une insignifiante marge entre le revenu et les dépenses nécessaires à la satisfaction des besoins essentiels. La plupart de ces pays ont peine à prélever sur leur maigre revenu une somme suffisante pour assurer un rythme de développement économique satisfaisant, même lorsqu'ils n'ont pas à faire face à un accroissement démographique rapide. Il est certain que, si ces pays peuvent s'industrialiser et utiliser de façon plus rationnelle leurs ressources naturelles et leur potentiel humain, quelques-uns d'entre eux au moins tireront, à longue échéance, des avantages incontestables d'un accroissement démographique substantiel. Cependant, même en pareil cas, le développement économique souffrira si la population augmente avec une rapidité telle que l'économie se trouve mise à trop rude épreuve.

14. "En second lieu, par suite du taux élevé de la natalité dans les pays sous-développés, les enfants représentent une lourde charge pour la population active. Le nombre des enfants âgés de moins de 15 ans, dans les pays moins développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, est généralement de l'ordre de 40 pour 100 ou plus de la population totale, alors que, dans les pays européens, ce chiffre varie entre 20 et 30 pour 100. Cette différence tient à l'existence de taux de natalité plus élevés dans les trois premières régions. Obligés de subvenir aux besoins d'une population infantine si importante, les travailleurs des pays sous-développés se trouvent, dans des conditions encore plus défavorables pour économiser et investir les sommes nécessaires au

développement économique. Par ailleurs, en raison de cette situation il est encore difficile d'assurer aux enfants l'instruction qui, à longue échéance, est une condition essentielle du progrès économique et social"^{1/}.

15. Le Congrès mondial de la population de 1965 a, entre autres, fait ressortir l'aggravation des problèmes et de leurs conséquences au cours des dernières années. ^{2/}.

PLACE FAITE AUX TENDANCES DEMOGRAPHIQUES DANS LES PLANS AFRICAINS

16. En présence de la situation démographique exposée ci-dessus et dans le contexte des conséquences qui en découlent, dans quelle mesure les gouvernements africains se sont-ils attachés à cette situation et comment ont-ils pu aborder les problèmes dans leurs plans de développement qui exposent les efforts qu'ils déploient pour relever le niveau de vie de leurs populations ? Afin de répondre à ces questions, peut-être est-il bon de faire une distinction entre les réactions des pays ayant des politiques démographiques officielles et ceux qui n'en ont pas. Politique démographique ne doit pas être interprétée comme étant une politique de réglementation de la population. Il s'agit simplement de la ligne de conduite officiellement déclarée d'un gouvernement en présence des tendances démographiques constatées dans le pays. Cette politique peut ne porter que sur certains aspects de ces tendances ou au contraire englober l'ensemble des caractéristiques de la population totale, telles que composition, répartition, accroissement ou autres aspects tels que fécondité, mortalité.

17. A ce jour, quatre pays africains, le Kenya, le Maroc, la République arabe unie et la Tunisie, ont des politiques de population officielles dont le principal objectif est la diminution du taux d'accroissement de la population par la réduction de la fécondité grâce à la planification de la famille. On sait également que le Ghana a fait savoir qu'il se proposait d'annoncer prochainement une politique.

18. Il ne fait aucun doute que l'un des éléments essentiels à prendre en considération dans un plan de développement est la totalité de la population dont on cherche, par ce plan, à améliorer le bien-être en général. Dans tout plan de développement, il faut pour le moins considérer l'importance numérique et les caractères qualitatifs de la population à laquelle se rapporte la planification et donner au minimum une indication des changements et du nombre d'habitants et de la structure de la population pendant la période du plan et de l'influence des changements numériques sur les efforts tendant à l'amélioration du sort de la population. A cet égard, il est important d'incorporer dans tous les plans de développement une projection de la population totale

^{1/} Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1967 (publication des Nations Unies, No de vente 1957. IV.3), p. 27. Pour plus amples détails voir Causes et conséquences de l'évolution démographique (publication des Nations Unies, No de vente 1953. XIII.3, en cours de révision), chapitre XV.

^{2/} La population mondiale : les problèmes qu'elle pose pour le développement (publication des Nations Unies, No de vente 66.XIII.4).

par âge et par sexe. Or l'examen des plans de développement révèle que nombreux sont ceux qui ne donnent aucune indication du nombre d'habitants, que beaucoup d'autres ne donnent une estimation numérique de la population que pour le début de la période du plan avec ou sans les taux d'accroissement et que quelques-uns contiennent des projections détaillées de la répartition par âge et par sexe.

19. Le Kenya et la Tunisie sont deux des rares pays qui accordent une grande attention à la population dans leurs plans. Le Plan du Kenya (1966-1970) contient des projections détaillées sur la répartition de la population par âge et par sexe, compte tenu de différents taux supposés de fécondité et de mortalité, sur les effets de ces diverses projections sur l'expansion économique. De même, le Plan quadriennal (1965-1968) de la Tunisie contient des indications très détaillées sur la population de base ainsi que des projections détaillées sur la répartition de la population par âge, par sexe, par nationalité, selon trois taux supposés de fécondité et de mortalité. On y trouve également des projections sur l'âge scolaire, la population urbaine et la population active.

PLACE FAITE AU NOMBRE D'HABITANTS

20. Pour ce qui est du nombre d'habitants proprement dit, il ressort indirectement des plans que de nombreux pays africains souhaitent accroître leur population, compte tenu principalement des trois éléments suivants : faibles densités de population; nécessité de trouver des débouchés pour les produits; et nécessité de disposer de la main-d'oeuvre que réclame l'exécution des projets. Ci-après, quelques extraits de plusieurs plans de développement caractéristiques du point de vue l'emportant en Afrique sur l'importance numérique de la population. Dans le Plan septennal du Ghana pour la période 1963-1970 on trouve la déclaration ci-après : Un accroissement de la population est tout à la fois une perspective favorable et un problème. Il y a plus de bouches à nourrir mais aussi plus de bras pour travailler. Un courant continu d'investissements productifs à un taux valable s'impose pour que cette perspective favorable se matérialise. Cette déclaration n'est pas dépourvue d'une certaine circonspection.

21. Dans le premier Plan quinquennal (1963-1967) de la Somalie on relève : On ne connaît pas le taux d'accroissement de la population. Le taux de natalité est probablement élevé, mais il est peu probable que le taux de mortalité soit très bas en raison de l'insuffisance des services sanitaires, d'où il découle que le taux d'accroissement naturel ne peut être élevé. Toutefois, le taux de mortalité diminuera à la suite de l'amélioration des services de santé prévue dans le Plan, ce qui entraînera une augmentation du taux d'accroissement de la population. Mais la République somalie n'est pas surpeuplée. Le nombre d'habitants étant relativement modeste sur un territoire très étendu, les ressources naturelles étant appelées, d'autre part, à être exploitées progressivement dans le cadre du développement économique, le pays ne risque pas d'avoir des problèmes démographiques dans un avenir immédiat.

22. De la même veine, le deuxième Plan quinquennal (1963-1967) de l'Ethiopie déclare : selon les estimations, au cours des cinq prochaines années l'accroissement total de population atteindra près de 2 millions d'habitants et en 1974 la population comptera 9 millions d'habitants de plus qu'en 1954. Un accroissement si rapide est encourageant, du point de vue aussi bien de la population active disponible que de l'élargissement du marché intérieur, d'autant plus appréciable que l'Ethiopie est un pays dont la population est clairsemée.

23. En revanche, quelques pays indiquent dans leurs plans qu'ils souhaiteraient que leur population soit moins nombreuse que ne l'impliquent les taux d'accroissement supposés dans les projections ou estimations présentées dans leurs plans; en d'autres termes, ils souhaiteraient des taux d'accroissement de la population moins élevés. Se distinguent à cet égard, comme l'indiquent leurs plans, le Kenya, le Maroc, Maurice et la Tunisie. Le Kenya, qui est le pays le plus direct dans son exposé, spécifie dans son Plan de développement pour la période 1966-1970 : "Lorsque le gouvernement s'est penché sur la question de l'accroissement de la population, il ne s'est pas concentré uniquement ou principalement sur ses répercussions sur l'expansion économique; son principal souci a été, en fait, le bien-être de l'individu et de la famille... Lorsque le taux de natalité est peu élevé, plus nombreuses sont les femmes qui peuvent bénéficier des services de protection de la mère et qui permet d'assurer une meilleure santé aux mères et de réduire la mortalité infantile (estimée à 15 pour 100 à l'heure actuelle) ; moins d'enfants, des naissances plus éloignées les unes des autres permettraient de réduire les frais de scolarité annuels des familles et de ce fait plus nombreux seront les enfants qui pourront accéder à l'enseignement supérieur. Le logement, l'eau et les ressources alimentaires subiraient des pressions moindres, d'où pour la famille un niveau de vie plus élevé et la possibilité de faire à l'avenir plus d'économies. La conjonction des intérêts familiaux et individuels dans ce domaine a conduit le Gouvernement à inviter au Kenya un groupe consultatif d'experts pour qu'ils recommandent un programme de planification de la famille fondé sur la participation volontaire et en harmonie avec les préceptes religieux".

24. Dans le même esprit on relève le paragraphe suivant sur l'emploi dans le Plan triennal (1965-1967) du Maroc : "Les déséquilibres de l'emploi se traduisent différemment dans les villes où le chômage sévit et dans le monde rural où il s'agit plutôt de sous-emploi de la main-d'oeuvre. Les perspectives des prochaines années montrent que cette situation risque de s'aggraver en raison de la croissance démographique. Tant que celle-ci demeurera très forte et que le Maroc ne se sera pas engagé dans une politique visant à la discipliner, le développement économique continuera d'avoir un retard difficile à combler. Le chômage et le sous-emploi continueront de s'aggraver tant que le taux de croissance démographique de 3 pour 100 se maintiendra".

25. La Tunisie, un autre des pays ayant une politique démographique officielle, a inclus dans son Plan quadriennal (1965-1968) une sous-section sur la planification de la famille dans laquelle on relève :

"... la population de la Tunisie est caractérisée par :

- 1) une forte natalité, le taux de natalité est de l'ordre de 44 pour 1000
- 2) une forte mortalité : le taux de mortalité est aux alentours de 20 pour 1000, cependant il accuse une nette tendance vers la baisse.

26. "Pour réduire le taux d'accroissement et freiner la croissance démographique du pays, il n'y a qu'une seule solution, c'est agir sur la natalité dans le sens de la diminution. L'évolution du niveau de vie et le développement de l'enseignement et de la culture ont été depuis l'indépendance et seront dans l'avenir des facteurs qui incitent au contrôle spontané des naissances.

"Cependant, il est nécessaire d'entreprendre une action à l'échelle nationale visant à éduquer les masses dans ce domaine et à les encourager à s'engager dans la voie du self-control des naissances.

"Pour atteindre ce but le gouvernement a décidé de promouvoir un programme de "planning familial" qui se déroulera en deux phases :

- 1) une phase expérimentale de deux ans (programme appliqué dans six régions urbaines et six régions semi-rurales);
- 2) une phase de généralisation."

EDUCATION

27. S'il est un domaine auquel les gouvernements africains accordent la plus grande attention et pour lequel ils dépensent des sommes considérables, c'est celui de la création d'établissements d'enseignement. Ainsi qu'il ressort des plans, de nombreux gouvernements optent pour cette politique, en premier lieu, parce qu'ils tiennent à ce que leur pays dispose d'un personnel qualifié et aussi parce que l'instruction est une bonne chose en soi. Or ne se rend pas toujours compte que la charge qu'impliquent en Afrique les services d'enseignement est très lourde en raison de la proportion extraordinairement élevée des enfants. Les statistiques montrent que dans presque tous les pays d'Afrique les enfants de moins de 15 ans représentent au minimum 40 pour 100 de la population, c'est-à-dire que la population d'âge scolaire (entre 6 et 19 ans environ) représente 30 pour 100 environ de la population totale. Cette situation se perpétuera tant que le taux de fécondité se maintiendra à un niveau élevé en Afrique, ce qui implique que les dépenses d'enseignement continueront d'augmenter, en sorte que les gouvernements africains auront moins de capitaux à consacrer aux entreprises directement productives. Le Plan pour 1966-1970 de l'île Maurice exprime bien la situation à laquelle doivent faire face les gouvernements africains, quand il affirme que l'éducation est un facteur crucial du développement. Une grande partie des dépenses allant à l'enseignement au titre du Plan doit servir uniquement à faire face à l'accroissement de la population.

28. Bien que l'enseignement absorbe une proportion élevée des dépenses auxquelles pourvoient les plans de développement, il n'apparaît pas nettement de ces plans que dans la plupart des pays l'importance numérique de la population d'âge scolaire soit connue. Seuls quelques pays ont inclus dans leurs plans des projections de la population d'âge scolaire. Le Plan, dans maints pays, se borne à énumérer un certain nombre de projets de développement relatifs à l'instruction sans indiquer les effectifs appelés à en bénéficier. Pour les pays d'Afrique, la seule façon de connaître la charge que leur impose la nécessité d'instruire une population jeune et sans cesse croissante, est d'inclure dans les plans une projection de la population d'âge scolaire, ce qui permettra également d'évaluer à la fin de la période du Plan les effectifs de cette population qui en ont effectivement bénéficié.

29. Grâce à des projections démographiques détaillées reposant sur plusieurs hypothèses, le Plan du Kenya pour 1966-1970 a pu évaluer les dépenses qu'impliquait la fourniture d'installations d'enseignement à la population d'âge scolaire, dans différentes conditions, et arriver aux conclusions suivantes : "Même des données d'une nature aussi restreinte montrent qu'une politique démographique est nécessaire aux fins de la planification. Ainsi, dans l'hypothèse d'un taux de fécondité constant, au coût actuel de construction égal à 20 livres par étudiant, il faudrait compter 100 millions de livres sterling pour construire les établissements d'enseignement supplémentaires qui permettraient d'instruire tous les enfants d'âge primaire à la fin du siècle. Avec un taux de fécondité réduit, ces dépenses seraient de moins de 45 millions, ce qui représenterait une économie de 55 millions de livres sur la construction des seules écoles primaires, soit 1,6 million de livres par an qui pourraient être utilisées à un surcroît de développement économique." D'autres estimations montrent que si un taux de natalité élevé pouvait être réduit de moitié en 30 ans (ce qui est généralement l'hypothèse sur laquelle, du point de vue de la fécondité, se fondent les estimations démographique "moyennes" de l'Organisation des Nations Unies), les programmes d'investissement antérieurs étant maintenus, le revenu national par habitant augmenterait de 40 pour 100 au bout des 30 ans considérés et de 100 pour 100 en 60 ans.

30. Le Plan du Kenya ne se contente pas d'indiquer les effectifs scolaires inscrits au début du Plan (renseignement fourni dans de nombreux plans africains) ; il donne également l'effectif de la population d'âge scolaire aux différents stades du Plan et la proportion qui en bénéficie. S'il est justifié d'affirmer que la connaissance de l'effectif de la population d'âge scolaire n'aura pas forcément une influence sur l'action possible en raison de l'impossibilité d'augmenter les ressources financières à lui consacrer, il est bien évident également que l'on ne pourra évaluer l'importance de la charge à supporter que si l'on connaît l'effectif de la population en cause.

Urbanisation

31. Il est une autre question à laquelle une grande place est faite dans les plans de développement africains, à savoir le taux élevé des migrations des zones rurales vers les zones urbaines et les problèmes qui en découlent.

En l'occurrence, dans tous les plans on s'efforce de prendre des dispositions particulières, telles que la multiplication et l'amélioration des moyens et services, dans les domaines de l'emploi de la santé, de l'enseignement, du logement, des transports, etc. dans les zones urbaines de même que dans les zones rurales en vue de neutraliser les effets d'une urbanisation rapide et de contenir la migration des populations rurales vers les villes. A propos de l'urbanisation rapide, on peut lire ce qui suit dans le Plan national de développement du Nigéria pour la période 1962-1968 :

- "a) Les rapports réciproques qui existent entre l'accroissement rapide de la population et l'expansion considérable des activités commerciales et industrielles de l'Etat sont essentiellement à l'origine du problème de Lagos.
- "b) La population se développe plus rapidement que la mise en place de nouvelles installations. Les services sanitaires, le logement, les écoles, les transports, l'approvisionnement en eau et les marchés sont déjà insuffisants. Malgré des investissements considérables, la situation risque d'empirer encore si le taux actuel de la croissance démographique se maintient."

32. Il y a lieu cependant, de ne pas perdre de vue que dans des circonstances favorables un certain degré d'urbanisation est nécessaire et que le développement y gagne. On sait que dans de nombreux pays africains pas moins de 35 pour 100 de la population totale vivent dans des villages de moins de 200 habitants. Il est évident que cette situation rend difficile de doter de si petites localités des moyens et services requis. A propos d'urbanisation on trouve dans le Plan régional du Nigéria oriental pour 1962-1968 la déclaration suivante : "L'urbanisation est un élément favorable à l'expansion industrielle en ce sens que la concentration d'une population active et adaptable, immédiatement disponible pour les emplois industriels, est propice à une économie en voie de développement. En revanche il faut résoudre ses problèmes particulier tels que la réinstallation des individus, le logement et la nécessité de multiplier les possibilités d'emploi." Dans le deuxième Plan quinquennal (1966-1970) de l'Ouganda on peut lire : "L'urbanisation entraîne des dépenses d'équipement très élevées, mais la forte dispersion des populations rurales implique aussi des dépenses particulières, tout spécialement dans le cas des services sociaux à leur fournir. Dans le Plan quadriennal de développement économique et social de la Mauritanie :

"Le développement urbain a depuis trois ans essentiellement porté sur les centres de Nouakchott, Port-Etienne et Fort-Gouraud. La croissance très rapide de ces villes a dépassé les prévisions et l'infrastructure publique mise en place est devenue insuffisante malgré les lourds investissements consentis. Il est cependant évident que ce développement urbain est appelé à se poursuivre dans les années à venir. Eviter la croissance anarchique des villes, organiser la vie urbaine et établir des prévisions raisonnables d'équipement doivent être les buts de la politique gouvernementale pour la période quadriennale 1963-1966".

Ces extraits de quelques plans de développement montrent tout l'intérêt que les gouvernements africains portent à l'urbanisation et la place particulière qu'ils lui accordent dans leurs plans.

Main-d'oeuvre et emploi

33. En Afrique, tous les plans de développement s'attachent spécialement à créer des emplois pour une population active qui s'accroît à un rythme accéléré, ce dont tous les pays se rendent compte. Tout d'abord, tous les plans insistent sur la nécessité de former des travailleurs pour remplacer le personnel étranger et à cette fin les programmes d'éducation de nombreux pays sont orientés spécialement vers le développement de l'enseignement supérieur. Les plans contiennent généralement des estimations de la population active et des possibilités d'emploi pour la durée de la période qu'ils couvrent. Dans de nombreux plans on trouve des projections détaillées de la population active. Il ne fait aucun doute que c'est en raison de l'existence de ces estimations que les gouvernements africains ont conscience de l'ampleur de la tâche qui leur incombe. Les difficultés dans ce domaine font l'objet de la plus grande attention dans nombre de plans. Dans le premier Plan quinquennal de l'Ouganda, par exemple, on remarque qu'entre 1950 et 1960 le taux d'accroissement de la population a été de 2,5 pour 100 par an, alors que l'emploi n'a augmenté que de 1 pour 100 par an et qu'entre 1960 et 1962 les chiffres absolus ont diminué, cette diminution atteignant 11 pour 100 pour la période 1961-62. Quelques extraits de plans permettront de mettre en évidence le souci qu'ont les pays africains de créer des emplois pour leurs populations. Dans le Plan de l'île Maurice pour 1960-65 on peut lire : "l'objectif du programme de développement est de créer des emplois supplémentaires à l'intention de la population active de l'île, qui ne cesse de croître, tout en favorisant le développement des services d'infrastructure et des services sociaux dans la mesure nécessaire pour répondre aux besoins des secteurs directement productifs et pour rester à la hauteur de l'accroissement de la population. Le but est d'arriver à un accroissement annuel du nombre des emplois égal à l'accroissement annuel de la population active".

Les préoccupations du Gouvernement marocain dans ce domaine ressortent clairement de l'extrait cité dans une section antérieure.

34. Dans le Plan septennal du Ghana on peut lire : "Le gouvernement s'est engagé à fond dans une politique du plein emploi et le présent plan septennal a été établi d'après l'hypothèse que de nouveaux emplois doivent être créés à une cadence suffisante pour que soit absorbée toute la main-d'oeuvre nouvelle qui apparaîtra pendant la période du Plan". A propos des perspectives, on peut lire dans le Plan : "Les emplois rémunérés enregistrés au Ghana sont passés de 245.000 en 1955 à 350.000 à la fin de 1961. Entre 1955 et 1961, les seules écoles primaires ont formé 164.500 jeunes gens; dans ces conditions, abstraction faite du nombre encore plus grand des jeunes gens analphabètes arrivant en âge de travailler, ou de celui des personnes passant de l'économie rurale à l'économie urbaine, ou celui des immigrants attirés en masse chaque année au Ghana, les principaux secteurs de l'économie n'ont même pas pu absorber les seuls contingents de l'école primaire. Entre 1955 et 1961, 847.720 Ghanéens ont fêté leur 15^{ème} anniversaire et sont venus grossir les rangs de la population active. Le volume croissant des chômeurs dans toutes les régions du pays prouve que l'économie ghanéenne n'est pas en mesure d'assurer des emplois réguliers à la population active".

35. En revanche, dans son deuxième Plan quinquennal, l'Ethiopie ne manifeste aucune appréhension en présence du taux élevé d'accroissement de la population parce qu'il en sortira une population active suffisante pour les besoins de l'économie. Le Plan indique ensuite que les emplois salariés sont passés de 18.700 à 27.000 pendant le premier Plan et qu'on table sur le chiffre de 59.900 pour le deuxième Plan. Toutefois, il ne compare pas ce chiffre, au nombre des personnes appelées à accéder au marché du travail pendant la période du Plan en sorte qu'il ne fait pas apparaître l'étendue des problèmes.

FECONDITE ET MORTALITE

36. Aucun sujet ne semble plus négligé dans les plans de développement en Afrique que la fécondité et la mortalité; pourtant ces deux éléments sont à l'origine de presque tous les problèmes démographiques et de leurs répercussions auxquels s'attachent presque tous les plans. L'existence de taux élevés de fécondité et aussi de taux de mortalité élevés mais en baisse, est à l'origine des taux élevés de croissance démographiques. Des taux de fécondité élevés et constants entraînent des proportions d'enfants considérables dans les populations; d'où un nombre élevé des personnes à charge et partant des dépenses importantes pour l'instruction, la santé, le logement, etc. La plupart des plans prévoient de lourdes dépenses pour les services sanitaires. L'objectif du Plan de la Tanzanie pour la période 1964-1965 est d'atteindre en 1980 une espérance de vie de 50 ans au lieu des 35/40 actuels. Le Plan sanitaire du Gabon pour 1966-1971 a pour objectif l'organisation de services de santé englobant dans des conditions concrètes toute la population, une place particulière étant faite à la protection des enfants en bas âge, compte tenu de la situation démographique du pays.

37. Il ne faut pas perdre de vue que l'amélioration des services sanitaires et l'élévation des niveaux de vie auxquelles tendent tous les plans de développement ont pour effet de diminuer les taux de mortalité jusqu'à présent élevés en Afrique, d'où une augmentation des taux de croissance démographique si l'on ne fait pas baisser les taux de fécondité.

38. Sauf dans quelques plans, peu de place est faite à la fécondité. Le Gabon tend à maintenir son taux de natalité actuel de 35 pour 1000, plutôt bas par rapport aux normes africaines. Il y a lieu toutefois de ne pas perdre de vue que l'amélioration de la santé des individus aboutira probablement à une augmentation de ce faible taux de natalité; à moins que des mesures particulières ne soient prises pour le maintenir à son niveau actuel. Les plans du Kenya et de la Tunisie pourvoient spécifiquement à des mesures destinées à une réduction des taux de fécondité élevés.

39. Le Plan septennal du Ghana expose bien les problèmes qui impliquent un taux de fécondité élevé : "Tant que le taux de fécondité ne sera pas réduit, la population continuera de croître et la proportion des jeunes à charge se maintiendra à un niveau élevé".

40. L'extrait déjà reproduit du premier Plan quinquennal de la Somalie donne une bonne idée du point de vue de nombreux gouvernements africains sur les taux élevés de natalité, à savoir qu'ils les considèrent avec faveur étant donné que leurs populations sont peu nombreuses.

TAUX DE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

41. Il ne fait aucun doute que les planificateurs africains sont conscients des répercussions qu'ont les taux de croissance démographique sur le développement économique. Toutes choses égales d'ailleurs, plus le taux de croissance démographique est élevé, plus augmentent les investissements nécessaires pour couvrir les frais généraux des secteurs sociaux et économiques, ne serait-ce que pour maintenir au même niveau les mêmes normes et services de base, alors que s'accroît le nombre des bénéficiaires. Le problème est d'autant plus compliqué que les pays ayant des taux élevés de croissance démographique ont des proportions importantes de personnes à charge, ce qui exige une large série de dépenses pour les soins et la subsistance des enfants et dans une moindre mesure ceux des retraités et des autres personnes à charge. Les investissements dans ces domaines sociaux ne sont pas directement productifs du point de vue de l'expansion économique, en sorte que les pays où la population s'accroît rapidement ne peuvent consacrer qu'une faible portion de leurs ressources d'investissement aux secteurs dont on pourrait attendre des bénéfices immédiats pour l'expansion économique.

42. Dans tous les plans passés en revue on insiste sur la nécessité d'une expansion économique plus importante en raison du taux élevé de croissance démographique. L'objectif principal du Plan décennal du Soudan (1961/62-1971/72) est d'accroître le revenu national à un rythme plus rapide que celui de l'accroissement de la population afin d'arriver à une augmentation continue et substantielle du revenu moyen par habitant. Le plan reconnaît que le taux de 2,8 pour 100 d'accroissement annuel de la population est élevé et que vouloir relever le niveau de vie est une tâche ardue. Dans le premier Plan zambien (1966-1970) on peut lire : "Les transformations de l'économie que supposent les objectifs de ce plan auront lieu dans le cadre d'un accroissement rapide de la population". Le plan zambien prévoit un taux d'accroissement de la population de 3,5 pour 100 par an et projette un accroissement réel de l'économie de 11 pour 100 par an pour la période 1964-70. Dans le deuxième Plan de développement de l'Ouganda on lit : "En Ouganda, la pression démographique n'est pas, en tant que telle, la question épineuse qu'elle est dans de nombreux pays en voie de développement. Toutefois, en raison de ce taux d'accroissement élevé une portion importante de la population est d'âge scolaire, en sorte que la charge de l'enseignement est plus lourde que celle de la plupart des pays plus riches qui ont un taux de croissance démographique inférieur. Il en découle en outre que l'Ouganda doit aller de l'avant pour se maintenir à un niveau constant. Un accroissement de près de 3 pour 100 par an s'impose pour la production et l'emploi si l'on veut maintenir le niveau de vie par habitant; pour augmenter le revenu par habitant il faudra donc réaliser un taux

d'expansion encore supérieur". L'Ouganda s'est donc assigné comme objectif un taux d'accroissement de la production totale du secteur monétaire de 7,2 pour 100 par an contre celui de 4,2 pour 100 réalisé pendant le premier Plan. Le Plan reconnaît que "cet objectif est ambitieux mais qu'y parvenir ne sera pourtant que le premier pas dans la voie du développement économique. L'ampleur de la tâche à accomplir est immense". Un rapport sur le premier Plan quinquennal (1963-1967) de Madagascar indique : "L'accroissement rapide de la population dans certains secteurs où le niveau de vie est très bas constitue un problème très grave".

43. C'est le Plan du Kenya (1966-70) qui contient la déclaration la plus simple et la plus directe à propos des rapports réciproques du taux de croissance démographique et du développement économique, à savoir : "Le revenu par habitant est le quotient du revenu total de la nation par le nombre d'habitants. Pour un accroissement du produit intérieur brut donné, une réduction de la croissance démographique aboutirait de toute évidence à une augmentation des revenus par habitant, le même revenu étant divisé entre un nombre inférieur d'individus. La réduction de l'accroissement de la population peut, pour plusieurs raisons, faire augmenter le taux d'accroissement du produit intérieur brut et partant faire augmenter encore davantage le revenu par habitant". Le plan indique ensuite les avantages à attendre de la diminution du taux de croissance démographique : Premièrement, possibilité de consacrer plus de dépenses du développement à des activités immédiatement productives plutôt que d'augmenter les dépenses allant aux secteurs sociaux pour lesquels les répercussions sur la production ne se font sentir qu'à longue échéance; deuxièmement, amélioration de l'alimentation, d'où réduction de la nécessité de services sociaux et accroissement de la productivité de la population active; et troisièmement, augmentation de l'épargne intérieure en raison de l'accroissement du revenu par habitant. Après un exposé des avantages que représenterait pour chaque citoyen et pour l'ensemble de la nation la diminution du taux de croissance démographique, le Plan indique que le Kenya gagnerait à adopter une politique de planification de la famille tendant à la réduction du taux de fécondité et donc du taux de croissance démographique. Toutefois le Plan admet que pour quelque temps encore l'accroissement de la population du Kenya se maintiendra au taux de 3 pour 100 par an et prend en conséquence des dispositions permettant de réaliser une expansion économique destinée à compenser les effets du taux élevé de croissance démographique.

QUEL EST LE DEGRE DE REALISME DES OBJECTIFS FIXES PAR LES PLANS DE DEVELOPPEMENT AFROCAINS ?

44. On ne peut s'empêcher d'être impressionné par le courage et l'optimisme avec lesquels les gouvernements africains entreprennent dans leurs plans de développement de neutraliser les effets des taux élevés de croissance démographique. Il apparaît que presque tous les plans font état des difficultés à surmonter pour atteindre les taux d'accroissement économique planifiés mais que cela ne les empêche pas de rechercher une expansion économique pouvant compenser l'explosion démographique. Il ressort clairement des diverses citations faites

dans les sections précédentes que les plans de développement projettent un accroissement économique plus ambitieux pour faire pièce à l'accroissement de la population.

45. Toutefois, il apparaît clairement que les taux d'expansion économique prévus dans la plupart des plans africains n'ont pu être atteints alors qu'en même temps les taux de croissance démographique supposés étaient dépassés. On a également pu constater que la malnutrition et l'analphabétisme sont largement répandus et que des quantités considérables de produits alimentaires sont importées pour nourrir des populations dont, à l'heure actuelle, on estime l'importance numérique insuffisante.

46. Le tableau 3, ci-après, a pour but de montrer dans quelle mesure les gouvernements africains ont réalisé les objectifs fixés par leurs plans de développement. Alors que les estimations de croissance démographique des Nations Unies prévoient généralement un taux moyen de 2,6 pour 100 par an, ce tableau indique que la moyenne qui ressort des plans africains est de 2,4 pour 100 pour la période 1965-70. Il indique également que le taux effectif de croissance du PIB pour la période 1960-1964 a été de 4,4 pour 100 environ au lieu de celui de 5,6 pour 100 prévu dans les plans. Même si la croissance de 1965 à 1970 est telle que le taux prévu soit atteint pour l'ensemble de la période décennale, l'accroissement imprévu de la population conduira à un taux de croissance réel par habitant inférieur de 0,2 pour 100 au chiffre que les planificateurs ont supposé. Il peut être encore plus bas si, comme il semble probable, le taux de croissance du PIB reste plus proche des 4,4 pour 100 réalisés en 1960-1964 que des 5,6 pour 100 fixés comme objectifs par les plans. Il est fort possible que le taux d'accroissement de la population dépasse celui que les Nations Unies ont prévu. Par exemple, le recensement effectué en Tanzanie en 1967 a révélé un taux d'accroissement de 2,7 pour 100 environ au lieu de celui de 2,1 pour 100 prévu.

47. La moyenne des coefficients marginaux de capital est environ le 3 et le taux d'épargne, c'est-à-dire le taux d'investissement nécessaire pour atteindre le taux de croissance prévu du PIB, est de 17 pour 100. Avec un taux de croissance démographique estimé à 2,6 pour 100, il en découle que 8 pour 100 du PIB seront absorbés par l'accroissement démographique, c'est-à-dire pour maintenir le PIB par habitant au même niveau, et seuls les 9 pour 100 restants seront utilisés pour augmenter le PIB suivant l'objectif de 3 pour 100 par an.

Tableau 3 : Taux prévus et réels d'accroissement du produit intérieur brut et taux implicites et estimés d'accroissement de la population

| Sous-région et pays | Période du Plan | Taux annuel pré- sumé d'accrois- sement (en %) du | | | Coeffi- cient marginal préssumé de capi- tal | Taux pré- sumé d'in- vestis- sement (% du PIB) ^{1/} | Taux annuel réel d'ac- croissement (en %) du PIB | | Estimations des Nations Unies du taux annuel d'accrois- sement (en %) de la popula- tion 1965-1970 |
|--------------------------|--------------------|---|-----------------|-----------------------------|---|---|--|--------------------|---|
| | | PIB | popu- lation | PIB par habi- tant | | | 1955-60 | 1960-64 | |
| | | | | | | | | | |
| AFRIQUE DU NORD | | | | | | | | | |
| Maroc | 1965-67 | 3,7 | 3,0 | 0,7 | 2,0 | 7,4 | 0,6 | 3,8 ^{3/} | 3,3 |
| Soudan | 1961/62-70/71 | 5,1 | 2,8 | 2,3 | 2,6 | 13,5 | 5,0 ^{2/} | 1,8 ^{3/} | 2,4 |
| Tunisie | 1965-68 | 6,5 | 2,1 | 4,4 | 2,2 | 14,3 | 2,6 ^{2/} | 5,6 | 2,2 |
| République arabe unie | 1960-65 | 7,0 | 2,1 | 4,9 | 3,3 | 23,2 | 7,1 | 6,6 | 3,0 |
| AFRIQUE DE L'OUEST | | | | | | | | | |
| Dahomey | 1961-81 | 6,3 | ... | ... | 2,8 | 17,6 | ... | ... | 2,0 |
| Ghana | 1963/64-69/70 | 5,5 | 2,6 | 2,9 | 4,4 | 24,1 | 5,4 | 3,8 | 3,0 |
| Mali | 1961-65 | 8,0 | 2,5 | 5,5 | 2,2 | 17,4 | ... | ... | 2,0 |
| Mauritanie | 1963-66 | 9,2 | 1,3 | 7,9 | 2,3 | 25,8 | ... | ... | 0,7 |
| Niger | 1961-74 | 5,5 | 2,6 | 2,3 | 1,3 | 7,2 | ... | ... | 2,1 |
| Nigéria | 1962-68 | 4,0 | 2,5 | 1,5 | 3,7 | 14,6 | 1,8 | 4,6 ^{4/} | 3,1 |
| Sénégal | 1965-69 | 6,0 | 2,3 | 3,7 | 2,5 | 14,8 | ... | 4,0 ^{5/} | 1,6 |
| Togo | 1966-70 | 5,6 | 1,9 | 3,7 | 2,4 | 13,6 | ... | ... | 2,1 |
| AFRIQUE DU CENTRE | | | | | | | | | |
| Cameroun | 1965/66-70/71 | 5,0 | 2,1 | 2,9 | 2,6 | 13,0 | ... | ... | 1,5 |
| Tchad | 1966-70 | 5,9 | 1,7 | 4,2 | 2,4 | 14,3 | ... | ... | 2,0 |
| République du Congo | 1964-68 | 7,3 | 2,2 | 5,1 | 3,5 | 25,6 | ... | ... | 1,7 |
| Rép. dém. du Congo | 1965-69 | 7,9 | ... | ... | 3,1 | 22-28 | 5,4 ^{2/} | -2,0 ^{5/} | 1,8 |
| AFRIQUE DE L'EST | | | | | | | | | |
| Ethiopie | 1963-67 | 4,3 | 1,6 | 2,7 | 3,4 | 14,5 | ... | 4,7 ^{6/} | 2,0 |
| Kenya | 1966-70 | 6,3 | 3,1 | 3,2 | 2,6 | 16,4 | ... | ... | 2,5 |
| Madagascar | 1964-68 | 5,5 | 2,5 | 3,0 | 1,5 | 8,0 | ... | ... | 2,1 |
| Tanganyika | 1964-69 | 6,7 | 2,1 | 4,6 | 1,7 | 11,2 | ... | 3,3 ^{8/} | 2,1 |
| Ouganda | 1966-71 | 6,1 | 1,8 | 4,3 | 2,5 | 15,2 | 4,2 ^{7/} | 4,2 ^{9/} | 2,0 |
| Zombie | 1966-70 | 10,7 | 3,5 | 7,2 | 2,6 | 28,2 | 6,3 ^{7/} | 6,0 ^{9/} | 2,8 |
| RESTE DE L'AFRIQUE | | | | | | | | | |
| République sud-africaine | 1963-69 | 5,5 | 2,3 | 3,2 | 3,6 | 20,0 | 4,1 ^{10/11/} | 5,9 | 2,8 |

Sources : Nations Unies "Planification du développement en Afrique" (E/CN.14/CAP/9) et "Tendances et niveaux démographiques récents en Afrique", Bulletin économique pour l'Afrique, vol. V, janvier 1965 (No. de vente : 65.II.K.6); estimations établies par la Section de la comptabilité nationale et des statistiques financières et la Section de la démographie et des statistiques sociales de la Division de la recherche et de la statistique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

- 1/ Y compris le courant net de capitaux.
- 2/ Pour 1950-1959.
- 3/ Pour 1962-1964.
- 4/ Pour 1960-1963.
- 5/ Pour 1958-1962.
- 6/ Pour 1961-1966.
- 7/ Pour 1954-1960.
- 8/ Pour 1960-1966.
- 9/ Pour 1960-1965.
- 10/ Y compris les données concernant le Sud-Ouest Africain, le Lesotho et le Swaziland.
- 11/ Pour 1953-1960.

CONCLUSIONS

48. On s'est efforcé dans les paragraphes qui précèdent de donner une idée du contenu démographique des plans de développement africains. On s'est surtout intéressé aux plans postérieurs à l'accession des pays à l'indépendance mais on a également examiné quelques plans antérieurs.

49. L'impression générale qui se dégage de cette étude est qu'une plus grande attention aurait dû être accordée à l'aspect démographique de la planification économique surtout si l'on considère que les caractéristiques démographiques africaines, et surtout le taux de croissance, compromettent les efforts que les gouvernements africains déploient pour relever les niveaux de vie.

50. Toutefois, on peut faire remarquer que cette omission de la situation démographique dans les plans africains pouvait être due en partie à l'absence de statistiques et d'analyses démographiques ainsi que l'indique le premier Plan quinquennal (1963-1967) de la Somalie où on lit : "La population est officiellement estimée à 5 millions environ d'habitants par le Ministère de l'Intérieur; mais aucun recensement démographique détaillé n'a jamais été effectué. On ne pourra avoir de renseignements précis sur l'importance numérique, la répartition par âge et par sexe, les taux de natalité et de mortalité, tant qu'on n'aura pas procédé à un recensement approprié ou à des enquêtes par sondage pour se procurer des données démographiques. On ne connaît pas le taux d'accroissement de la population. Il est probable que le taux de natalité est élevé". Dans le Plan national de développement du Nigéria pour 1962-1967 on trouve la déclaration ci-après sur le Nigéria oriental : "En attendant le prochain recensement de population prévu en 1972, toutes les estimations de la croissance démographique sont forcément entachées d'une importante marge d'erreur". On peut lire aussi dans le Plan du Nigéria occidental : "Malheureusement, il n'est pas possible, faute de données démographiques à jour de tenter de calculer le revenu par habitant. Les 7 millions d'habitants précédemment avancés pour le Nigéria occidental ne sont rien d'autre maintenant qu'une supposition. Un chiffre plus précis ne pourra vraisemblablement pas être produit avant le recensement de 1967".

51. Il y a lieu de signaler que quelques plans ont prévu des mesures financières en vue de remédier à cette situation, en particulier les plans de la Somalie et de la Mauritanie, dans lesquels des dispositions sont prises pour que des enquêtes démographiques par sondage soient faites.

52. Les plans passés font ressortir les points suivants :

Premièrement, qu'une trop grande place était faite au nombre d'habitants du moment et qu'il vaudrait mieux s'intéresser davantage à d'autres caractéristiques telles que le taux de fécondité élevé et le taux de mortalité en diminution, le grand nombre d'enfants et partant la proportion élevée de personnes à la charge de la population active, le faible degré d'urbanisation par rapport à un fort accroissement de la population totale et de la population urbaine.

Deuxièmement, au lieu de considérer la population dans son ensemble on n'a retenu que quelques aspects démographiques tels que l'urbanisation, la population active et l'organisation de services scolaires et sanitaires adaptés à des populations en augmentation rapide.

Troisièmement, les pays savent qu'ils ont des taux de croissance démographique élevés, mais la plupart y voient un moyen d'augmenter le chiffre total de leur population; tous les plans tentent de réaliser des taux d'expansion économique assez élevés pour contrebalancer les taux de croissance de la population.

Quatrièmement, bien que la raison d'être des plans soit l'amélioration générale du niveau de vie de la population, dans certains cas ils ne contiennent aucune estimation et souvent aucune projection détaillée de la population totale et sa composition, à savoir, par exemple, population d'âge scolaire, population active, etc. On peut se demander comment, dans ces conditions, les planificateurs peuvent juger de l'ampleur des problèmes qui subsistent, après que leurs plans ont été mis en œuvre, dans les domaines tels que l'enseignement.

Cinquièmement, bien que nombre de pays aient proclamé jusqu'ici une politique démographique officielle quelques-uns comme l'Ethiopie, la Somalie et le Soudan, le font indirectement dans leurs plans de développement. Le Gabon, quant à lui, expose une politique bien définie, alors que le Ghana et l'Ouganda hésitent à spécifier dans leurs plans une politique de diminution de la fécondité et de réduction des taux d'accroissement démographique, même s'ils semblent soutenir une telle politique.

Sixièmement, dans le cas des pays qui ont eu l'occasion de poursuivre plusieurs plans, il semble que leurs manières de voir aient changé avec le temps. Par exemple, le premier et le deuxième Plan du Ghana ne faisaient aucune allusion à la situation démographique alors que le troisième y consacre beaucoup d'attention. De même, la Côte-d'Ivoire, qui n'avait dans son troisième Plan quinquennal que des projections de la population totale, considère dans son première révision de Plan quinquennal de développement 1971-1975 des projections sur la population totale, urbaine et rurale et même la population européenne. Mais le Plan ne s'arrête pas là et ajoute : "Urbanisation rapide, transfert important de population de la savane vers la forêt, tels sont les deux aspects les plus saillants de l'évolution démographique probable. Ils auront forcément des répercussions sur la distribution des revenus, la répartition de l'emploi et la transformation de la consommation des ménages". Constatation du même genre pour l'Ouganda, qui dans son deuxième Plan s'intéresse davantage au taux d'accroissement de la population qu'au premier. Les plans antérieurs à l'indépendance sont, presque tous, des catalogues de projets particuliers plutôt que des plans intégrés détaillés.

53. Il est notoire qu'en égard au développement économique, le rapport entre le taux d'expansion économique et le taux de croissance démographique a plus d'importance que le nombre d'habitants. C'est ce que confirment les plans de développement africains qui visent tous à un taux d'expansion économique supérieur au taux d'accroissement de la population. Si l'Ethiopie, par exemple, préconise un accroissement de sa population, c'est en raison de la nécessité d'élargir le marché ouvert aux produits nationaux. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que le nombre d'habitants n'est pas le seul facteur déterminant des dimensions du marché, il y a aussi le pouvoir d'achat. Une population nombreuse ayant un faible pouvoir d'achat ne peut constituer, où que ce soit, un marché important. À une ou deux exceptions près, l'importance réelle et en puissance des marchés nationaux africains est assez réduite. Les efforts des pays africains dans la voie d'une co-opération économique sous-régionale fournissent la preuve qu'ils ont conscience de ce problème. "Le secrétariat de la CEA... a pu dresser le cadre d'un système d'institutions destiné à permettre aux gouvernements de se réunir, à favoriser les relations de travail entre eux, à concevoir un modus operandi de nature à assurer aux principaux projets le soutien de tous les pays de la sous-région".

54. Dans ce contexte, la déclaration de M. Robert K.A. Gardiner, Secrétaire exécutif de la CEA, sur la planification nationale, est d'autant plus pertinente : "La plupart des plans africains soulignent l'opportunité de réformes fondamentales dans les domaines social, économique et administratif, mais bien peu semblent se préoccuper des taux de croissance élevés des populations africaines et encore moins semblent considérer l'intégration économique comme un facteur d'expansion accélérée".

55. En ce qui concerne le développement de la main-d'oeuvre nécessaire à la mise en valeur des vastes ressources en puissance de l'Afrique, on peut faire valoir que l'Afrique a autant besoin de capitaux que de main-d'oeuvre. Il est démontré qu'en raison de la baisse constante des cours des produits primaires, les pays africains se heurtent à des difficultés sans cesse plus grandes pour obtenir des capitaux de développement. En outre, les ressources extérieures sur lesquelles comptaient de nombreux pays (ainsi qu'il ressort des plans de développement) font défaut. Nul n'ignore qu'en dépit de tous les efforts déployés le chômage et le sous-emploi s'aggravent dans de nombreux pays africains. Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'une population active nombreuse mais sous-alimentée et en mauvaise santé ne peut avoir un rendement bien élevé et peut donc se montrer moins efficace que des travailleurs moins nombreux, mais bien nourris et en bonne santé.

56. Il est grand temps qu'on se rende compte en Afrique que les augmentations rapides dont font l'objet l'urbanisation, le nombre des enfants à nourrir et à instruire et le nombre des individus pouvant travailler sont tous des aspects différents d'un même phénomène, à savoir la situation démographique. Dans tous les cas, les facteurs déterminants sont une fécondité élevée et une mortalité en diminution. Les mesures prises par les gouvernements africains pour améliorer la santé de leurs populations entraîneront forcément une nouvelle diminution

de la mortalité et par voie de conséquence les taux de natalité dépasseront les taux de mortalité, d'où augmentation des taux de croissance démographique.

57. Ce qui précède montre amplement la nécessité pour les pays d'incorporer dans leurs plans de développement des politiques démographiques adaptées à leurs problèmes particuliers. Les participants à la deuxième session de la Conférence des planificateurs africains "ont reconnu qu'il y avait des rapports mutuels importants entre la croissance démographique et le développement économique global; ils ont signalé à l'attention des Etats membres qu'il était nécessaire qu'ils élaborent une politique de la population dans leurs programmes de développement"^{1/}. Au cours de la Réunion régionale sur les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation il a été recommandé d'attirer l'attention de la prochaine Conférence des planificateurs africains sur la nécessité pour les pays africains de donner dans leurs plans un aperçu de leurs politiques démographiques eu égard à l'accroissement rapide de la population totale et urbaine ^{2/}. A la récente Réunion régionale sur le rôle des femmes dans le développement national il a été recommandé que la planification de la famille soit mise au nombre des activités courantes normales de protection de la mère et de l'enfant des services sanitaires fondamentaux, comme des services d'enseignement et des services communautaires et sociaux ^{3/}.

58. Quoi qu'il en soit, pour être viable et efficace, toute politique démographique doit s'accompagner de réformes économiques et sociales. Ces réformes ne sont pas nécessairement une fin en soi mais elles contribueront à la formation de capital et par conséquent au développement économique et à la justice sociale. Des estimations de la Commission économique pour l'Amérique latine ont montré, par exemple, que si dans les strates supérieures (5 pour 100 de la population représentant 30 pour 100 de la consommation totale de l'Amérique latine) la consommation moyenne par ménage qui est 15 fois plus élevée que celle des strates inférieures (50 pour 100 de la population représentant seulement 20 pour 100 de la consommation totale) pouvait être réduite au coefficient légèrement inférieur de 11/1 au profit d'investissements accrus, le taux annuel de croissance du revenu par habitant passerait de 1 à 3 pour 100; et si ce rapport était descendu à 9/1, le taux de croissance pourrait atteindre 4 pour 100 ou même plus, selon la possibilité de l'opération du point de vue politique et l'aptitude des pays à la mettre en pratique. Ces conclusions présentent un intérêt particulier pour l'Afrique

^{1/} Rapport final de la Conférence des planificateurs africains, deuxième session, Addis-Abéba, 4-15 décembre 1967 (E/CN.14/407; E/CN.14/CAP/40), par.100.

^{2/} Rapport de la Réunion régionale sur les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation (en particulier, le financement du logement), Addis-Abéba, 8-23 janvier 1969 (E/CN.14/450; E/CN.14/HOU/40) par. 39 et 221 1).

^{3/} Projet de rapport de la Réunion régionale sur le rôle des femmes dans le développement national, Addis-Abéba, 17-26 mars 1969.

où existent des différences de revenus considérables entre les étrangers et les autochtones et parfois entre les autochtones mêmes.

Si l'Afrique accordait une plus grande attention à sa population totale et adoptait les réformes économiques et sociales qui s'imposent, elle serait en mesure, dans un avenir relativement proche, d'améliorer ce que U Thant, Secrétaire général des Nations Unies, a appelé la qualité de la vie des hommes des générations à venir.

- - - - -

CHAPITRE IV

ORGANISATION ET PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

1. Les objectifs de croissance économique et sociale des pays africains trouvent maintenant leur expression concrète dans les plans de développement. La plupart des pays africains n'ont accédé à l'indépendance qu'au début des années soixante. A l'époque coloniale, la planification consistait surtout à établir une série de projets de travaux publics et de programmes secondaires d'intérêt social, dont l'ordre de priorité était fonction des impératifs économiques et des exigences stratégiques de la puissance métropolitaine. La planification a pris de l'importance en Afrique non seulement à la suite de l'indépendance et du désir de remédier au manque d'organisation hérité du régime colonial, mais également, du fait qu'on abandonne la doctrine du libéralisme économique et qu'on prend conscience de la nécessité de recourir à la planification, quel que soit le régime social des pays.
2. On pourrait penser qu'une étude de l'histoire de la planification, dans les pays européens de l'est et de l'ouest, fournirait dans ce domaine un fil conducteur pour les pays d'Afrique et d'autres régions en voie de développement; mais les pays européens quand ils ont commencé à planifier avaient atteint un stade de progrès économique et social bien différent de celui des régions en voie de développement. On peut avancer que la planification ne peut atteindre un haut degré de perfection technique que dans les pays ayant déjà acquis une certaine maturité économique. Dans ce cas, la planification serait limitée dans les pays africains en voie de développement. Toutefois, cela ne signifie pas que ces pays doivent attendre un grand développement économique pour s'engager dans la voie de la planification. A l'heure actuelle, développement et planification économiques marchent de pair dans les pays industrialisés et l'Etat consacre des sommes considérables pour mettre des techniques modernes au service du maintien et de l'accélération de la croissance économique.
3. La présente note expose à nouveau certaines des grandes forces intérieures et extérieures qui ont influencé, entre 1960 et 1965, la planification en Afrique. La première partie de l'étude récapitule certains des caractères dominants et des principaux déséquilibres de l'économie africaine, la dernière étant consacrée aux problèmes d'ordre général que posent l'élaboration et l'exécution des plans de développement.

CARACTERISTIQUES DE L'ECONOMIE DES PAYS AFRICAINS

4. La présente décolonisation politique en Afrique constitue la première étape d'une vaste opération de transformation économique et sociale. Le rythme du progrès africain est lié à l'emploi d'une stratégie économique visant à éliminer les contraintes traditionnelles et les enclaves privilégiées qui entravent la formation de nouvelles sociétés répondant à des fins déterminées.

5. La carte de l'Afrique depuis l'indépendance révèle clairement une fragmentation économique. En 1965, seuls neuf pays comptaient plus de 10 millions d'habitants, tandis que 29 pays enregistraient moins de 5 millions d'habitants et 13 pays, moins de 2 millions. Seuls le Nigéria, l'Ethiopie et la République arabe unie avaient une population de plus de 20 millions d'habitants. En dépit d'un rapide accroissement démographique, on prévoit que, même en 1980, l'effectif de la population sera inférieur à 5 millions dans 21 pays et que seuls 12 pays dépasseront le chiffre de 10 millions ^{1/}. Sans recourir à une pléthore de statistiques analogues sur le revenu et en tenant compte des statistiques démographiques, on peut apprécier l'importance minime de l'économie de la plupart des pays africains en fonction des données sur le revenu par habitant qui s'établit à 120 dollars pour l'ensemble de l'Afrique en voie de développement. A noter à ce propos qu'en 1966 le produit intérieur brut du Brésil représentait la moitié de celui de toute l'Afrique en voie de développement. Les pays dont le produit national dépassait un milliard de dollars étaient la RAU, le Nigéria, l'Algérie, le Maroc, le Ghana, la Libye, le Soudan, l'Ethiopie, la République démocratique du Congo, le Kenya, la Zambie, la Côte-d'Ivoire et la Rhodésie du Sud, qui ont assuré ensemble 72 pour 100 du produit global de l'Afrique en voie de développement. Toutefois, le marché constitué par l'ensemble de ces 13 pays, les plus importants du point de vue économique, ne représentait en 1966 qu'un peu plus du quart du marché du Royaume-Uni.

6. Une telle fragmentation économique exerce d'importants effets sur la dépendance de l'économie des pays africains à l'égard de l'étranger, dépendance qui se traduit par certaines des caractéristiques symptomatiques de l'économie africaine actuelle :

- pourcentage élevé des exportations dans le revenu national et bien d'exportation très peu diversifiés (minéraux et agricoles), produits par une masse non différenciée de manœuvres;
- forte proportion des importations par rapport au PIB, la plupart des biens manufacturés de consommation, de type intermédiaire et d'équipement étant achetés à l'étranger;
- volume considérable des apports de capitaux étrangers, y compris les bénéfices réinvestis, par rapport au montant total des investissements d'origine intérieure;

^{1/} Cependant, les taux élevés actuels d'accroissement démographique dans la majorité des pays africains, qui s'accéléreront encore probablement dans l'avenir, imposent des contraintes supplémentaires au développement, ain ainsi qu'on l'a fait remarquer dans le document de la CEA : "Contenu démographique des plans de développement" (E/CN.14/POP/5).

- exiguïté des marchés nationaux, qui rend difficile une transformation radicale de la structure de la production;
- insuffisance des recettes du secteur public et faible volume de l'épargne privée, qui empêchent le financement même des types de production convenant à un petit marché national;
- faible niveau de compétence dans les domaines administratif, scientifique et technique, d'où dépendance à l'égard du personnel expatrié dans le domaine de la technique et de la recherche appliquée 2/.

7. En l'absence de vastes réformes structurales, l'indépendance n'est qu'un vain mot. Les contraintes et les efforts qu'impliquent de telles transformations, auxquels s'ajoutent les impératifs techniques de la seconde moitié du XXème siècle, constituent la matrice de la prochaine révolution sociale en Afrique. La bataille pour l'émancipation économique a actuellement pour objectifs la faim, les moyens primitifs de logement et l'analphabétisme. Les gouvernements africains doivent encore créer les structures nécessaires à l'éducation, des emplois et des moyens de loisirs pour tous. Jusqu'à présent, ces avantages ont été réservés à une élite, en grande partie isolée. La décolonisation sociale et politique constitue le préalable indispensable de la décolonisation économique.

8. L'Afrique est une région sous-développée comme le montrent la plupart des indicateurs : revenu et épargne par habitant; espérance de vie; scolarisation; prépondérance de l'agriculture et faible niveau de la productivité; développement limité de l'industrie africaine, qui fournit 2 pour 100 seulement de la production industrielle mondiale, exploitation minière comprise; forte dépendance à l'égard des exportations et des recettes en devises étrangères et gamme étroite des produits primaires exportés; division en secteur traditionnel et secteur moderne; prédominance des entreprises, établissements financiers, services de commercialisation ou de distribution, ainsi que du personnel administratif et technique d'origine étrangère; réseaux de transport orientés principalement en fonction des exportations.

9. Ces indicateurs font nettement contraste avec l'immense potentiel de production inexploité du continent. Par rapport aux données correspondantes enregistrées dans les pays industrialisés d'Europe, la surface cultivée par personne est trois fois plus grande, l'effectif du bétail par habitant deux fois plus élevé et la superficie des pâturages par unité de bétail presque sept fois plus étendue en Afrique. Le continent fournit déjà le dixième environ de la production mondiale de minéraux, et même beaucoup plus si l'on fait abstraction du charbon. Par ailleurs, il possède d'énormes ressources en énergie primaire : pétrole et gaz naturel principalement en Afrique du Nord, énergie hydro-électrique en Afrique du Centre, charbon en Afrique du Sud 3/.

2/ R. Green et A. Seidman, Unity or Poverty ? The Economics of Pan Africanism, Penguin African Library, Londres, 1968, page 73.

3/ CEA, Développement industriel en Afrique, New York, 1964.

D'après une étude des sources mondiales d'énergie hydro-électrique et de combustibles nucléaires, 32 pour 100 de l'énergie hydro-électrique exploitable, 12 pour 100 des réserves d'uranium et 60 pour 100 des gisements de thorium se trouveraient en Afrique. La proportion de ressources naturelles par habitant en Afrique dépasse de beaucoup la moyenne mondiale. Dans la production mondiale de 10 des 18 principaux minerais, la part de l'Afrique s'établit entre 22 et 95 pour 100 4/.

10. Il est évident que ces ressources naturelles seront finalement exploitées, et certaines avant longtemps. Sur le plan de l'organisation économique il s'agit de déterminer qui les exploitera et de s'assurer que l'exploitation profitera aux économies et au développement social des pays africains. Il est bien certain qu'on aura besoin de capitaux et d'investissements humains étrangers mais il faudra en outre développer les capitaux et les possibilités humaines de la nation.

11. Quelques responsables africains, notamment le Président Nyerere (Tanzanie) et le Président Boumédiène (Algérie) ont mis les pays africains en garde contre tout appel au capitalisme s'ils ne disposaient pas de moyens leur permettant de contrôler les tentatives de ce capitalisme qui vise à une main-mise sur les Etats africains. La plupart des pays africains ne font pas assez de cas de cet avertissement. Aux tentatives de main-mise directe des investisseurs étrangers, à l'intérieur et à l'extérieur, il faut ajouter d'autres effets fâcheux tels que bénéfices élevés, envois personnels de fonds et versements d'intérêts, y compris sur les prêts pour les services de l'Etat en ce qui concerne les importations, les exportations, les plantations et les industries extractives. D'une estimation faite il y a quelques années, il ressort que les bénéfices, les intérêts et les envois personnels de fonds transférés hors d'Afrique représentaient le quart du revenu national brut des pays africains en voie de développement 5/.

12. L'influence étrangère prépondérante dans la production africaine ne se limite pas aux secteurs manufacturiers et miniers. En Zambie, par exemple, 700 familles européennes se partagent des activités agricoles hautement capitalistes alors que pour la majorité de la population rurale autochtone (à savoir 450.000 familles comportant chacune un grand nombre de membres), la productivité est très faible et la mécanisation quasi inexistante.

13. Ces inégalités au sein des économies africaines ne sont pas uniquement le résultat d'une différenciation entre la population étrangère et la population autochtone. Elles se manifestent entre le secteur urbain et le secteur rural et de multiples distinctions existent encore dans le seul milieu urbain.

4/ Nations Unies, Situation, tendances et perspectives de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique en Afrique, (E/CN.14/EP.3/Rev.1)

5/ Voir les observations de M. Boudakog dans le Compte rendu analytique provisoire de la première séance de la quatrième session de la CEA, 26 février 1962 (E/CN.14/IV/SR.7) page 33.

Ainsi, R. Dumont a révélé l'existence d'une "bourgeoisie africaine de la fonction publique"^{6/}. La poussée du développement semble déterminer une fragmentation de la société africaine dont un effet concomitant est la fragmentation du comportement économique ainsi qu'il ressort de la structure de la répartition du revenu et de la consommation. Le coefficient d'importation élevé est encore aggravé par la structure du revenu et la physionomie de la consommation. L'étroitesse du marché contribue à étouffer la production manufacturière intérieure contre laquelle les classes supérieures ont, en tous cas, des préventions en raison des habitudes acquises de consommation.

14. Une caractéristique commune à la plupart des pays au sud du Sahara est que la portion de la population économiquement active absorbée par le secteur moderne représente moins de 10 pour 100 du total. Un nombre de plus en plus important d'éléments jeunes et vigoureux se rendent dans les villes et beaucoup n'y trouvent au mieux que des emplois occasionnels. Cette situation continue en dépit de la révolution actuelle dans les domaines des connaissances scientifiques et techniques que connaît actuellement l'ensemble du monde.

15. Dans les pays industrialisés, le fossé entre les connaissances scientifiques et les types de production tend à se rétrécir grâce à l'implantation rapide de la technique; dans les pays en voie de développement au contraire, l'écart entre les prévisions, qui sont optimistes en raison d'influences extérieures, et les réalisations a parfois tendance à s'élargir. Tout se passe comme si les pays industrialisés, seuls détenteurs véritables, de la science et de la technique, avaient leur monopole perpétué et leur main-mise sur le capital renforcée par l'accélération actuelle de la révolution scientifique et technique. Il en résulte que l'intégration à la société industrialisée est aujourd'hui bien plus onéreuse qu'il y a un siècle, que la technique coûte plus cher, que les besoins en capitaux sont plus importants et qu'à l'échelon mondial la concurrence est telle qu'il est bien plus difficile qu'auparavant de prendre avantage sur les producteurs en place ^{7/}.

16. Un autre élément avec lequel il faut compter est le taux d'accroissement de la population des pays en voie de développement. Il s'agit là d'un domaine où la révolution des connaissances a porté ses fruits : le taux de mortalité est tombé en flèche et l'espérance de vie s'en est trouvée améliorée. Ce phénomène a des répercussions non seulement sur les taux d'accroissement de l'offre de produits alimentaires par rapport à l'effectif de population, mais également sur le rythme d'absorption dans le secteur moderne de cette population. Il est donc extrêmement difficile pour les pays en voie de développement de mobiliser des capitaux d'investissement suffisants. Ces difficultés sont aggravées par l'influence des moyens de communication - autre produit de la révolution scientifique - qui ne font qu'accentuer les pressions sociales

^{6/} Voir de René Dumont : L'Afrique noire est mal partie, Paris, 1961 et du même auteur Essai sur les lignes principales du développement agricole africain et sur les obstacles qui le freinent, CEA/FAO, 1965

^{7/} Ces obstacles à l'entrée des pays en voie de développement dans le monde industrialisé ont été spécialement soulignés par M. George Woods, ancien Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

pour l'amélioration de l'instruction, des logements, de la santé et autres services. Le résultat final est que les ressources d'investissement potentiellement productives sont attirées vers le secteur social d'où, à court et moyen termes, un manque à gagner pour les secteurs productifs.

17. Des possibilités techniques dépend la capacité du complexe de production de remplacer les produits primaires. Le mouvement qu'on constate en faveur des produits synthétiques est la manifestation évidente de cette évolution, dont toutefois on n'a pas encore déterminé la limite. Le remplacement systématique de certains produits agricoles de base entre 1950 et 1970 est maintenant suivi du remplacement de certains produits minéraux grâce à l'exploration sous-marine qui a déjà commencé et ne fera vraisemblablement que s'amplifier après 1970.

18. De façon générale, les discussions sur les termes de l'échange négligent souvent l'importance de l'élément technique. La détérioration des termes de l'échange aux dépens des pays en voie de développement est en partie la conséquence des réalisations de la révolution technique qui pourraient même conduire les plus désavantagés des pays en voie de développement à devenir "superflus" dans les courants mondiaux de commerce et de développement. Au cours des 15 dernières années, l'expansion des échanges commerciaux à l'échelon mondial s'est faite bien davantage au profit des pays industrialisés qu'à celui des pays en voie de développement. La part des exportations des pays en voie de développement est tombée de près d'un tiers en 1950 à un cinquième en 1964. La détérioration concomitante des termes de l'échange de ces pays a eu pour résultat qu'il faut maintenant plus d'exportations pour financer des quantités équivalentes d'importations. Les accords sur les produits de base peuvent atténuer ces effets mais non les enrayer, à cause de la révolution technique.

19. Le système actuel des liquidités internationales a aussi des conséquences néfastes. Un accroissement de la demande mondiale de réserves liquides ne peut survenir que si les pays à monnaies-clé n'ont pas de déficits. Le bon fonctionnement du système est donc subordonné à la solidité de ces monnaies de réserve et au maintien par les pays émetteurs d'un équilibre ou d'un excédent de la balance extérieure. Lorsque les balances des paiements sont en difficulté, les banques centrales des principales économies de marché industrialisées ont pour politique de mettre à la disposition de certains pays intéressés des crédits à court terme leur permettant de combler leurs découverts. Elles s'efforcent ensuite d'éliminer ces fonds supplémentaires pour contrecarrer les effets inflationnistes. Ces forces inflationnistes sont donc sous-jacentes au système en raison de la politique monétaire internationale. Comme c'est sur le prix des produits des pays développés que ces tendances à l'inflation ont généralement le plus d'effet, on peut facilement en déduire les conséquences sur les termes de l'échange.

20. On n'aura une idée complète de la portée et de l'intensité des difficultés grandissantes qui affectent les pays déjà désavantagés que si l'on ajoute aux effets de la révolution des connaissances et du système des liquidités internationales en vigueur, le phénomène bien connu des fortes fluctuations auxquelles sont soumis les prix et le volume des exportations de produits primaires des pays en voie de développement. Les pays pauvres sont obligés de demander des crédits à leurs fournisseurs ou à d'autres sources, dans des conditions défavorables, ou de freiner les importations non seulement des produits non essentiels mais aussi de ceux qui sont indispensables aux secteurs productifs. Vu l'insuffisance de leurs réserves, ils ont du mal à honorer leurs engagements financiers à l'extérieur, d'où confiance diminuée des centres bancaires internationaux et détérioration des conditions de crédit qui leur sont consenties 8/.

21. Si la structure des économies africaines n'est pas radicalement transformée, l'accroissement rapide de la population et les effets de la révolution technique qui se manifestent à l'heure actuelle auront pour résultat que l'Afrique, sa part dans la population mondiale augmentant, verra diminuer sa part dans le produit mondial. Les politiques de contrôle de l'accroissement démographique ne suffisent pas. Le processus du développement comporte de nombreux facteurs interdépendants. L'accroissement de la population mis à part, l'un des éléments fondamentaux à considérer est la place qui revient respectivement à l'agriculture et à l'industrie dans l'Afrique en voie de développement.

22. Certains considèrent le contrôle de l'accroissement démographique comme une panacée alors que selon d'autres, le seul remède est l'augmentation de la productivité agricole et la diversification des cultures. Les avantages pour les pays pauvres de ce contrôle de l'accroissement démographique sont bien évidents comme le sont d'ailleurs ceux d'une expansion agricole de grande portée, mais dans l'Afrique en voie de développement de nombreux obstacles empêchent le progrès rapide de l'agriculture. Il ne fait aucun doute que le taux d'expansion de l'agriculture a de profondes répercussions sur le taux global de croissance des économies africaines, car elle représente le secteur économique le plus important, celui qui emploie la plus grande partie de la population économiquement active et dont la contribution au PIB est de 45 à 75 pour 100. Si ce secteur reste stationnaire ou ne progresse que très lentement, le taux de croissance du PIB restera bas, même si les autres secteurs se développent de 8 à 10 pour 100 par an. La seule exception serait la découverte d'importantes richesses minérales, notamment de pétrole, comme cela a été le cas en Libye dont les agrégats statistiques se sont trouvés transformés en un temps record.

23. Quoi qu'il en soit, certains obstacles inéluctables s'opposent à résoudre le problème uniquement par l'expansion du secteur agricole. Parmi les caractéristiques de l'agriculture africaine, notamment au sud du Sahara, citons en effet la part importante des cultures de subsistance, les méthodes culturales

8/ Les problèmes monétaires internationaux et les pays en voie de développement, CNUCED, TD/B/32, New York, 1965, page 10.

traditionnelles prédominantes par rapport aux techniques modernes, la culture itinérante avec de longues périodes de jachère, l'érosion considérable du sol, l'aridité, les maladies et les parasites des plantes. La nature et les pratiques traditionnelles de culture ont peu à peu entamé les ressources potentielles du sol.

24. En Afrique la population urbaine s'accroît deux à trois fois plus vite que la population totale, ce qui entraîne une augmentation très rapide de la demande de produits agricoles commercialisables. La demande du secteur urbain n'est pas la même que celle du secteur de subsistance, elle exige plus d'aliments protéiques et quelques produits alimentaires traités dont beaucoup doivent être importés.

25. Ceci étant, le développement agricole doit permettre :

- 1) de continuer à nourrir la population du secteur de subsistance;
- 2) de produire des suppléments commercialisables en quantités suffisantes pour nourrir la population urbaine, en progression rapide;
- 3) d'adapter la structure de la production à la future demande de produits alimentaires, dans le contexte d'une expansion économique continue.

26. Si la productivité en agriculture augmente sensiblement, il en résultera une diminution des effectifs de la main-d'oeuvre agricole. Pour absorber cet excédent il faudrait donc élaborer parallèlement une stratégie de développement industriel : le développement agricole ne peut donc à lui seul constituer la solution. La productivité des travailleurs du secteur industriel est presque toujours supérieure à celle des travailleurs du secteur agricole, ce qui fait qu'un transfert de main-d'oeuvre dans ce secteur ferait augmenter le rendement de l'économie. Par un choix judicieux des industries, on pourrait faire augmenter les intrants techniques de l'agriculture, d'où nouvelle augmentation de la productivité dans ce secteur.

27. Dans ce contexte, il est bon de prendre en considération l'élasticité de la demande par rapport au revenu, qui est presque toujours plus forte pour les produits manufacturés que pour les produits alimentaires. L'objectif des pays en voie de développement est d'accroître le revenu par habitant aussi rapidement que possible; or, l'élasticité de la demande de produits alimentaires présente une asymptote plus faible et à plus court terme que celle des produits manufacturés. Il est donc logique de conclure qu'il faut développer le secteur manufacturier. La conjoncture mondiale pour les exportations de produits primaires ne fait qu'encourager la recommandation d'une telle politique. Par exemple, au cours des deux dernières années, les excédents du Kenya en blé et en maïs ont largement dépassé la capacité d'entreposage, d'où la nécessité de vendre ces surplus sur le marché mondial à des cours bien inférieurs aux prix de revient ^{9/}. Les 100.000 tonnes de café brûlées récemment en Côte-d'Ivoire

^{9/} East African Standard, 30 novembre 1968 et 25 janvier 1969.

et la destruction des surplus de vanille à Madagascar rappellent brutalement la situation de plus en plus inquiétante des produits agricoles d'exportation.

28. Admettre la nécessité d'une stratégie de développement industriel n'est qu'une première étape, il faut ensuite élaborer la stratégie qui convient. Dans presque tous les plans de développement africains, les programmes d'industrialisation reconnaissent l'impératif de la coopération régionale et sous-régionale, mais ont tendance à la négliger dans la pratique. C'est ainsi que se créent, dans de mauvaises conditions, des complexes industriels qui ne bénéficient pas d'une économie d'échelle suffisante, d'où une productivité inférieure et des prix de revient plus élevés par unité de production.

29. Les termes d'intégration, de coopération, de groupements régionaux, de marchés communs et d'harmonisation des plans n'ont pas encore été définis d'une manière homogène en Afrique. Les Etats africains sont encore loin d'arriver à une attitude commune à l'égard de ces importants concepts d'économie politique. Lorsqu'on insiste sur l'importance de l'intégration, il faut se demander "intégration par qui?" et "pour qui?". On a déjà souligné à quel point les économies africaines étaient tributaires du monde extérieur. A propos des plans de développement, Paul Borel a fait des commentaires, fondés sur son expérience de la planification en Afrique francophone, selon lesquels la première réaction des sociétés privées à l'égard de tous plans de développement est la méfiance, puis une interprétation à leur profit de toutes les ambiguïtés et contradictions que le plan peut contenir¹⁰/. Avant d'entreprendre des projets industriels multinationaux, les Etats africains doivent s'assurer qu'ils pourront, ensemble, en contrôler les fruits.

30. Les industries multinationales ont besoin non seulement des débouchés que leur offre l'ensemble des marchés des Etats participants, mais aussi de réseaux de transport coordonnés. C'est là, en Afrique, un problème épineux. Un document récent sur les transports africains présenté au quatrième Cycle d'Etudes interrégional des Nations Unies sur la planification du développement¹¹/ insistait sur le fait que les économistes s'occupant des transports ne pourraient pas faire de propositions valables pour la coordination du système de transport africain tant qu'ils ne disposeraient pas de renseignements sur les futurs emplacements industriels et les marchés à desservir. De même, les spécialistes de l'agriculture et de l'industrie ne pouvant faire des propositions appropriées pour le développement des secteurs qui les intéressent, faute de savoir d'une manière assez précise quel sera le futur réseau de transport. Il est bien certain qu'une planification coordonnée des secteurs est la condition sine qua non de tout progrès réel du développement sectoriel, si l'on ne veut pas gaspiller les ressources limitées dont on dispose. Une planification

¹⁰/ Paul Borel : Expériences de planification en Afrique, Planification programmes de développement, OCDE, Paris, 1964.

¹¹/ Louis Gelineau : Problèmes de la planification des transports en Afrique, ISDP.4/A/R. 3, 1968.

coordonnée des secteurs économiques doit en outre tenir compte de la planification de l'enseignement et de la main-d'oeuvre. De tous ces impératifs, il ressort clairement que la coopération politique doit ouvrir la voie à la coopération économique.

31. La plus importante de toutes les conditions requises apparaît clairement : il s'agit pour l'Afrique de se débarrasser de ses structures économiques et sociales traditionnelles afin de produire et d'exporter à grande échelle des biens manufacturés. Une telle transformation ne sera possible que si l'Afrique y est fermement résolue et y consacre les moyens qui s'imposent. On verra dans le tableau 1, qu'entre 1965 et 1967, même le commerce intra-africain a progressivement diminué.

Tableau 1 : Commerce intra-africain (Afrique en voie de développement), 1965 à 1967

| Indicateur des échanges | 1965 | 1966 | 1967 |
|---------------------------------|------|------|------|
| Valeur (millions de \$) | 600 | 550 | 540 |
| Indice de valeur | 100 | 92 | 90 |
| Pourcentage des échanges totaux | 7,7 | 6,7 | 6,7 |

Sources : CEA, Division de la recherche et de la statistique.

32. La coopération multinationale n'exclut pas des mesures strictes en vue du développement national, car un développement accru à l'échelon national ne peut qu'accroître les chances d'un développement multinational plus important. Il faut donc espérer qu'ils iront de pair.

PLANIFICATION ET RESULTATS

33. Dans cette deuxième partie, on étudiera la planification du développement et ses résultats. Sur les 24 pays choisis - ceux qui disposaient des données nécessaires pour l'évaluation - quatre seulement ont atteint leurs objectifs. Le tableau 2 indique les 24 pays d'après le taux de croissance prévu du PIB. On constate d'après ce tableau que 14 des 24 pays n'ont pas atteint 60 pour 100 du taux de croissance prévu.

Tableau 2 : Répartition des taux de croissance prévus du PIB par degré de réalisation (en pourcentage) dans 24 pays africains (au cours de ces dernières années)

| Taux de croissance prévus (pourcentage) | Nombre de pays ayant atteint les degrés suivants de réalisation (pourcentage) | | | | | Total |
|---|---|-----------|-----------|-----------|------|-------|
| | 100 % et au-delà | 80-99,9 % | 60-79,9 % | 40-59,9 % | 40 % | |
| 6 % et au-delà | 1 | 2 | - | 6 | 4 | 13 |
| 5 - 5,9 | 1 | 1 | 1 | 1 | - | 4 |
| 4 - 4,9 | 2 | - | - | 1 | 2 | 5 |
| 4 | - | - | 2 | - | - | 2 |
| Total | 4 | 3 | 3 | 8 | 6 | 24 |

Source : Secrétariat de la CEA et plans nationaux de développement.

34. Le tableau 3 indique la mesure dans laquelle les objectifs d'investissement ont été atteints dans 15 pays pour lesquels on disposait de données sur cette variable économique. Les résultats par rapport aux investissements prévus ont été meilleurs que pour le PIB. Six des 15 pays ont atteint leurs objectifs d'investissement; par contre, six autres n'ont même pas atteint 50 pour 100 de leur objectif.

Tableau 3 : Degré de réalisation des objectifs d'investissement pour 15 pays africains groupés d'après le degré de réalisation du PIB (au cours de ces dernières années) (en pourcentage)

| Degré de réalisation pour le PIB | Nombre de pays ayant atteint les degrés suivants de réalisation pour les investissements | | | | | Total |
|----------------------------------|--|-----------|-----------|-----------|------|-------|
| | 100 % et au-delà | 80-99,9 % | 60-79,9 % | 50-59,9 % | 50 % | |
| 100 % et au-delà | - | - | - | - | 1 | 1 |
| 80 - 99,9 | 2 | - | - | - | - | 2 |
| 60 - 79,9 | - | 2 | 1 | - | - | 3 |
| 40 - 59,9 | 3 | - | - | - | 3 | 6 |
| 40 | 1 | - | - | - | 2 | 3 |
| Total | 6 | 2 | 1 | - | 6 | 15 |

Source : Secrétariat de la CEA et plans nationaux de développement

35. Le tableau 4 indique les degrés de réalisation pour les objectifs des taux de croissance par secteur - agriculture, industrie et services. Les données existent pour 19 pays dans chaque secteur, mais dans certains cas on constate que les 19 pays ne sont pas les mêmes selon les secteurs, car dans le secteur des services l'étude porte sur d'autres pays que pour l'agriculture et l'industrie. A des fins d'analyse, les pays sont à nouveau groupés selon leur degré de réalisation atteint, pour le taux de croissance prévu du PIB. Cinq seulement des 19 pays ont atteint leurs objectifs de croissance dans le secteur agricole, mais 12 ne sont parvenus qu'à moins de 50 pour 100 du taux prévu. Trois seulement des 19 pays ont atteint leurs objectifs de croissance industrielle, et quatre moins de 50 pour 100, encore que les résultats pour ces pays sont moins décourageants que dans l'agriculture. En moyenne, la réalisation pour l'industrie a été de 60-79,9 pour 100. Les chiffres concernant le secteur des services se trouvent dans la partie gauche du tableau et, comme pour l'agriculture, on constate que cinq pays ont atteint l'objectif prévu et que huit l'ont réalisé à raison de moins de 50 pour 100, répartition analogue à celle de l'agriculture, mais plus équilibrée.

36. Etant donné que les pourcentages de réalisation par secteur forment ensemble les résultats globaux pour l'économie, il n'est pas étonnant que les degrés de réalisation (par secteur) de 100 pour 100 et au-delà apparaissent proportionnellement plus fréquemment dans les pays où les taux de réalisation pour le PIB global atteignent 100 pour 100 ou plus. De même, les taux de réalisation par secteur représentant moins de 50 pour 100 de l'objectif apparaissent le plus souvent dans les pays où les taux de réalisation pour le PIB global sont inférieurs à 60 pour 100. Il y a cependant des surprises. C'est ainsi que parmi les pays où les taux de réalisation pour le PIB global se situent entre 40 et 59,9 pour 100, deux accusent des taux de réalisation de 100 pour 100 ou plus pour le secteur agricole et deux autres ont atteint ou dépassé leurs taux de croissance fixés dans le secteur industriel. Un pays dont le taux de réalisation du PIB global est inférieur à 40 pour 100 a atteint son objectif pour le secteur des services.

Tableau 4 : Degré de réalisation des objectifs de croissance par secteur pour certains pays africains groupés par degré de réalisation pour le PIB total (au cours de ces dernières années) (en pourcentage)

(A = agriculture; I = industrie; S = services)

| Degré de réalisation du taux de croissance global | Nombre de pays ayant atteint les degrés suivants de réalisation des taux d'accroissement sectoriel | | | | | | | | | | | |
|--|--|---|---|-----------|---|---|----------|---|---|----------|---|---|
| | 100 % et au-delà | | | 80-99,9 % | | | 60-79,9% | | | 50-59,9% | | |
| | A | I | S | A | I | S | A | I | S | A | I | S |
| 100 % et au-delà | 2 | 1 | 3 | - | 1 | - | - | - | - | 1 | - | 1 |
| 80 - 99,9 | - | - | 1 | - | - | - | 2 | 3 | - | - | 1 | 1 |
| 60 - 79,9 | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 | - |
| 40 - 59,9 | 2 | 1 | - | - | 1 | - | - | 3 | 2 | - | 2 | 1 |
| 40 | - | 1 | 1 | - | - | 1 | - | - | - | - | 5 | 4 |
| Total | 5 | 3 | 5 | - | 2 | 1 | 2 | 7 | 2 | - | 3 | 3 |

Source : Secrétariat de la CEA et plans nationaux de développement

37. Alors que le secteur des exportations pose souvent de nombreux problèmes aux économies africaines, il est difficile d'en vérifier les résultats en ce qui concerne les objectifs fixés, ainsi que l'indique le tableau 5. La gamme réduite des produits de base et leur vulnérabilité à la situation du marché mondial expliquent en grande partie pourquoi 12 des 16 pays sur lesquels on disposait de données ne sont pas parvenus à atteindre les taux de croissance fixés en ce qui concerne les exportations. Sur les quatre pays qui ont atteint ces taux, un seulement est parvenu au taux de croissance fixé pour le PIB. Les trois autres se trouvent répartis presque au hasard dans la classification par degré de réalisation des objectifs pour le PIB. On constate malheureusement que sept des 16 pays avaient prévu des taux de réalisation pour les exportations inférieurs à 50 pour 100, en d'autres termes, près de la moitié des pays ont exporté moins de 50 pour 100 du volume prévu. Les conséquences de l'échec dans le domaine des exportations sont claires pour les recettes en devises étrangères, ainsi que pour les importations et les investissements nécessaires.

Tableau 5 : Degré de réalisation des taux de croissance des exportations dans certains pays africains, groupés par degré de réalisation pour le PIB (au cours de ces dernières années) (en pourcentage)

| Degré de réalisation du taux de croissance total du PIB | Nombre de pays ayant atteint les degrés suivants de réalisation des taux de croissance prévus pour les exportations (au cours de ces dernières années) | | | | | Total |
|---|--|-----------|-----------|-----------|------|-------|
| | 100 % et au-delà | 80-99,9 % | 60-79,9 % | 50-59,9 % | 50 % | |
| 100 % et au-delà | 1 | - | - | - | 2 | 3 |
| 80 - 99,9 | 1 | 1 | 1 | - | - | 3 |
| 60 - 79,9 | 1 | - | 1 | - | - | 2 |
| 40 - 59,9 | 1 | - | 1 | - | 3 | 5 |
| 40 | - | 1 | - | - | 2 | 3 |
| Total | 4 | 2 | 3 | - | 7 | 16 |

Source : Secrétariat de la CEA et plans nationaux de développement

38. En dehors des obstacles qui ont empêché les pays africains d'atteindre leurs objectifs pour le secteur extérieur, et sur lesquels ils n'ont pas de contrôle, les obstacles de caractère intérieur paraissent plus importants pour expliquer le degré de réalisation insuffisant par rapport aux objectifs prévus. On constate généralement une élaboration et une exécution défectueuses des plans. Pour l'exécution, le problème vient souvent de directives politiques contradictoires. Même avant la crise que connaît actuellement le Nigéria, il existait outre le plan fédéral, quatre plans régionaux, sans intégration efficace des objectifs globaux et par secteur; par conséquent, les objectifs et les buts nationaux étaient pleins d'ambiguïtés^{12/}. Le plan nigérien de

^{12/} Voir R. Green, "Four African Development Plans", Journal of Modern African Studies, Vol.3, No.2.

développement a été établi par des expatriés travaillant sans aucune liaison avec l'administration. Les planificateurs dahoméens ont également critiqué un plan postérieur à l'indépendance préparé par des étrangers, pour son manque de conformité avec les objectifs politiques et son éloignement des réalités sociales et économiques de la situation dahoméenne 13/.

39. Les premiers plans postérieurs à l'indépendance étaient le plus souvent dépourvus de directives politiques, car les postulats politiques sur lesquels ces plans auraient dû se fonder n'avaient pas encore été établis par les élites dirigeantes. Les planificateurs s'imaginaient souvent que le plan lui-même fournirait à une économie stagnante ou ne progressant que lentement, le dynamisme nécessaire. Certains, s'apercevant de leur erreur, ont alors placé leurs espoirs dans le financement extérieur. Le premier plan de la Somalie révélait un recours excessif au financement extérieur, la quasi-totalité de la formation de capital devant être effectuée grâce à des prêts et des subventions de l'étranger. Dans ce contexte, on s'est imaginé que l'existence du plan commandait à elle seule le respect et assurerait l'apport de ressources extérieures nécessaires à son exécution. Le premier plan de la Somalie n'a pas été le seul à engendrer trop d'optimisme. Le plan du Nigéria prévoyait que la moitié du financement du développement proviendrait de sources extérieures et cet espoir ne s'étant pas réalisé la mise en oeuvre du plan a été bouleversée. Dans le passé, un plan tanzanien a également fait fond exagérément sur les contributions étrangères. Cette attitude a d'ailleurs été générale dans la planification africaine.

40. Or, les capitaux étrangers ne sont pas toujours fournis et, quand ils le sont, ils impliquent souvent une utilisation des fonds pour des fins conformes aux besoins du donateur et sous son contrôle. Le plus souvent, les donateurs ne se sont pas efforcés sérieusement de tenir compte des plans africains. De plus, les donateurs étrangers non seulement détournent des objectifs initiaux, mais mettent à contribution les ressources africaines en personnel, car ils exigent des études de viabilité et évaluations des projets. Les négociations financières sont souvent très longues et, une fois terminées, elles aboutissent souvent à de graves distorsions de la planification sectorielle initiale. L'impossibilité d'obtenir le volume prévu d'aide étrangère, ainsi que l'insuffisance de l'épargne intérieure, font que l'on doit avoir recours à des crédits - fournisseurs dont les taux d'intérêt sont élevés.

41. Dans les plans africains de développement, on reconnaît de plus en plus la nécessité d'une bonne planification financière. La Déclaration d'Arusha a transformé l'attitude de la Tanzanie vis-à-vis des sources de financement du développement en insistant sur les sources intérieures, alors qu'auparavant on faisait surtout appel aux donateurs étrangers. Un des avantages indirects de l'encouragement à l'autonomie est le développement de la cohésion nationale grâce à une participation nationale plus large en vue d'un objectif national commun. Ce système impliquera également une révision profonde des politiques de base et l'élaboration d'une nouvelle philosophie du développement et de nouvelles institutions.

13/ Voir l'exposé sur la planification présenté par le Dahomey à la deuxième Conférence des planificateurs africains, Addis-Abéba, décembre 1967.

42. La planification du développement en Afrique souffre encore des structures administratives léguées par les puissances métropolitaines. Il y a bien eu des réformes administratives après l'indépendance, mais l'héritage n'a pas complètement disparu. Souvent, un manque de cohésion dans l'organisation empêche que d'importantes données économiques soient transmises à la capitale et les administrations provinciales sont privées d'une structure nationale intégrée ou continuent à priver l'ensemble de la région géographique d'une telle structure. Le fait que les organismes s'occupant de la planification du développement ont été greffés sur des structures administratives anciennes a souvent pour conséquence que ces organismes ne constituent pas le point central dans la prise des décisions en matière de développement. Il est courant de rencontrer dans les pays africains des conflits de compétence entre les organismes de développement et le ministère des finances. Souvent les attributions de l'organe de planification se terminent avec l'adoption du plan; toutefois, on constate maintenant que ces organes commencent à assumer un rôle plus important au niveau de la mise en oeuvre et du contrôle des plans. Néanmoins, les contradictions entre les plans et les budgets continuent d'être très fréquentes.

43. Une caractéristique propre à la plupart de organismes de planification en Afrique est le nombre très restreint de planificateurs et d'experts techniques, qui d'ailleurs manquent d'expérience. Ainsi, tant la qualité que les effectifs du personnel, ont une influence néfaste sur l'élaboration des plans, et portent préjudice à la réussite de la mise en oeuvre.

44. Ces difficultés de personnel au niveau de la planification illustrent le dilemme inquiétant qui se pose pour l'ensemble de l'économie. Comment réaliser le développement avec des ressources humaines encore rares, d'une qualité insuffisante, et qui sont pourtant nécessaires pour les transformations socio-économiques ? Il y a peut-être 8.000 ingénieurs dans toute l'Afrique en voie de développement au sud du Sahara, et la plupart d'entre eux sont des expatriés. En outre, il semble que la plupart des ingénieurs africains diplômés exercent des fonctions administratives et ne participent pas au processus de production.

45. On a indiqué plus haut que l'organisation économique africaine doit, pour accélérer le développement, s'appuyer sur l'établissement d'industries multinationales. Toutefois, il faut reconnaître qu'au stade actuel, de telles industries exigent d'importants investissements en personnel scientifique, technique et de gestion. Il est encore plus difficile de trouver du personnel local pour ces industries que pour les activités de planification du développement. Tant pour le nombre que pour la qualité - laquelle dépend étroitement de l'expérience les perspectives ne seront guère brillantes pendant assez longtemps encore. Or, si Lord Bowden a raison, il est possible que le recrutement de personnel étranger devienne difficile à l'avenir, car d'après lui, les Etats-Unis vers 1970 auront besoin d'un minimum de 200.000 savants et ingénieurs de plus qu'ils n'en peuvent former et essayent d'en recruter dans le monde entier. Ainsi, alors que l'Afrique commence à faire des efforts sérieux en vue d'acquérir du personnel scientifique et technique, le monde semble entrer dans une phase critique quant à la disponibilité de telles ressources humaines. La concurrence internationale en vue de l'obtention de ces ressources aura pour effet de faire monter sensiblement le coût de ce personnel, sans garantie d'acquisition.

46. Quant au personnel africain, il arrive souvent que les rares personnes qui ont reçu une formation ne retournent pas dans leur pays d'origine. Dans leurs plans économiques, les pays africains ne se sont pas ou guère préoccupés des liens entre politique de la main-d'œuvre et politique du revenu. Le personnel scientifique et technique n'est pas suffisamment encouragé financièrement tandis que les cadres de direction, dans le secteur privé comme dans le secteur public, sont fortement rémunérés, car on continue d'appliquer des critères archaïques d'origine métropolitaine pour établir des différences de traitements entre professions. Par exemple un haut fonctionnaire anglais gagne approximativement le double de son homologue ghanéen ou ougandais; toutefois, alors que l'Anglais gagne environ 10 fois le chiffre du revenu moyen par habitant du Royaume-Uni, le Ghanéen gagne 24 fois le revenu moyen par habitant de son pays et l'Ougandais atteint même 112 fois ce chiffre^{14/}. Et pourtant, même ces comparaisons ne donnent pas une idée complète de la situation, car tant en Afrique francophone qu'anglophone, les traitements élevés des fonctionnaires sont accompagnés d'avantages monétaires marginaux et de logements fortement subventionnés. Il est effarant de noter la forte propension à consommer qui existe chez le fonctionnaire africain, tendance qui se porte très nettement sur le luxe, les produits importés et les voyages à l'étranger. Le secteur privé en Afrique, pour maintenir la qualité du personnel de direction local, a été obligé d'égaliser ou de surpasser les conditions offertes dans la fonction publique.

47. Presque tous les pays africains ont des économies mixtes, même les pays qui sont partisans d'un socialisme africain. Le développement a eu sur le secteur privé un effet marginal et il n'a pas, dans l'ensemble, affecté le large secteur non monétaire de l'économie. La mesure dans laquelle le secteur privé moderne - sur lequel des étrangers ont main-mise - peut aider à atteindre les objectifs du plan national dépend des concessions et des avantages que le gouvernement africain intéressé est disposé à lui octroyer. En raison du pouvoir que beaucoup des compagnies étrangères possèdent, soit politiquement, soit en tant que compagnies, il est difficile aux planificateurs africains de contrôler efficacement les décisions qu'elles prennent quelle qu'en soit la portée sur l'économie nationale. De plus, et en partie à cause de cette situation, les directives de planification à l'intention du secteur privé sont ambiguës et évasives.

48. Outre le fait que les plans de développement africains ont l'inconvénient d'être incomplets parce qu'ils n'englobent pas le secteur privé et l'élément non monétaire de l'économie nationale, la planification du développement régional et local dans le contexte national n'a pas très efficace. Dans les cas où le plan s'est dans l'ensemble approché des objectifs fixés, on a souvent utilisé plus de ressources que prévu à l'origine - d'où un épuisement des ressources d'investissement et la probabilité d'un ralentissement du taux de

^{14/} D. Soors, "The Transmission of Inequality", document présenté à Haile Selassie Trust Foundation, Addis-Abéba, octobre 1966.

la croissance économique. Il en est également résulté une distorsion des allocations destinées aux secteurs ainsi qu'une diminution des dépenses ou même des investissements affectés à des projets prévus pour les dernières années du même plan. L'inefficacité du contrôle s'explique en grande partie par des directives politiques et administratives viciées. Il est souvent arrivé que des projets bénéficiant de l'appui politique aient pris la place de projets économiquement sains.

49. Les imperfections techniques du dispositif de planification sont également responsables d'importants revirements dans la mise en oeuvre. On a constaté deux faiblesses de base : 1) une élaboration imprécise des projets entraîne généralement une estimation des coûts nettement inférieure aux coûts réels; 2) les organismes de planification ne sont pas équipés pour une révision efficace du plan, compte tenu des erreurs de mise en oeuvre et de l'évolution de la conjoncture économique générale. En outre, les services qui devaient mettre en oeuvre ou superviser certains aspects d'un plan souvent n'ont pas été créés ou s'ils l'ont été, ils n'ont pas reçu les pouvoirs nécessaires pour accomplir efficacement leur tâche. La soumission de rapports périodiques sur l'état d'avancement des travaux est en général plus que déficiente, sinon absente.

50. Il n'est pas rare que les plans aient été élaborés à la hâte, avec une préparation et une sélection des projets très incomplètes. La sélection étant une phase nécessaire de l'établissement des projets, il en est résulté des retards dans la mise en oeuvre, et de plus le total des investissements destinés aux projets retenus n'a plus correspondu à l'objectif d'investissement global. Dans de nombreux cas où des projets spécifiques ont été retenus, ils n'ont pas été élaborés ou analysés.

51. Le peu d'attention sérieuse accordée à l'examen des projets a des conséquences plus graves encore. Un plan destiné à une économie en voie de développement vise essentiellement à opérer, dans une certaine mesure, une transformation structurale qui découle de l'interaction continue entre investissements et production. Lorsque ces éléments ne sont pas connus avec précision, les mesures qui doivent aider à atteindre le but fondamental sont entravées.

52. La réussite de la mise en oeuvre a souvent été compromise par d'autres facteurs. L'un d'eux, que l'on peut qualifier d'important, vient de ce que les ressources intérieures n'ont pas été suffisantes pour financer l'élément "local" du coût des projets dont l'élément "extérieur" était à la charge de donateurs étrangers. Ces derniers n'ont pas accepté de financer en outre la part locale des coûts alors que la structure et les recettes fiscales du pays intéressé ne pouvaient faire face aux exigences du développement prévu. Les gouvernements africains ont alors déployé de nouveaux efforts pour y remédier; or, pour y parvenir ils ont dû non seulement essayer d'accroître les ressources en capitaux intérieurs mais aussi réduire leurs dépenses renouvelables.

53. Une autre source d'échec vient de ce que l'infrastructure statistique de nombreux plans est peut-être - on constate notamment que les taux de croissance démographique sont sous-estimés - si bien que les projections sont nécessairement faussées.

54. Un élément plus profond, et plus résistant au changement, est la tendance des gouvernements à s'engager à la légère à atteindre les objectifs d'un Plan de développement, alors que ce plan n'exprime souvent pas les aspirations générales de la population. Si les buts du plan ne représentent pas les idées des masses et que les responsables de la mise en oeuvre sont eux-mêmes déçus par le contenu du Plan, il est certain que l'action visant à faire adopter ces buts au grand public échouera ou même ne pourra jamais être tentée. Un commentaire du Gouvernement du Cameroun sur cet aspect de la planification illustre très pertinemment la situation à cet égard :

"Il faut bien reconnaître que l'adoption du Plan n'a pas été suivie d'une action de propagande et de vulgarisation dans tout le pays. Une fois leur travail d'élaboration terminé, les commissions nationales et locales de planification ont cessé toute activité. Les fonctionnaires à tous les échelons, les cadres traditionnels ou modernes, n'ont pas été "catéchisés" dans la mystique du Plan et n'ont donc pas pu le diffuser dans la masse. Les populations sont restées largement étrangères à l'idée d'un objectif commun du développement et des efforts nécessaires pour l'atteindre. On a ainsi négligé trop longtemps le ferment de dynamisme national que peut révéler le Plan"^{15/}.

55. Les sérieuses critiques formulées dans ce document au sujet de la planification en Afrique ne doivent pas conduire au scepticisme et au découragement; il faut les considérer en fonction d'une appréhension globale des efforts de développement déployés en Afrique. Le Plan est devenu un instrument indispensable, même s'il n'est encore que rudimentaire. Il s'agit maintenant de le perfectionner. Alors que l'histoire enregistre de grands progrès dans le développement des armes de destruction, il faut également espérer qu'elle pourra enregistrer des progrès dans l'élaboration des instruments de construction. Le plan économique est l'un de ces instruments qui peut être utilisé pour se débarrasser des entraves du passé et construire un avenir meilleur, en modifiant délibérément le cours de l'histoire. Les critiques détaillées de la situation actuelle de la planification en Afrique doivent servir à améliorer la technique de l'élaboration des plans et l'art de choisir les objectifs. Les faiblesses de la planification seront surmontées par une lutte consciente et systématique pendant de longues années. Le besoin insatiable de changement est un élément dynamique du phénomène historique qu'est le réveil de l'Afrique. Puisque la planification est déjà fermement ancrée dans la nouvelle idéologie de croissance, une place importante lui est garantie dans le processus historique.

^{15/} Gouvernement du Cameroun. Rapport général sur l'exécution du premier plan quinquennal jusqu'au 30 juin 1963, Yaoundé, 1964, p.8